

Sur la proposition du Ministre flamand des Travaux publics ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le plan d'alignement régional 1M3D8E G 027253 00 à Anvers, district Deurne, repris dans l'annexe au présent arrêté, est fixé définitivement.

Art. 2. Le Ministre flamand ayant les travaux publics dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 juin 2017.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du Tourisme et du Bien-Être des Animaux,

B. WEYTS

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2017/12937]

23 JUIN 2017. — Ordonnance modifiant certaines dispositions de l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

TITRE II. — Modifications de l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués

Art. 2. Dans l'ensemble de l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués, les remplacements des mots suivants sont opérés :

1° aux articles 41, 46, 47, 55 et 67, les mots « des travaux d'assainissement » sont chaque fois remplacés par les mots « de l'assainissement » ;

2° aux articles 33, § 2, et 75, les mots « des travaux d'assainissement » sont chaque fois remplacés par les mots « un assainissement » ;

3° aux articles 43, 45, 46 et 55, les mots « les travaux d'assainissement » sont chaque fois remplacés par les mots « l'assainissement » ;

4° aux articles 5, 8, § 1^{er}, 15, 25, 27, § 2, 29, § 3, 31, § 2, 33, § 2, 35, § 2, 41 § 2, 43 § 2, 49, 53, 70 et 75, les mots « mesures de sécurité » sont chaque fois remplacés par les mots « mesures d'urgence » ;

5° aux articles 7, § 2, al. 1^{er}, 26, § 2, 30, § 2, 34, §§ 2 et 3, 38, et 42, les mots « ou contre récépissé au siège de l'institut » sont chaque fois supprimés ;

6° aux articles 7, § 2, al. 1, deuxième tiret, 15, 26, 27, § 1^{er}, 30, § 3, 31, § 1^{er}, 34, § 3, al. 1^{er}, 35 et 39, 40, 42 et 43, les mots « avec accusé de réception ou contre récépissé au siège de l'institut » sont chaque fois supprimés ;

7° aux articles 7, § 2, 13, § 7, 49, 69 et 70, le mot « actuel » est chaque fois inséré après le mot « exploitant » ;

8° aux articles 13, § 2, 15, § 4, 27, § 2, 31, § 2 et 55, le mot « actuel » est chaque fois inséré entre le mot « exploitant » et les mots « d'une activité à risque » ;

9° aux articles 20, § 2 et 21, § 1^{er}, le mot « actuel » est inséré entre le mot « exploitant » et les mots « ayant généré » ;

10° aux articles 7, §§ 1^{er} et 2, 8, § 2, 35, 43, 49 et 51, le mot « actuels » est chaque fois inséré entre le mot « exploitants » et les mots « d'une activité à risque » ;

11° à l'article 22, § 2, le mot « actuel » est inséré entre le mot « exploitant » et les mots « ou du titulaire » ;

12° à l'article 75, les mots « des mesures de gestion du risque » sont remplacés par les mots « une gestion du risque » ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2017/12937]

23 JUNI 2017. — Ordonnantie tot wijziging van sommige bepalingen van de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

TITEL I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

TITEL II. — Wijzigingen aan de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems

Art. 2. In het geheel van de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems worden de vervangingen van de volgende woorden doorgevoerd :

1° in artikelen 18, 46, 47, § 1, 55, § 1, en 67 wordt het woord « saneringswerken » telkens vervangen door het woord « sanering » ;

2° in artikelen 33, § 2, 41, § 1, 46, § 1, en 75 wordt het woord « saneringswerken » telkens vervangen door de woorden « een sanering » ;

3° in artikelen 43, 45, 46 en 55 worden de woorden « de saneringswerken » telkens vervangen door de woorden « de sanering » ;

4° in artikelen 5, 8, § 1, 15, 25, 27, § 2, 29, § 3, 31, § 2, 33, § 2, 35, § 2, 41, § 2, 43, § 2, 49, 53, 70 en 75, wordt het woord « veiligheidsmaatregelen » telkens vervangen door het woord « noodmaatregelen » ;

5° in artikelen 7, § 2, eerste lid, 26, § 2, 30, § 2, 34, § 2 en § 3, 38 en 42 worden de woorden « of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut » telkens geschrapt ;

6° in artikelen 7, § 2, eerste lid, tweede streepje, 15, 26, 27, § 1, 30, § 3, 31, § 1, 34, § 3, eerste lid, 35 en 39, 40, 42 en 43 worden de woorden « met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut » telkens geschrapt ;

7° in artikelen 7, § 2, 13, § 7, 49, 69 en 70 wordt het woord « huidige » telkens ingevoegd vóór het woord « exploitant » ;

8° in artikelen 13, § 2, 15, § 4, 27, § 2, 31, § 2 en 55 wordt het woord « huidige » telkens ingevoegd vóór de woorden « exploitant van een risicoactiviteit » ;

9° in artikelen 20, § 2 en 21, § 1 wordt het woord « huidige » telkens ingevoegd vóór het woord « exploitant » ;

10° in artikelen 7, § 1 en § 2, 8, § 2, 35, 43, 49 en 51 wordt het woord « huidige » telkens ingevoegd vóór de woorden « exploitanten van een risicoactiviteit » ;

11° in artikel 22, § 2, wordt het woord « huidige » ingevoegd vóór het woord « exploitant » ;

12° in artikel 75 wordt het woord « risicobeheersmaatregelen » vervangen door de woorden « een risicobeheer » ;

13° aux articles 33, 35, 37, 38 et 55, les mots « les mesures de gestion du risque » sont chaque fois remplacés par les mots « la gestion du risque » ;

14° à l'article 33, § 2, les mots « mesures de gestion du risque » entre les mots « avec d'autres » et les mots « envisageables quant à » sont remplacés par les mots « gestions du risque » ;

15° aux articles 33, 37, 38, 39 et 55, les mots « des mesures de gestion du risque » sont chaque fois remplacés par les mots « de la gestion du risque » ;

16° à l'article 40, les mots « aux mesures de gestion du risque » sont remplacés par les mots « à la gestion du risque » ;

17° à l'article 20, § 3, les mots « de mesures de gestion du risque » sont remplacés par les mots « d'une gestion du risque » ;

18° à l'article 37, les mots « sont mises en œuvre » sont chaque fois remplacés par les mots « est mise œuvre » ;

19° aux articles 15, 27, 31, 35, 40 et 43, les mots « modifications ou d'additions » et les mots « modifications ou des additions » sont chaque fois remplacés par le mot « compléments » ;

20° aux articles 38 et 46, les mots « précisions ou additions », les mots « précisions ou d'additions » et les mots « précisions ou des additions » sont chaque fois remplacés par le mot « compléments » ;

21° aux articles 77 et 78, les mots « articles 60, 61 » sont remplacés par les mots « articles 13/4, 13/5 ».

Art. 3. Dans l'article 3 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le point 4°, les mots « actuel ou ayant exploité » sont insérés entre le mot « exploitant » et les mots « une installation » ;

2° un nouveau point 4°/1 est inséré, rédigé comme suit :

« exploitant actuel : tout exploitant dont l'exploitation est toujours en cours ou qui, bien qu'ayant cessé ses activités :

– n'a pas encore rempli les obligations d'identification ou de traitement de la pollution qui lui ont été imposées le cas échéant, que ce soit en vertu de l'ordonnance du 13 mai 2004 relative à la gestion des sols pollués ou en vertu de la présente ordonnance ;

– ou n'a pas encore rempli son obligation légale de remettre les lieux dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger, nuisance ou inconfort, comme prévu par l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, ce qui peut être constaté par l'Institut à tout moment. » ;

3° dans le point 5°/2, les mots « et c) » sont ajoutés après les mots « § 4, b) » ;

4° dans le point 9°, les modifications suivantes sont apportées :

– les mots « l'ensemble des » sont remplacés par le mot « les » ;

– les mots « visées par » sont remplacés par les mots « abritant des activités à risque soumises à » ;

5° dans le point 12°, les modifications suivantes sont apportées :

– les mots « la base » sont remplacés par le mot « base » ;

– il est complété comme suit :

« Certaines zones définies par les plans d'affectations peuvent être versées, selon leur situation, dans une classe de sensibilité différente ; » ;

6° dans le point 15°, les modifications suivantes sont apportées :

– dans le 1^{er} tiret « catégorie 0 », les modifications suivantes sont apportées :

– les mots « ou s'est exercée » sont insérés après les mots « sur lesquelles s'exerce » ;

– le tiret est complété comme suit :

« et les parcelles ayant été l'objet d'un événement pouvant engendrer une pollution du sol tels que les accidents ou incidents ou les disséminations de pollutions depuis les parcelles voisines » ;

– dans le 5^e tiret « catégorie 4 », les modifications suivantes sont apportées :

– les mots « ne respectant pas les normes d'intervention et », « de travaux » et « mesures de » sont supprimés ;

13° in artikelen 33, 37, 38, 39 en 55 worden de woorden « de risicobeheersmaatregelen » telkens vervangen door de woorden « het risicobeheer » ;

14° in artikel 33, § 2, worden de woorden « met andere denkbare risicobeheersmaatregelen wat betreft » vervangen door de woorden « met een ander denkbaar risicobeheer wat betreft » ;

15° in artikelen 33 § 1, 35, 37, 38 en 55 worden de woorden « de risicobeheersmaatregelen » telkens vervangen door de woorden « het risicobeheer » ;

16° in artikelen 40 worden de woorden « van de risicobeheersmaatregelen » vervangen door de woorden « van het risicobeheer » ;

17° in artikel 20, § 3, wordt het woord « risicobeheersmaatregelen » vervangen door de woorden « van een risicobeheer » ;

18° in artikel 37 worden de woorden « worden uitgevoerd » telkens vervangen door de woorden « wordt uitgevoerd » ;

19° in artikelen 15, 27, 31, 35, 40 en 43 worden de woorden « wijzigingen of aanvullingen » steeds vervangen door het woord « aanvullingen » ;

20° in artikelen 38 en 46 worden de woorden « verduidelijkingen of aanvullingen » steeds vervangen door het woord « aanvullingen » ;

21° in artikelen 77 en 78, worden de woorden « artikelen 60, 61 » vervangen door de woorden « artikelen 13/4, 13/5 ».

Art. 3. In artikel 3 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 4° worden de woorden « huidige exploitant of » ingevoegd tussen het woord « iedere » en het woord « persoon » ;

2° er wordt een nieuw punt 4°/1 ingevoegd, dat als volgt luidt :

« huidige exploitant : elke exploitant waarvan de uitbating nog steeds aan de gang is of die, hoewel hij zijn activiteiten heeft stopgezet :

– de identificatieverplichting of verplichting inzake de behandeling van de bodemverontreiniging die hem desgevallend werden opgelegd, nog niet heeft vervuld, ongeacht of dit op grond van de ordonnantie van 13 mei 2004 betreffende het beheer van verontreinigde bodems of op grond van deze ordonnantie is ;

– of die de wettelijke verplichting nog niet heeft vervuld om de plaats van een inrichting opnieuw in een zodanige toestand te brengen dat er zich geen gevaar, hinder of ongemak voordoet, zoals vastgelegd door de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, wat door het Instituut op elk moment kan worden gecontroleerd. » ;

3° in punt 5°/2 worden de woorden « en c) » toegevoegd na de woorden « § 4, b) » ;

4° in punt 9° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– de woorden « het geheel van » worden geschrapt ;

– de woorden « die vallen onder » worden vervangen door de woorden « met risicoactiviteiten onderworpen aan » ;

5° in punt 12° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– in de Franse versie worden de woorden « la base » vervangen door het woord « base » ;

– het wordt als volgt aangevuld :

« Een aantal zones die zijn afgebakend in de bodembestemmingsplannen, kunnen, afhankelijk van hun situatie, in een verschillende kwetsbaarheidszone worden ondergebracht ; » ;

6° in punt 15° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– bij het eerste streepje « categorie 0 » worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– de woorden « of werd » worden ingevoegd tussen de woorden « waarop een risicoactiviteit wordt » en het woord « uitgeoefend » ;

– het streepje wordt als volgt aangevuld :

« en de percelen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een gebeurtenis die een bodemverontreiniging kan veroorzaken, zoals ongevallen, incidenten of verspreiding van verontreinigingen vanaf de naburige percelen » ;

– bij het 5^e streepje « categorie 4 » worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– de woorden « die niet voldoen aan de interventienormen en » worden geschrapt ;

– dans la version néerlandaise, les mots « saneringswerken worden uitgevoerd of waarvoor risicobeheersmaatregelen uitgevoerd worden, » sont remplacés par les mots « een sanering, of een risicobeheer of een behandeling van beperkte duur wordt uitgevoerd of waarvoor dringende maatregelen uitgevoerd worden. »;

– les mots « de traitement de durée limitée ou de mesures d'urgence » sont insérés après les mots « gestion du risque » ;

– le tiret est complété comme suit :

« Les sous-catégories suivantes sont distinguées au sein de la catégorie 4 :

– catégorie 4a : parcelles en catégorie 4 qui n'ont pas ou pas encore fait l'objet d'une gestion du risque, d'un assainissement ou d'un traitement de durée limitée ;

– catégorie 4b : parcelles en catégorie 4, et sur lesquelles une gestion du risque, un assainissement ou un traitement de durée limitée est en cours ;

– catégorie 4c : parcelles en catégorie 4 qui font actuellement l'objet de mesures de suivi avant évaluation finale » ;

– un nouvel alinéa est ajouté, rédigé comme suit :

« Lorsqu'une parcelle est en catégorie 1, 2, 3 ou 4, et que soit une activité à risque y est exercée, soit une nouvelle pollution y est suspectée, soit au moins une activité à risque n'a pas pu être investiguée entièrement, alors cette parcelle est reprise respectivement en catégorie 0 combinée à 1, 0 combinée à 2, 0 combinée à 3 ou 0 combinée à 4 ; » ;

7° dans le point 16°, les modifications suivantes sont apportées :

– le mot « actuel » est inséré entre le mot « exploitant » et les mots « , par un titulaire » ;

– le mot « autre » est inséré entre les mots « par une » et le mot « personne » ;

8° dans le point 17°, les modifications suivantes sont apportées :

– le mot « actuel » est inséré entre les mots « exploitant » et les mots « , un titulaire » ;

– le mot « autre » est inséré entre le mot « une » et le mot « personne » ;

9° dans le point 18°, les modifications suivantes sont apportées :

– les mots « n'entrant pas dans le champ des définitions » sont remplacés par les mots « , autre que celles » ;

– il est complété comme suit :

« , à savoir une pollution du sol générée notamment dans un des cas suivants :

– par une ou plusieurs personne(s) qui ne peu(ven)t être clairement identifiée(s) ;

– par une ou plusieurs personne(s) clairement identifiée(s) mais qui a(ont) cessé d'exister ;

– avant le 20 janvier 2005, par une ou plusieurs personne(s) clairement identifiée(s) dont aucune n'est titulaire de droits réels sur le terrain concerné ou un exploitant actuel » ;

10° dans le point 20°, les mots « d'un assainissement, soit la réalisation d'un traitement de durée limitée, soit un traitement tel que prévu à l'article 65/3 » remplacent les mots « de travaux d'assainissement » ;

11° dans le point 23°, les mots « mesure de sécurité » sont remplacés par les mots « mesure d'urgence » ;

12° le point 25° est remplacé par le texte suivant :

« accroissement de pollution : augmentation de la teneur en polluants du sol lorsque les conditions suivantes sont cumulativement rencontrées :

– la concentration mesurée dépasse les normes d'assainissement ;

– la pollution a été engendrée après le 20 janvier 2005 par un exploitant actuel, un titulaire de droits réels sur le terrain concerné ou une autre personne clairement identifiée ;

– l'augmentation a été détectée par comparaison avec les résultats d'une étude du sol approuvée, déclarée ou réputée conforme par l'Institut, à l'exclusion des augmentations de teneurs en polluants du sol engendrées par une dissémination de pollution depuis une parcelle voisine ou un relargage de polluants déjà présents dans le sol lors de la première étude du sol.

– de woorden « saneringswerken worden uitgevoerd of waarvoor risicobeheersmaatregelen uitgevoerd worden, » worden vervangen door de woorden « een sanering, of een risicobeheer of een behandeling van beperkte duur wordt uitgevoerd of waarvoor dringende maatregelen uitgevoerd worden. »;

– in de Franse versie worden de woorden « de traitement de durée limitée ou de mesures d'urgence » ingevoegd na de woorden « gestion du risque » ;

– het streepje wordt als volgt aangevuld :

« In categorie 4 worden de volgende subcategorieën onderscheiden :

– categorie 4a : percelen van categorie 4 die niet of nog niet het voorwerp zijn geweest van een risicobeheer, een sanering of een behandeling van beperkte duur ;

– categorie 4b : percelen van categorie 4 waarvoor een risicobeheer, een sanering of een behandeling van beperkte duur aan de gang is ;

– categorie 4c : percelen van categorie 4 die momenteel het voorwerp uitmaken van follow-upmaatregelen vóór de eindbeoordeling » ;

– er wordt een nieuw lid toegevoegd, dat als volgt luidt :

« Wanneer een perceel opgenomen is in categorie 1, 2, 3 of 4 en er een risicoactiviteit wordt uitgeoefend of er een nieuwe verontreiniging wordt vermoed of ten minste één risicoactiviteit niet volledig kon worden onderzocht, dan wordt dit perceel respectievelijk opgenomen in categorie 0 gecombineerd met 1, 0 gecombineerd met 2, 0 gecombineerd met 3 of 0 gecombineerd met 4 ; » ;

7° in punt 16° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– voor het woord « exploitant » wordt het woord « huidige » ingevoegd ;

– tussen het woord « een » en het woord « eenduidig » wordt het woord « ander » ingevoegd ;

8° in punt 17° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– voor het woord « exploitant » wordt het woord « huidige » ingevoegd ;

– tussen het woord « een » en het woord « eenduidig » wordt het woord « ander » ingevoegd ;

9° in punt 18° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– de woorden « die niet valt onder de toepassing van de definities » worden vervangen door de woorden « andere dan degene » ;

– het wordt als volgt aangevuld :

« , met name een bodemverontreiniging die wordt veroorzaakt in één van volgende gevallen :

– door één of meer personen die niet eenduidig kunnen worden geïdentificeerd ;

– door één of meer eenduidig geïdentificeerde personen die evenwel niet meer bestaan ;

– vóór 20 januari 2005, door één of meer eenduidig geïdentificeerde personen van wie er geen enkele houder van zakelijke rechten op het betrokken terrein of een huidige exploitant is » ;

10° de woorden « ofwel de uitvoering van een behandeling van beperkte duur, ofwel een behandeling zoals bedoeld in artikel 65/3 » worden toegevoegd aan het einde van punt 20° ;

11° in punt 23° wordt het woord « veiligheidsmaatregel » vervangen door het woord « noodmaatregel » ;

12° punt 25° wordt vervangen door de volgende tekst :

« toename van de verontreiniging : stijging van de concentratie van verontreinigende stoffen indien aan de volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan :

– de gemeten concentratie overschrijdt de saneringsnormen ;

– de verontreiniging werd na 20 januari 2005 veroorzaakt door een huidige exploitant, een houder van zakelijke rechten op het betrokken terrein of een andere eenduidig geïdentificeerde persoon ;

– de stijging werd vastgesteld door vergelijking met de resultaten van een door het Instituut goedgekeurd of gelijkvormig verklaard of geacht bodemonderzoek, met uitzondering van stijgingen van de concentratie van verontreinigende stoffen in de bodem als gevolg van een verspreiding van een verontreiniging vanaf een naburig perceel of een herverspreiding van reeds bij het eerste bodemonderzoek in de grond aanwezige verontreinigende stoffen.

Le Gouvernement peut prendre des dispositions dérogatoires à la présente définition, dans le cadre des dispositions arrêtées en exécution de l'article 72. ».

- 13° dans le point 26°, les modifications suivantes sont apportées :
- les mots « des mesures de » sont remplacés par les mots « d'une » ;
 - les mots « , d'un assainissement » sont insérés entre les mots « gestion du risque » et « ou » ;
 - les mots « à l'issue de l'exécution des travaux d'assainissement » sont supprimés ;
 - il est complété comme suit :
« d'un traitement de durée limitée visé à l'article 63 ou d'une évaluation finale visée à l'article 65/5 ; » ;
- 14° le point 28° est complété par des nouveaux alinéas 2 et 3, rédigés comme suit :

« Les fusions, absorptions ou scissions de sociétés titulaires de droits réels constituent des aliénations de droits réels.

Ne constituent pas une aliénation de droits réels au sens de la présente ordonnance :

- 1° les prolongations d'emphytéoses ou de droits de superficie si elles sont opérées avant échéance ;
 - 2° les aliénations temporaires de droits réels imposées par une disposition légale uniquement à des fins de financement public ;
 - 3° les changements de lessor avant le terme d'un contrat de leasing immobilier ;
 - 4° l'acte prévu à l'échéance du contrat de leasing, par lequel le lessee, qui est l'association des copropriétaires de l'immeuble objet du leasing, devient plein propriétaire par consolidation de ses droits avec ceux du lessor. » ;
- 15° les points suivants sont ajoutés, rédigés comme suit :

« 32° accord de coopération « citernes à gasoil » : accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service et des citernes de gasoil à des fins de chauffage ;

33° fonds gasoil : la personne morale agréée conformément à l'article 14 de l'accord de coopération « citernes à gasoil » ;

34° demandeur de l'intervention : le propriétaire, l'utilisateur, l'exploitant ou son mandataire qui s'annonce auprès d'un fonds sectoriel d'assainissement du sol ;

35° citerne à gasoil : tout dépôt de liquide inflammable dont le point d'éclair est supérieur à 55° C mais ne dépasse pas 100° C, quelle que soit sa capacité, qui est ou qui a été utilisé pour le chauffage des bâtiments et qui est ou était situé chez le consommateur final, y compris toutes les tuyauteries d'entrée et de sortie du réservoir et les raccordements à l'installation de chauffage ;

36° vente forcée : vente intervenant dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité autre que la faillite. ».

Art. 4. L'article 3/1, § 4, est complété comme suit : « c) en cas d'absence, de congé ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant de l'Institut, du fonctionnaire dirigeant adjoint et du directeur-chef de service ayant l'inspectorat et les sols dans ses attributions, par un autre directeur-chef de service désigné par l'une de ces trois autorités. ».

Art. 5. Un article 3/2, précédé de l'intitulé « Copropriété », est inséré après l'article 3/1 et rédigé comme suit :

« Art. 3/2. Dans le cadre de la présente ordonnance, en cas de copropriété forcée telle que définie aux articles 577-3 et suivants du Code civil, l'Institut s'adresse à l'association des copropriétaires pour lui communiquer toute décision prise en exécution de la présente ordonnance. ».

Art. 6. Dans l'article 4 de la même ordonnance, il est inséré un nouveau § 3, rédigé comme suit :

« Au moment de la prise de connaissance d'une attestation du sol visée à l'article 11, l'exploitant actuel et le titulaire de droits réels sur le terrain concerné doivent déclarer dans les plus brefs délais à l'Institut toute activité à risque non reprise dans ladite attestation et dont ils ont connaissance. ».

De Regering kan maatregelen nemen die afwijken van deze definitie, in het kader van de voorwaarden die zijn vastgelegd in uitvoering van artikel 72. ».

- 13° in punt 26° worden de volgende wijzigingen aangebracht :
- de woorden « de risicobeheersmaatregelen » worden vervangen door de woorden « een risicobeheer » ;
 - de woorden « van een sanering » worden ingevoegd tussen de woorden « het risicobeheer » en « of » ;
 - het woord « saneringswerken » wordt geschrapt ;
 - dit punt wordt aangevuld als volgt :
« van een behandeling van beperkte duur bedoeld in artikel 63 of een eindbeoordeling bedoeld in artikel 65/5 ; » ;
- 14° punt 28° wordt aangevuld met twee nieuwe alinea's 2 en 3, die als volgt luiden :

« De fusies, overnemingen en splitsingen van vennootschappen die houder zijn van zakelijke rechten vormen een vervreemding van zakelijke rechten.

Vormen geen vervreemding van zakelijke rechten in de zin van deze ordonnantie :

- 1° de verlenging van erfpacht of rechten van opstal als ze zijn uitgeoefend vóór de vervaltermijn ;
- 2° de tijdelijke vervreemdingen van zakelijke rechten opgelegd door een wettelijke bepaling uitsluitend voor openbare financieringsdoeleinden ;
- 3° de verandering van lessor vóór de vervaltermijn van een contract van onroerende leasing ;
- 4° de akte waarbij, na het verstrijken van het leasingcontract, de lessee, die de vereniging van mede-eigenaars is van het onroerend goed, voorwerp van de leasing, volle eigenaar wordt door overname van de zakelijke rechten van de lessor. » ;

15° de volgende punten worden toegevoegd :

« 32° samenwerkingsakkoord « gasolietanks » : samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering en financiering van de bodemsanering van tankstations en gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden ;

33° gasoliefonds : de rechtspersoon erkend overeenkomstig artikel 14 van het samenwerkingsakkoord « gasolietanks » ;

34° aanvrager van de tussenkomst : de eigenaar, de gebruiker, de exploitant of zijn gemandateerde die zich aanmeldt bij een sectoraal fonds voor de sanering van de bodem ;

35° gasolietank : elke opslagplaats voor ontvlambare vloeistoffen met een vlampunt hoger dan 55° C maar niet hoger dan 100° C, ongeacht het inhoudsvermogen, die gebruikt wordt of werd voor de verwarming van gebouwen en die gelegen is of was bij de eindverbruiker, met inbegrip van alle leidingen van en naar de tank en aansluitingen met de verwarmingsinstallatie ;

36° gedwongen verkoop : verkoop binnen het kader van een procedure van insolventie behalve die van faillissement. ».

Art. 4. Het artikel 3/1, § 4, wordt als volgt aangevuld : « c) in geval van afwezigheid, verlof of verhindering van de leidend ambtenaar van het Instituut, van de adjunct-leidend ambtenaar van het Instituut en van de directeur-hoofd van de dienst die de inspectie en de bodem onder zijn bevoegdheden heeft, door een andere directeur-hoofd van de dienst aangewezen door één van deze drie ambtenaren. ».

Art. 5. In dezelfde ordonnantie, wordt een artikel 3/2 ingevoegd dat wordt voorafgegaan door het opschrift « Mede-eigendom » en als volgt luidt :

« Art. 3/2. In het kader van deze ordonnantie richt het Instituut zich bij een gedwongen mede-eigendom zoals bepaald in de artikelen 577-3 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, tot de vereniging van mede-eigenaars voor de communicatie van elke beslissing die in uitvoering van de huidige ordonnantie wordt genomen. ».

Art. 6. In artikel 4 van dezelfde ordonnantie, wordt een nieuwe § 3 ingevoegd, die luidt als volgt :

« Op het moment van de kennisneming van een bodemattest bedoeld in artikel 11, moeten de huidige exploitant en de houder van zakelijke rechten op het betreffende terrein elke risicoactiviteit die niet wordt vermeld in dit attest en waarvan zij kennis hebben, zo spoedig mogelijk aangeven bij het Instituut. ».

Art. 7. Dans l'article 5, § 2, de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le point 1°, les mots « , et la superficie » sont supprimés ;
- 2° le point 3° est supprimé ;
- 3° dans le point 10°, les mots « les déclarations préalables de traitement visé aux articles 63 et 65/3, » sont insérés entre les mots « projets d'assainissement, » et les mots « les projets de gestion du risque » ;
- 4° dans le point 11°, les mots « relatives aux travaux d'assainissement et aux mesures de gestion de risque » sont supprimés ;
- 5° les points 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 11° et 12° sont respectivement renumérotés 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° et 11°.

Art. 8. Dans l'article 6 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots « toutes modifications » sont remplacés par les mots « toute modification » ;
- le second alinéa suivant est ajouté : « L'Institut informe via la plateforme Nova les autorités délivrantes de permis des décisions relatives à un terrain prises en exécution de la présente ordonnance. ».

Art. 9. Dans l'article 7 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :
 - un nouvel alinéa est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2, rédigé comme suit :

« En application de l'article 3/2, l'Institut notifie cette intention à l'association des copropriétaires, qui en informe tous les copropriétaires dans un délai de 10 jours. » ;
 - dans l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :
 - le mot « Cette » est remplacé par le mot « La » ;
 - un nouveau tiret est inséré entre les tirets 1^{er} et 2, rédigé comme suit :

« – les motifs ayant amené l'Institut à présumer une pollution du sol ; » ;
 - 2° dans le § 2, l'alinéa 2 est complété par les mots « par lettre recommandée ou par voie électronique » ;
 - 3° dans le § 3, les modifications suivantes sont apportées :
 - les mots « de l'ensemble » sont insérés entre les mots « de la réception » et les mots « des observations » ;
 - les mots « , par lettre recommandée ou par voie électronique, » sont insérés entre les mots « et notifie » et les mots « aux personnes » ;
 - 4° dans le § 4, les modifications suivantes sont apportées :
 - les mots « , par lettre recommandée ou par voie électronique, » sont insérés entre les mots « l'Institut informe » et les mots « le ou les titulaires » ;
 - le mot « actuel » est inséré entre les mots « l'exploitant » et les mots « de l'activité » ;
 - 5° un nouveau § 4/1 est inséré, rédigé comme suit :

« § 4/1. En dérogation à la procédure visée aux §§ 1^{er} à 3, l'Institut peut notifier sa décision d'inscrire ou non la ou les parcelles à l'inventaire de l'état du sol dans une déclaration de conformité ou une déclaration finale, ou lors de l'imposition de mesures d'urgence. ».

Art. 10. Dans l'article 8 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le § 1^{er} est complété par la phrase suivante : « L'actualisation des informations détaillées de l'inventaire de l'état du sol peut être communiquée dans la déclaration de conformité ou dans la déclaration finale ou lors de l'imposition de mesures d'urgence. » ;
- 2° un nouveau § 3 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 3. L'Institut actualise les informations détaillées d'une parcelle inscrite à l'inventaire de l'état du sol au moyen d'informations antérieures à la validation des informations détaillées, uniquement lorsque ces informations antérieures sont transmises par un tiers et que leur actualisation est demandée par ce même tiers. ».

Art. 7. In artikel 5, § 2, van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in punt 1° worden de woorden « , en de oppervlakte » geschrapt ;
- 2° punt 3° wordt geschrapt ;
- 3° in punt 10° worden de woorden « , de voorafgaande behandlingsaangiften bedoeld in artikelen 63 en 65/3 » ingevoegd tussen het woord « saneringsvoorstellen » en de woorden « en risicobeheersvoorstellen » ;
- 4° in punt 11° worden de woorden « betreffende de saneringswerken en de risicobeheersmaatregelen » geschrapt ;
- 5° de punten 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 11° en 12° worden respectievelijk hernummerd als volgt : 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° en 11°.

Art. 8. In artikel 6 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden « alle wijzigingen » worden vervangen door de woorden « elke wijziging » ;
- er wordt een tweede lid toegevoegd met de volgende tekst : « Via het platform Nova informeert het Instituut de vergunningafleverende overheden over de beslissingen die bij uitvoering van deze ordonnantie worden genomen met betrekking tot een terrein. ».

Art. 9. In artikel 7 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - tussen het eerste en tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, dat als volgt luidt :

« In toepassing van artikel 3/2 stelt het Instituut de vereniging van mede-eigenaars in kennis van dit voornemen, die alle mede-eigenaars binnen een termijn van tien dagen op de hoogte brengt. » ;
 - in het tweede lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - het woord « Deze » wordt vervangen door het woord « De » ;
 - tussen streepjes 1 en 2 wordt een nieuw streepje ingevoegd, dat als volgt luidt :

« – de redenen die het Instituut ertoe hebben gebracht om een bodemverontreiniging te vermoeden ; » ;
 - 2° in § 2 wordt het tweede lid aangevuld met de woorden « per aangetekend schrijven of via elektronische weg » ;
 - 3° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - de woorden « na ontvangst van de opmerkingen » worden vervangen door de woorden « na ontvangst van het geheel van opmerkingen » ;
 - de woorden « , per aangetekend schrijven of via elektronische weg, » worden ingevoegd tussen de woorden « personen bedoeld in § 1 » en « in kennis stellen » ;
 - 4° in § 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - de woorden « , per aangetekend schrijven of via elektronische weg, » worden ingevoegd tussen de woorden « de houder(s) van zakelijke rechten en de exploitant van de risicoactiviteit » en « op de hoogte van de opname » ;
 - voor het woord « exploitant van de risicoactiviteit » wordt het woord « huidige » ingevoegd ;

Art. 10. In artikel 8 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 5° er wordt een nieuwe § 4/1 ingevoegd, die als volgt luidt :

« § 4/1. In afwijking van de procedure bedoeld in §§ 1 tot 3 kan het Instituut zijn beslissing om het (de) perce(e)l(en) al dan niet op te nemen in de inventaris van de bodemtoestand kenbaar maken in een gelijkvormigheidsverklaring of een slotverklaring of bij het opleggen van dringende maatregelen. ».
- Art. 10.** In artikel 8 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - 1° paragraaf 1 wordt aangevuld met de volgende zin : « De bijwerking van de gedetailleerde informatie van de inventaris van de bodemtoestand kan worden meegedeeld in een gelijkvormigheidsverklaring of in een slotverklaring of tijdens de oplegging van noodmaatregelen. » ;
 - 2° er wordt een nieuwe § 3 ingevoegd, die als volgt luidt :

« § 3. Het Instituut actualiseert de gedetailleerde informatie van een in de inventaris van de bodemtoestand ingeschreven perceel op basis van de informatie die de validatie van de gedetailleerde informatie voorafgaat, uitsluitend indien deze voorafgaande informatie wordt overgemaakt door een derde en dat haar actualisatie door deze zelfde derde is gevraagd. ».

Art. 11. L'article 9 de la même ordonnance est complété par les alinéas suivants :

« Sauf lorsque la demande émane d'un titulaire de droits réels, ou d'un exploitant actuel ou d'un titulaire d'obligation, ou de toute personne s'y substituant, sur le terrain concerné, ou d'une autorité délivrante de permis ou d'un opérateur public bruxellois, les études du sol et les projets réalisés en exécution de la présente ordonnance sont accessibles moyennant l'accord écrit de la personne qui a fait réaliser l'étude ou le projet, ou du titulaire actuel d'obligations, ou du titulaire de droits réels, ou de l'exploitant actuel ou d'une personne qui s'y substitue, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, à leur demande, l'Institut communique aux experts en pollution du sol les informations en sa possession, utiles à l'accomplissement de leurs missions en exécution de la présente ordonnance. »

Art. 12. Dans l'article 11 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase suivante est supprimée : « S'agissant des études du sol, des projets, des travaux et des mesures, seuls les résumés et conclusions de ceux-ci sont mentionnés dans l'attestation du sol. » ;

2° les mots « à l'article 17, § 2 » sont remplacés par les mots « à l'article 17, §§ 2 à 5 ».

Art. 13. Dans l'article 12 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

– les mots « Le cédant » sont remplacés par les mots « Lors de toute aliénation » ;

– les mots « demande par lettre recommandée » sont remplacés par les mots « telle que prévue à l'article 3, 28°, en ce compris les exceptions y figurant, le ou les cédant(s) demandé(nt) à l'Institut par lettre recommandée » ;

– le mot « au cessionnaire » est remplacé par les mots « au(x) cessionnaire(s) » ;

– les mots « formation de » sont remplacés par les mots « conclusion de l'acte, de » ;

– le mot « de » est inséré entre les mots « convention ou » et les mots « l'offre relative » ;

2° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « Le cédant d'un permis d'environnement relatif à une activité à risque demande par lettre recommandée ou par voie électronique à l'Institut une attestation du sol pour la ou les parcelles concernées et la ou les transmet au cessionnaire avant la cession. La déclaration de cession auprès de l'Institut mentionne : » sont remplacés par les mots « Le cédant d'un permis d'environnement relatif à une activité à risque demande à l'Institut par lettre recommandée ou par voie électronique une attestation du sol pour la ou les parcelles concernées et la ou les transmet au cessionnaire avant la cession. La déclaration de cession auprès de l'autorité délivrante mentionne : ».

Art. 14. Dans le chapitre II, section V, de la même ordonnance, il est inséré une sous-section I^{re}, intitulée « Sous-section I^{re} – Faits générateurs ».

Art. 15. Dans l'article 13 de la même ordonnance, réintitulé « Disposition générale », les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, les mots « ou une catégorie combinée à 0 » sont insérés après les mots « dans la catégorie 0 » ;

2° dans le § 2, les modifications suivantes sont apportées :

– le point 1° est remplacé comme suit : « au plus tard six mois après la cessation de cette activité » ;

– le point 3° est remplacé comme suit : « dans les cas prévus par l'article 18 de l'arrêté du 21 novembre 2013 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la prévention et la réduction intégrées de la pollution due aux émissions industrielles, avant la première actualisation du permis d'environnement délivrée à l'installation qui intervient après le 7 janvier 2013 » ;

– le point 4° est remplacé comme suit : « dans le cadre d'une procédure de prolongation de permis d'environnement d'une activité à risque lorsque l'autorité délivrante constate que l'installation n'a pas été équipée pendant toute la durée de son exploitation de mesures de prévention garantissant la protection du sol, ou que celles-ci sont insuffisamment contrôlées et entretenues. » ;

Art. 11. Artikel 9 van dezelfde ordonnantie, wordt aangevuld met de volgende alinea's :

« Behalve indien het verzoek uitgaat van een houder van zakelijke rechten of een huidige exploitant of een plichthouder of eender welke vervanger op het betrokken terrein of een vergunningafleverende overheid of een Brusselse publieke speler, zijn de bodemonderzoeken en de voorstellen ter uitvoering van deze ordonnantie voor iedereen toegankelijk, mits het schriftelijk akkoord van de persoon die ze heeft laten uitvoeren, of de huidige plichthouder, of de houder van zakelijke rechten, of de huidige exploitant of de vervanger, overeenkomstig de door de Regering vastgelegde modaliteiten.

In afwijking van het vorige lid deelt het Instituut aan de bodemverontreinigingsdeskundigen, op hun verzoek, de informatie mee waarover het beschikt en die nuttig is voor de voltooiing van hun opdrachten ter uitvoering van deze ordonnantie. »

Art. 12. In artikel 11 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de volgende zin wordt geschrapt : « Aangezien het gaat om bodemonderzoeken, voorstellen, werken en maatregelen, worden alleen de samenvatting en de conclusies ervan in het bodemattest vermeld. » ;

2° de woorden « in artikel 17, § 2 » worden vervangen door de woorden « in artikel 17, §§ 2 tot 5 ».

Art. 13. In artikel 12 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– de woorden « De overdrager » worden vervangen door de woorden « Bij elke vervreemding » ;

– de woorden « vraagt per aangetekend schrijven » worden vervangen door de woorden « zoals bepaald in artikel 3, 28°, met inbegrip van de uitzonderingen die erin worden vermeld, vraagt (vragen) de overdrager(s) per aangetekend schrijven » ;

– de woorden « aan de overnemer » worden vervangen door de woorden « aan de overnemer(s) » ;

– de woorden « de totstandkoming » worden vervangen door de woorden « het afsluiten van de akte, » ;

– in de Franse versie wordt het woord « de » ingevoegd tussen de woorden « convention ou » en de woorden « l'offre relative » ;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden « De overdrager van een milieuvergunning voor een risicoactiviteit vraagt per aangetekend schrijven of via elektronische weg een bodemattest voor het betreffende perceel of de betreffende percelen aan het Instituut en bezorgt dit attest of deze attesten aan de overnemer vóór de overdracht. De aangifte van de overdracht aan het Instituut bevat : » vervangen door de woorden « De overdrager van een milieuvergunning voor een risicoactiviteit vraagt aan het Instituut per aangetekend schrijven of via elektronische weg een bodemattest voor het betreffende perceel of de betreffende percelen en bezorgt dit attest of deze attesten aan de overnemer vóór de overdracht. De aangifte van de overdracht aan de afleverende overheid bevat : ».

Art. 14. In hoofdstuk II, afdeling V, van dezelfde ordonnantie, wordt een onderafdeling I, genaamd « Onderafdeling I – Aanleidinggevende feiten » ingevoegd.

Art. 15. In artikel 13 van dezelfde ordonnantie, hergenaamd « Algemene bepaling », worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « of een categorie gecombineerd met 0 » ingevoegd na de woorden « in categorie 0 » ;

2° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– punt 1° wordt vervangen door wat volgt : « uiterlijk zes maanden na de stopzetting van deze activiteit » ;

– punt 3° wordt vervangen door wat volgt : « in de gevallen voorzien door artikel 18 van het besluit van 21 november 2013 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering inzake geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging door industriële emissies, vóór de eerste actualisering van de voor de inrichting afgeleverde milieuvergunning na 7 januari 2013 » ;

– punt 4° wordt vervangen door wat volgt : « in het kader van een procedure van verlenging van de milieuvergunning voor een risicoactiviteit wanneer de afleverende overheid vaststelt dat de inrichting voor de volledige duur van haar exploitatie niet was uitgerust met preventie maatregelen ter garantie van de bodembescherming of dat die maatregelen onvoldoende werden gecontroleerd en onderhouden. » ;

3° le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« Une reconnaissance de l'état du sol doit être réalisée à charge du demandeur d'un permis d'urbanisme visant des actes ou travaux en contact avec le sol sur plus de 20m² sur une parcelle inscrite à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0 ou une catégorie combinée à 0, impliquée par cette demande, et ce avant la délivrance du permis. » ;

4° le § 5 est remplacé par ce qui suit :

« Une reconnaissance de l'état du sol doit être réalisée à charge du demandeur d'un permis d'environnement visant des actes ou travaux en contact avec le sol sur plus de 20 m² sur une parcelle inscrite à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0 ou une catégorie combinée à 0, impliquée par cette demande, et ce avant la délivrance du permis. » ;

5° dans le § 6, les mots « la préparation ou » sont insérés entre les mots « pendant » et les mots « l'exécution de travaux d'excavation » ;

6° dans le § 7, les modifications suivantes sont apportées :

– le mot « actuel » est inséré entre les mots « à défaut d'exploitant » et les mots « , du titulaire de droits réels » ;

– il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Des mesures d'urgence visant l'élimination de risques immédiats peuvent être mises en œuvre conformément à l'article 49, avant ou pendant la réalisation d'une reconnaissance de l'état du sol prévue au présent article. ».

Art. 16. Dans le chapitre II, section V, de la même ordonnance, il est inséré une sous-section II, intitulée « Sous-section II – Faits générateurs particuliers ».

Art. 17. Dans la nouvelle sous-section II, il est inséré un intitulé et un article 13/1 rédigés comme suit :

« Expropriation

Article 13/1. § 1^{er}. L'autorité qui souhaite exproprier un terrain demande par lettre recommandée ou par voie électronique à l'Institut une attestation du sol pour chaque parcelle concernée, avant le jugement provisionnel. La ou les attestations sont délivrées selon les modalités visées à l'article 12, §§ 3 et 4.

§ 2. Une reconnaissance de l'état du sol doit être réalisée à charge de l'autorité expropriante d'un terrain inscrit à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0, ou dans une catégorie combinée à 0, sur ce terrain, et ce avant le jugement provisoire relatif à cette expropriation.

Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent par analogie, moyennant l'exécution de l'ensemble des obligations relatives aux études et au traitement de la pollution par l'autorité expropriante. ».

Art. 18. Dans la nouvelle sous-section II, il est inséré un intitulé et un article 13/2 rédigés comme suit :

« Faillite

Article 13/2. § 1^{er}. Lorsque l'exploitant actuel d'une activité à risque est déclaré en faillite, le curateur en informe l'Institut dans les 30 jours du prononcé du jugement de déclaration de faillite.

§ 2. Sans préjudice d'autres dispositions légales organisant la faillite, une reconnaissance de l'état du sol doit être réalisée à l'initiative du curateur et à charge de la masse, sur le site où a été exploitée l'activité à risque, et ce dans le délai fixé par l'Institut.

Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent par analogie, moyennant la prise en charge des obligations du failli par le curateur à charge de la masse. ».

Art. 19. Dans la nouvelle sous-section II, il est inséré un intitulé et un article 13/3 rédigés comme suit :

« Vente forcée

Article 13/3. En dérogation à l'article 13, § 1^{er}, lorsqu'une parcelle inscrite en catégorie 0 ou dans une catégorie combinée à 0 à l'inventaire de l'état du sol est concernée par une vente forcée, la reconnaissance de l'état du sol peut être réalisée dans les 120 jours après le moment où la vente est devenue définitive, et à charge de l'acheteur ou du créancier moyennant la constitution d'une garantie financière au plus tard au moment du paiement du prix.

3° paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt :

« Vóór de aflevering van de vergunning moet een verkennend bodemonderzoek worden uitgevoerd ten laste van de aanvrager van een stedenbouwkundige vergunning voor handelingen of werken in contact met de bodem op meer dan 20m² op een perceel dat in de inventaris van de bodemtoestand is opgenomen in categorie 0 of een categorie gecombineerd met 0 en dat het voorwerp uitmaakt van deze aanvraag. » ;

4° paragraaf 5 wordt vervangen door wat volgt :

« Vóór de aflevering van de vergunning moet een verkennend bodemonderzoek worden uitgevoerd ten laste van de aanvrager van een milieuvergunning voor handelingen of werken in contact met de bodem op meer dan 20 m² op een perceel dat in de inventaris van de bodemtoestand is opgenomen in categorie 0 of een categorie gecombineerd met 0 en dat het voorwerp uitmaakt van deze aanvraag. » ;

5° in § 6 worden de woorden « Indien er bij uitgravingswerken » vervangen door « Indien er bij de voorbereiding of de uitvoering van uitgravingswerken » ;

6° in § 7 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– het woord « huidige » wordt ingevoegd tussen de woorden « ten laste van de » en « exploitant van het terrein » ;

– deze paragraaf wordt aangevuld met de volgende alinea :

« Vóór of tijdens de uitvoering van een in dit artikel vastgelegd verkennend bodemonderzoek kunnen overeenkomstig artikel 49 noodmaatregelen worden ingevoerd om de onmiddellijke risico's weg te nemen. ».

Art. 16. In hoofdstuk II, afdeling V van dezelfde ordonnantie, wordt een onderafdeling II ingevoegd, « Onderafdeling II - Bijzondere aanleidinggevende feiten » genaamd.

Art. 17. In de nieuwe onderafdeling II, worden een opschrift en een artikel 13/1 ingevoegd, die als volgt luiden :

« Onteigening

Artikel 13/1. § 1. De overheid die een terrein wenst te onteigenen, verzoekt het Instituut per aangetekend schrijven of via elektronische weg om een bodemattest voor elk betrokken perceel, en dit vóór het voorlopig vonnis. Het attest of de attesten worden verstrekt in overeenstemming met de modaliteiten bedoeld in artikel 12, §§ 3 en 4.

§ 2. Voor een terrein dat in de inventaris van de bodemtoestand is opgenomen in categorie 0 of een categorie gecombineerd met 0, moet er op dit terrein een verkennend bodemonderzoek worden uitgevoerd ten laste van de onteigenende overheid, vóór het voorlopig vonnis betreffende deze onteigening.

De bepalingen van deze ordonnantie zijn naar analogie van toepassing, op voorwaarde dat de onteigenende overheid alle verplichtingen vervult inzake onderzoeken en behandeling van de verontreiniging. ».

Art. 18. In de nieuwe onderafdeling II, worden een opschrift en een artikel 13/2 ingevoegd, die als volgt luiden :

« Faillissement

Artikel 13/2. § 1. Wanneer de huidige exploitant van een risicoactiviteit failliet wordt verklaard, brengt de curator het Instituut hiervan binnen 30 dagen na de uitspraak van het vonnis van faillietverklaring op de hoogte.

§ 2. Onverminderd andere wettelijke bepalingen die het faillissement regelen, moet er binnen de termijn die het Instituut heeft bepaald, op initiatief van de curator en ten laste van de boedel, een verkennend bodemonderzoek worden uitgevoerd op de site waar de risicoactiviteiten plaatsvonden.

De bepalingen van deze ordonnantie zijn naar analogie van toepassing, doordat de curator de verplichtingen van de gefailleerde ten laste van de boedel vervult. ».

Art. 19. In de nieuwe onderafdeling II, worden een opschrift en een artikel 13/3 ingevoegd, die als volgt luiden :

« Gedwongen verkoop

Artikel 13/3. In afwijking van artikel 13, § 1 kan het verkennend bodemonderzoek worden uitgevoerd binnen een termijn van 120 dagen na het ogenblik waarop de verkoop definitief is geworden ten laste van de koper of de schuldeiser, mits het stellen van een financiële zekerheid uiterlijk op het ogenblik waarop de prijs wordt betaald, indien een perceel dat is opgenomen in de inventaris van de bodemtoestand in categorie 0 of in een categorie gecombineerd met 0, het voorwerp uitmaakt van een gedwongen verkoop.

La situation du bien à l'inventaire de l'état du sol est clairement mentionnée dans l'acte de vente forcée ainsi que le montant de la garantie financière devant être constituée conformément à l'article 71, § 1^{er}/1.

Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent par analogie, moyennant la prise en charge des obligations du vendeur par l'acheteur ou le créancier. ».

Art. 20. Dans le chapitre II, section V, de la même ordonnance, il est inséré une sous-section III intitulée « Sous-section III - Dispenses ».

Art. 21. Dans la nouvelle sous-section III, il est inséré un intitulé et un article 13/4 rédigés comme suit :

« Dispenses de réaliser une reconnaissance de l'état du sol

Article 13/4. § 1^{er}. Une nouvelle reconnaissance de l'état du sol, requise en vertu de la présente ordonnance, ne doit pas être réalisée lorsque la ou les parcelles concernées ont fait l'objet d'une reconnaissance de l'état du sol ou, le cas échéant, d'une étude de risque concluant à l'absence de risque ou d'une évaluation finale, qui a été déclarée ou réputée conforme par l'Institut il y a moins d'un an et qu'il ne s'y est pas produit entre-temps ni d'incident susceptible de causer une pollution du sol, ni de changement de classe de sensibilité rendant les normes d'intervention plus strictes.

§ 2. Une reconnaissance de l'état du sol, requise en vertu de l'article 13, § 3, ne doit pas être réalisée dans les cas suivants :

– lorsque la ou les parcelles concernées ne sont pas reprises à l'inventaire de l'état du sol. Dans ce cas, afin d'identifier un éventuel accroissement de pollution engendré par l'exploitation de l'activité à risque, l'état du sol de la ou des parcelles concernées au démarrage de l'activité à risque est considéré comme respectant les normes d'assainissement ;

– lorsque la ou les parcelles concernées sont reprises à l'inventaire de l'état du sol dans une autre catégorie que la catégorie 0 ou les catégories combinées à 0. Dans ce cas, afin d'identifier un éventuel accroissement de pollution engendré par l'exploitation de l'activité à risque, l'état du sol de la ou des parcelles concernées au démarrage de l'activité à risque est fixé par l'Institut, sur la base de la reconnaissance de l'état du sol déclaré ou réputée conforme et, le cas échéant, d'une étude de risque concluant à l'absence de risque ou de l'évaluation finale pour laquelle une déclaration finale a été délivrée par l'Institut, les plus récentes ;

– lorsque la ou les parcelles concernées sont reprises à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0, ou une catégorie combinée à 0, et qu'une reconnaissance de l'état du sol et, le cas échéant, une étude de risque concluant à l'absence de risque ou une évaluation finale, a été déclarée ou réputée conforme par l'Institut il y a moins de quinze ans. Dans ce cas, afin d'identifier un éventuel accroissement de pollution engendré par l'exploitation de l'activité à risque, l'état du sol de la ou des parcelles concernées au démarrage de l'activité à risque est fixé par l'Institut, sur la base de la reconnaissance de l'état du sol la plus récente, ou de l'étude de risque la plus récente concluant à l'absence de risque déclarée ou réputée conforme et, le cas échéant, de l'évaluation finale la plus récente pour laquelle une déclaration finale la plus récente a été délivrée par l'Institut.

La personne tenue de réaliser la reconnaissance de l'état du sol en vertu de l'article 13, § 3, notifie à l'Institut par lettre recommandée, ou par voie électronique sa volonté de mettre en application la disposition de l'alinéa 1^{er}, au moins 30 jours avant l'accomplissement du fait générateur visé. A défaut d'une telle notification, la disposition de l'alinéa 1^{er} ne peut être mise en application. L'Institut accuse réception de la notification par lettre recommandée ou par voie électronique dans les 15 jours de sa réception.

§ 3. L'Institut peut dispenser un titulaire d'obligation de réaliser une reconnaissance de l'état du sol requise en vertu d'un fait générateur visé à l'article 13, ou limiter le contenu de cette étude :

– soit lorsque la ou les parcelles concernées sont reprises à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 4, éventuellement combinée à 0 ;

De situatie van het goed in de inventaris van de bodemtoestand wordt duidelijk vermeld in de akte van gedwongen verkoop, evenals het bedrag ter financiële zekerheid dat moet worden gesteld overeenkomstig artikel 71, § 1/1.

De bepalingen van deze ordonnantie zijn naar analogie van toepassing, doordat de koper of de schuldeiser de verplichtingen van de verkoper ten laste neemt. ».

Art. 20. In hoofdstuk II, afdeling V van dezelfde ordonnantie, wordt een onderafdeling III ingevoegd, « Onderafdeling III - Vrijstellingen » genaamd.

Art. 21. In de nieuwe onderafdeling III, worden een opschrift en een artikel 13/4 ingevoegd, die als volgt luiden :

« Vrijstellingen om een verkennend bodemonderzoek uit te voeren

Artikel 13/4. § 1. Er moet geen nieuw verkennend bodemonderzoek, vereist krachtens deze ordonnantie, worden uitgevoerd indien het betreffende perceel of de betreffende percelen het voorwerp hebben uitgemaakt van een verkennend bodemonderzoek, of in voorkomend geval, van een risico-onderzoek dat concludeerde dat er geen risico's zijn of van een eindbeoordeling, die minder dan een jaar geleden door het Instituut gelijkvormig werd verklaard of geacht, en indien er zich intussen geen incident heeft voorgedaan dat een bodemverontreiniging zou kunnen veroorzaken en er geen wijziging van de kwetsbaarheidszone heeft plaatsgevonden die de interventienormen strikter zou maken.

§ 2. Er moet geen verkennend bodemonderzoek, vereist krachtens artikel 13, § 3, worden uitgevoerd in de volgende gevallen :

– indien het betrokken perceel of de betrokken percelen niet zijn opgenomen in de inventaris van de bodemtoestand. Teneinde een eventuele toename van de verontreiniging door het uitoefenen van de risicoactiviteit te identificeren, wordt de bodemtoestand in dat geval op het betreffende perceel of de betreffende percelen bij de aanvang van de risicoactiviteit beschouwd als in overeenstemming met de saneringsnormen ;

– indien het betrokken perceel of de betrokken percelen in de inventaris van de bodemtoestand zijn opgenomen in een andere categorie dan categorie 0 of een categorie gecombineerd met 0. Teneinde een eventuele toename van de verontreiniging door het uitoefenen van een risicoactiviteit te identificeren, wordt de bodemtoestand van het betreffende perceel of de betreffende percelen in dat geval bij de aanvang van de risicoactiviteit vastgelegd door het Instituut, op basis van een recent gelijkvormig verklaard of geacht verkennend bodemonderzoek en, in voorkomend geval, op basis van een recent risico-onderzoek dat concludeerde dat er geen risico's zijn of van een recente eindbeoordeling waarvoor een slotverklaring is afgegeven door het Instituut ;

– indien het betreffende perceel of de betreffende percelen in de inventaris van de bodemtoestand zijn opgenomen in categorie 0 of een categorie gecombineerd met 0 en er minder dan vijftien jaar geleden een verkennend bodemonderzoek, of in voorkomend geval een risico-onderzoek dat concludeerde dat er geen risico's zijn of een eindbeoordeling, door het Instituut gelijkvormig werd verklaard of geacht. Teneinde een eventuele toename van de verontreiniging door het uitoefenen van een risicoactiviteit te identificeren, wordt de bodemtoestand van het betreffende perceel of de betreffende percelen in dat geval bij de aanvang van de risicoactiviteit vastgelegd door het Instituut, op basis van het meest recent gelijkvormig verklaard of geacht verkennend bodemonderzoek en, in voorkomend geval, op basis van het meest recente risico-onderzoek dat concludeerde dat er geen risico's zijn, of van de meest recente eindbeoordeling waarvoor een slotverklaring is afgegeven door het Instituut.

De persoon die het verkennend bodemonderzoek krachtens artikel 13, § 3, moet uitvoeren, brengt het Instituut ten minste 30 dagen voor het bedoelde aanleidinggevend feit per aangetekend schrijven of via elektronische weg op de hoogte van zijn wens om de bepaling van het eerste lid toe te passen. Bij ontstentenis van een dergelijke kennisgeving kan de bepaling van het eerste lid niet worden toegepast. Het Instituut bevestigt de ontvangst van de kennisgeving per aangetekend schrijven of via elektronische weg binnen 15 dagen na de ontvangst ervan.

§ 3. Het Instituut kan een houder van verplichtingen vrijstellen van de verplichting om een verkennend bodemonderzoek, vereist op grond van een aanleidinggevend feit bedoeld in artikel 13, uit te voeren of kan de inhoud van dit onderzoek beperken :

– ofwel indien het betrokken perceel of de betrokken percelen in de inventaris van de bodemtoestand zijn opgenomen in categorie 4, eventueel gecombineerd met 0 ;

– soit lorsque la ou les parcelles concernées sont reprises à l’inventaire de l’état du sol dans la catégorie 0 ou une catégorie combinée à 0 pour laquelle des mesures de prévention garantissant la protection du sol ont été mises en place, entretenues et régulièrement contrôlées depuis qu’une reconnaissance de l’état du sol ou, le cas échéant, une évaluation finale, couvrant l’entièreté de la ou des parcelles concernées, a été déclarée ou réputée conforme par l’Institut et qu’il n’est pas mis fin à l’exploitation ;

– soit lorsqu’une impossibilité technique ou liée à un droit d’accès ou de propriété empêche la réalisation complète ou partielle des forages nécessaires ;

– soit lorsque la réalisation totale ou partielle des forages nécessaires risquerait de perturber gravement une activité économique et qu’il n’est pas mis fin à l’activité en question ;

– soit lorsque la ou les parcelles concernées sont occupées par plusieurs exploitants actuels. Dans ce cas, un exploitant actuel concerné par l’obligation de réaliser une reconnaissance de l’état du sol peut demander à l’Institut de limiter l’étendue de la reconnaissance de l’état du sol à son périmètre d’exploitation.

Pour une dispense totale de réaliser une reconnaissance de l’état du sol, la personne tenue de réaliser la reconnaissance de l’état du sol en vertu de l’article 13 demande à l’Institut par courrier recommandé ou par voie électronique la dispense visée au présent paragraphe. A cette fin, elle joint à sa demande les pièces justificatives et preuves nécessaires.

Si la dispense demandée est partielle, la demande de dispense est introduite simultanément à la reconnaissance de l’état du sol qui comprend une motivation détaillée rédigée par l’expert agréé en pollution du sol ainsi que les pièces justificatives nécessaires. La notification de la décision de l’Institut concernant la demande de dispense est alors réalisée simultanément à la notification de sa décision concernant la conformité de la reconnaissance de l’état du sol.

Hormis les cas où la demande de dispense est partielle, l’Institut notifie au demandeur sa décision d’accorder ou non la dispense ou de limiter le contenu de l’étude à réaliser par lettre recommandée ou par voie électronique dans les 30 jours de la demande. La décision de l’Institut est motivée et précise, le cas échéant, les conditions liées à son accord. En l’absence de notification par l’Institut dans ce délai, la demande est réputée acceptée.

§ 4. Dans le cadre du Fonds gasoil, l’Institut peut dispenser un titulaire d’obligation de réaliser une reconnaissance de l’état du sol requise en vertu d’un fait générateur visé à l’article 13, § 1^{er}, § 2, 1° et 2°, § 4 et § 5, lorsque les conditions suivantes sont remplies de manière cumulative :

1° la ou les parcelles concernées sont reprises à l’inventaire de l’état du sol dans la catégorie 0 ou une catégorie combinée à 0 exclusivement en raison de l’exploitation passée ou actuelle d’une ou plusieurs citernes à gasoil de chauffage telles que définies à l’article 3, 35° ;

2° le site fait l’objet d’une demande d’intervention recevable et complète concernant ces citernes auprès du Fonds gasoil ;

3° le demandeur de l’intervention s’engage à réaliser une reconnaissance de l’état du sol dans le cas où l’étude de sol relative à une citerne à gasoil, pour quelque raison que ce soit, ne serait pas réalisée par le Fonds gasoil.

La personne tenue de réaliser une reconnaissance de l’état du sol envoi à l’Institut par lettre recommandée ou par voie électronique, les preuves des éléments susmentionnés, c’est-à-dire d’une part la preuve de la déclaration de recevabilité et de complétude par le fonds sectoriel d’assainissement du sol de la demande d’intervention et d’autre part de l’engagement à réaliser une reconnaissance de l’état du sol si le fonds sectoriel ne réalise pas l’étude de sol relative à une citerne à gasoil. L’Institut notifie au demandeur sa décision d’accorder ou non la dispense par lettre recommandée ou par voie électronique dans les 30 jours de la demande.

– ofwel indien het betrokken perceel of de betrokken percelen in de inventaris van de bodemtoestand zijn opgenomen in categorie 0 of een categorie gecombineerd met 0, waarvoor preventieve maatregelen ter bescherming van de bodem uitgevoerd, gehandhaafd en regelmatig gecontroleerd werden, sinds er een verkennend bodemonderzoek of, in voorkomend geval, een eindbeoordeling die het geheel van het betreffende perceel of de betreffende percelen omvat, door het Instituut gelijkvormig werd verklaard of geacht en indien de exploitatie niet wordt stopgezet ;

– ofwel indien het technisch niet mogelijk is de nodige boringen geheel of gedeeltelijk uit te voeren of dit wordt verhinderd door een onmogelijkheid in verband met een toegangs- of eigendomsrecht ;

– ofwel indien de gedeeltelijke of volledige uitvoering van de nodige boringen een economische activiteit ernstig zou kunnen verstoren en de desbetreffende activiteit niet wordt stopgezet ;

– ofwel indien het betrokken perceel of de betrokken percelen door meerdere huidige exploitanten worden gebruikt. In dat geval kan een huidige exploitant die het voorwerp uitmaakt van de verplichting om een verkennend bodemonderzoek uit te voeren, aan het Instituut vragen om de omvang van het verkennend bodemonderzoek te beperken tot zijn exploitatieperimeter.

Om volledig te worden vrijgesteld van de verplichting om een verkennend bodemonderzoek uit te voeren, vraagt de persoon die het verkennend bodemonderzoek krachtens artikel 13 moet uitvoeren per aangetekend schrijven of via elektronische weg de vrijstelling bedoeld in deze paragraaf aan bij het Instituut. In dat verband voegt hij bij zijn verzoek de nodige verantwoordings- en bewijsstukken.

Als er een gedeeltelijke vrijstelling wordt gevraagd, moet de aanvraag om vrijstelling gelijktijdig met het verkennend bodemonderzoek worden ingediend, en een gedetailleerde door een erkende bodemverontreinigingsdeskundige opgestelde motivering en de nodige bewijsstukken omvatten. De beslissing van het Instituut over het verzoek om vrijstelling wordt gelijktijdig met de kennisgeving van zijn beslissing over de gelijkvormigheid van het verkennend bodemonderzoek betekend.

Met uitzondering van de gevallen waar er om een gedeeltelijke vrijstelling wordt gevraagd, stelt het Instituut de aanvrager binnen 30 dagen na zijn aanvraag per aangetekend schrijven of via elektronische weg in kennis van zijn beslissing om al dan niet vrijstelling te verlenen of om al dan niet de inhoud van het onderzoek te beperken. De beslissing van het Instituut is met redenen omkleed en stipuleert, in voorkomend geval, de toekenningsvoorwaarden. Bij ontstentenis van een kennisgeving van het Instituut binnen de gestelde termijn wordt het verzoek geacht te zijn goedgekeurd.

§ 4. In het kader van het Gasoliefonds kan het Instituut een houder van verplichtingen vrijstellen van de verplichting om een verkennend bodemonderzoek, vereist op grond van een aanleidinggevend feit bedoeld in artikel 13, § 1, § 2, 1° en 2°, § 4 en § 5, uit te voeren indien aan volgende cumulatieve voorwaarden wordt voldaan :

1° het betrokken perceel of de betrokken percelen zijn in de inventaris van de bodemtoestand opgenomen in categorie 0 of een categorie gecombineerd met 0, uitsluitend omwille van een huidige of vroegere uitbating van één of meerdere gasolietanks, zoals gedefinieerd in artikel 3, 35° ;

2° de site maakt het voorwerp uit van een ontvankelijke en volledige aanvraag tot behandeling van deze tanks bij het Gasoliefonds ;

3° de aanvrager van de tussenkomst verbindt er zich toe om een verkennend bodemonderzoek uit te voeren in het geval het bodemonderzoek betreffende een gasolietank, om welke reden ook, niet door het Gasoliefonds zou worden uitgevoerd.

De houder van de verplichting om een verkennend bodemonderzoek uit te voeren stuurt per aangetekend schrijven of via elektronische weg aan het Instituut, de bewijzen van de bovengenoemde elementen, zijnde enerzijds de verklaring tot ontvankelijkheid en volledigheid door het sectoraal fonds voor de sanering van de bodem van de aanvraag tot tussenkomst en anderzijds van de verbintenis om een verkennend bodemonderzoek uit te voeren indien het sectoraal fonds dit bodemonderzoek betreffende een gasolietank niet ten laste neemt. Het Instituut brengt de aanvrager binnen 30 dagen na de aanvraag per aangetekend schrijven of via elektronische weg op de hoogte van zijn beslissing om de vrijstelling al dan niet toe te kennen.

§ 5. Une reconnaissance de l'état du sol, requise en vertu de l'article 13, § 1^{er}, ne doit pas être réalisée lorsque le seul motif justifiant l'inscription de la ou des parcelles à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0 ou une catégorie combinée à 0, est la délivrance d'un permis d'environnement pour une activité à risque qui n'est pas, ou pas encore, mise en œuvre. Dans ce cas, le cédant de droits réels en fait la déclaration devant le notaire chargé de passer l'acte authentique. ».

Art. 22. Dans la nouvelle sous-section III, il est inséré un intitulé et un article 13/5, rédigés comme suit :

« Dérogation relative à la copropriété forcée

Article 13/5. § 1^{er}. En dérogation à l'article 13, § 1^{er}, l'Institut peut dispenser de la réalisation d'une reconnaissance de l'état du sol ou limiter le contenu de cette étude à charge d'un titulaire de droits réels sur un lot compris au sein d'une copropriété forcée, telle que définie aux articles 577-3 et suivants du Code civil, si la copropriété comprend un terrain inscrit à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0 ou une catégorie combinée à 0, lorsque la présomption de pollution ne concerne pas exclusivement ce lot.

Toute demande de dispense doit être adressée à l'Institut par lettre recommandée ou par voie électronique. L'Institut notifie au demandeur sa décision motivée d'accorder ou non la dispense ou de limiter le contenu de l'étude à réaliser par lettre recommandée ou par voie électronique dans les 30 jours de la demande. En l'absence de notification par l'Institut dans ce délai, la dispense est réputée accordée. Une dispense, en ce compris celle réputée accordée, n'est valide que si une attestation du sol valide a déjà été délivrée au préalable par l'Institut.

§ 2. Dans le cas visé au § 1^{er}, lorsque la présomption de pollution ne concerne pas exclusivement un autre lot, l'Institut peut imposer que l'obligation de réaliser une reconnaissance de l'état du sol et les éventuelles obligations qui en découleraient reposent sur l'association des copropriétaires. Cette décision est motivée et notifiée à l'association des copropriétaires dans les 30 jours de la demande de dispense.

§ 3. Le Gouvernement peut préciser les modalités d'application du présent article. ».

Art. 23. Dans le chapitre II, section V, de la même ordonnance, il est inséré une sous-section IV intitulée « Sous-section IV – Contenu et réalisation de la reconnaissance de l'état du sol », comportant les articles 14 à 16.

Art. 24. Dans l'article 14 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 2, les modifications suivantes sont apportées :

– l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « , sauf disposition prévue à l'article 13/1, § 2. » ;

– il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 13/4, l'Institut peut réduire l'étendue de la zone couverte par une reconnaissance de l'état du sol sur la base d'une demande motivée introduite par lettre recommandée ou par voie électronique. L'Institut statue sur une telle demande dans un délai de 30 jours. » ;

2° dans le § 3, dans la version néerlandaise, le mot « conforworden » est remplacé par le mot « worden » et les alinéas 3 et 4 sont remplacés par un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« La reconnaissance de l'état du sol détermine également le ou les types de pollutions (pollution unique, mélangée ou orpheline) et, le cas échéant, les mesures de suivi ou d'urgence à prendre. Elle distingue éventuellement l'accroissement de pollution. Elle peut délimiter la pollution du sol. » ;

3° il est inséré un § 3/1, rédigé comme suit :

« § 3/1. La reconnaissance de l'état du sol vaut étude détaillée lorsque la reconnaissance de l'état du sol a déjà délimité la pollution du sol, auquel cas elle détermine le délai de notification à l'Institut d'une étude de risque ou d'un projet d'assainissement.

La reconnaissance de l'état du sol comprend une évaluation simplifiée des risques lorsqu'il s'agit d'une pollution orpheline dans les cas visés à l'article 19, § 1^{er}, 2°, et cette évaluation vaut étude de risque. ».

§ 5. Een verkennend bodemonderzoek, zoals vereist in artikel 13, § 1, dient niet uitgevoerd te worden indien het enige motief dat de inschrijving van het of de percelen in de categorie 0 of een categorie gecombineerd met 0, in de inventaris van de bodemtoestand rechtvaardigt, de aflevering van een milieuvergunning is voor een risicoactiviteit die niet of nog niet in gebruik is genomen. In dat geval legt de overdrager van de zakelijke rechten hiervan een verklaring af voor de notaris die gelast is met het verlijden van de authentieke akte. ».

Art. 22. In de nieuwe onderafdeling III, worden een opschrift en een artikel 13/5 ingevoegd, die als volgt luiden :

« Afwijking betreffende de gedwongen mede-eigendom

Artikel 13/5. § 1. In afwijking van artikel 13, § 1 kan het Instituut een houder van zakelijke rechten op een kavel die deel uitmaakt van een gedwongen mede-eigendom, als gedefinieerd in artikel 577-3 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, vrijstelling verlenen van de verplichting een verkennend bodemonderzoek uit te voeren of de inhoud van dit onderzoek beperken, indien de mede-eigendom een terrein omvat dat in de inventaris van de bodemtoestand is opgenomen in categorie 0 of een categorie gecombineerd met 0, indien de aanwijzing op verontreiniging niet enkel deze kavel betreft.

Elke aanvraag om vrijstelling moet per aangetekend schrijven of via elektronische weg aan het Instituut worden gericht. Het Instituut stelt de aanvrager binnen 30 dagen na de aanvraag per aangetekend schrijven of via elektronische weg in kennis van zijn met redenen omklede beslissing om al dan niet vrijstelling te verlenen of om al dan niet de inhoud van het onderzoek te beperken. Bij ontstentenis van een kennisgeving van het Instituut binnen de gestelde termijn wordt het verzoek geacht te zijn goedgekeurd. Een vrijstelling, met inbegrip van degene die goedgekeurd is geacht, is slechts geldig als vooraf een geldig bodemattest werd afgeleverd door het Instituut.

§ 2. In het geval bedoeld in § 1, indien het vermoeden van verontreiniging niet enkel op een andere kavel betrekking heeft, kan het Instituut opleggen dat de verplichting tot het uitvoeren van een verkennend bodemonderzoek en de eventuele verplichtingen die daaruit zouden voortvloeien, ten laste zijn van de vereniging van mede-eigenaars. Deze beslissing wordt met redenen omkleed en binnen 30 dagen na de vrijstellingsaanvraag betekend aan de vereniging van mede-eigenaars.

§ 3. De Regering kan de toepassingsmodaliteiten van dit artikel bepalen. ».

Art. 23. In hoofdstuk II, afdeling V van dezelfde ordonnantie, wordt een onderafdeling IV ingevoegd, « Onderafdeling IV – Inhoud en uitvoering van het verkennend bodemonderzoek » genoemd, dat de artikelen 14 tot 16 omvat.

Art. 24. In artikel 14 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– het eerste lid wordt aangevuld met de woorden « , behoudens bepaling zoals bedoeld in artikel 13/1, § 2. » ;

– het wordt aangevuld met de volgende alinea :

« Onverminderd de bepalingen zoals bedoeld in artikel 13/4 kan het Instituut de omvang van de zone die het voorwerp uitmaakt van een verkennend bodemonderzoek beperken op basis van een met redenen omkleed verzoek dat per aangetekend schrijven of via elektronische weg werd overgemaakt. Het Instituut beslist over een dergelijk verzoek binnen 30 dagen. » ;

2° in § 3 wordt het woord « conforworden » vervangen door het woord « worden », en worden het derde en vierde lid vervangen door een nieuwe alinea, die als volgt luidt :

« Het verkennend bodemonderzoek bepaalt eveneens het type of de types van verontreiniging (eenmalige verontreiniging, gemengde verontreiniging of weesverontreiniging) en in voorkomend geval de te nemen follow-up- of noodmaatregelen. Het onderscheidt eventueel de toename van de verontreiniging. Het kan de bodemverontreiniging afbakenen. » ;

3° er wordt een § 3/1 ingevoegd, die als volgt luidt :

« § 3/1. Het verkennend bodemonderzoek geldt als gedetailleerd onderzoek indien het verkennend bodemonderzoek de bodemverontreiniging reeds heeft afgebakend. In dat geval bepaalt het de termijn waarbinnen een risico-onderzoek of een saneringsvoorstel aan het Instituut moet worden betekend.

Het verkennend bodemonderzoek omvat een vereenvoudigde risicobeoordeling indien het gaat om een weesverontreiniging in de gevallen bedoeld in artikel 19, § 1, 2°, en deze beoordeling geldt als risico-onderzoek. ».

Art. 25. Dans l'article 15 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 3, les mots « , en ce compris les reconnaissances prévues à l'article 14, § 3/1, » sont insérés entre les mots « reconnaissance de l'état du sol » et le mot « pour » ;

2° dans le § 4, les modifications suivantes sont apportées :

– les mots « , l'étude de risque ou le projet de gestion du risque ou le projet d'assainissement » sont insérés entre les mots « l'étude détaillée » et les mots « doit, le cas échéant » ;

– les mots « , le cas échéant, », situés entre les mots « déclaration de conformité détermine » et les mots « le ou les types de pollutions », sont supprimés.

3° un § 6 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 6. - Lorsqu'une parcelle est inscrite en catégorie 2 à l'inventaire de l'état du sol suite à une reconnaissance de l'état du sol, celle-ci reste valide aussi longtemps que les éléments pris en compte pour déterminer la classe de sensibilité, et en conséquence les normes d'intervention, conformément à l'article 3, 10° et 12°, ne sont pas modifiés. En cas de délivrance, postérieure à la reconnaissance de l'état du sol, d'un certificat, permis d'urbanisme ou permis de lotir relatif à cette parcelle, qui en modifie la classe de sensibilité de telle manière que les normes d'intervention deviennent plus strictes, conformément à l'article 3, 10° et 12°, une actualisation de la reconnaissance de l'état du sol doit être réalisée avant les actes et travaux couverts par ces certificats, permis d'urbanisme ou permis de lotir, à charge du demandeur du certificat ou permis. ».

Art. 26. Dans l'article 16 de la même ordonnance, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante : « L'expert en pollution du sol doit informer le titulaire d'obligations des avantages que présente cette combinaison d'étude. ».

Art. 27. Dans l'article 17 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

– les mots « ou d'une étude de sol relative à un fonds sectoriel d'assainissement du sol » sont insérés entre les mots « ou réputée conforme » et les mots « doit être réalisée » ;

– le point 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'aliénation de droits réels sur le terrain visé par cette obligation, sauf dans l'une des hypothèses suivantes :

– la personne qui aliène les droits réels n'a pas de lien financier, de contrôle ou de gérance avec le titulaire de l'obligation de traitement ;

– l'aliénation de droits réels concerne un lot dans une copropriété forcée telle que définie aux articles 577-3 et suivants du Code civil, et soit le titulaire de droits réels sur ce lot n'est pas le seul concerné par l'obligation de traitement, soit ce lot n'est pas en contact avec le sol ;

– l'aliénation de droits réels a lieu dans une procédure d'expropriation telle que visée à l'article 13/1 ; » ;

– le point 2° est abrogé ;

2° dans le § 2, les modifications suivantes sont apportées :

– dans l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

– les mots « et 2° » et les mots « ou la cession d'un permis d'environnement » sont supprimés ;

– dans la version néerlandaise, le mot « kunnen » est remplacé par le mot « kan » ;

– le premier tiret est supprimé ;

– le deuxième tiret porte le numéro 1° ; dans le troisième tiret, renuméroté 2°, les mots « , § 1^{er} ; » sont ajoutés après les mots « à l'article 71 » ;

– un nouveau point 3°, rédigé comme suit, est ajouté :

« 3° pour autant qu'ait été déclarée ou réputée conforme :

– une reconnaissance de l'état du sol, lorsqu'il s'agit de pollutions orphelines ;

– une étude de risque, lorsqu'il s'agit de pollutions mélangées ou uniques devant être traitées par gestion du risque ;

Art. 25. In artikel 15 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3 worden de woorden « , waaronder ook de verkennende bodemonderzoeken volgens artikel 14, § 3/1, » ingevoegd tussen de woorden « verkennend bodemonderzoek » en het woord « heeft. » ;

2° in § 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– de woorden « , het risico-onderzoek en het risicobeheersvoorstel of het saneringsvoorstel » worden ingevoegd tussen de woorden « het gedetailleerd onderzoek » en de woorden « in voorkomend geval » ;

– het woord « desgevallend » tussen de woorden « bepaalt » en de woorden « het type of de types verontreiniging. » wordt geschrapt.

3° er wordt een § 6 toegevoegd, die als volgt luidt :

« § 6. - Indien een perceel in de inventaris van de bodemtoestand wordt opgenomen in categorie 2 naar aanleiding van een verkennend bodemonderzoek, blijft dit geldig zolang de elementen die in aanmerking worden genomen om de kwetsbaarheidszone en bijgevolg de interventienormen te bepalen, overeenkomstig artikel 3, 10° en 12°, niet worden gewijzigd. Bij afgifte, na het verkennend bodemonderzoek, van een stedenbouwkundig attest, een stedenbouwkundige vergunning of een verkavelingsvergunning voor dit perceel die er de kwetsbaarheidszone zodanig van wijzigt dat de interventienormen strikter worden, overeenkomstig artikel 3, 10° en 12°, moet het verkennend bodemonderzoek vóór de handelingen en werken die het voorwerp uitmaken van deze attesten, stedenbouwkundige vergunningen of verkavelingsvergunningen, worden geactualiseerd ten laste van de aanvrager van het attest of de vergunning. ».

Art. 26. In artikel 16 van dezelfde ordonnantie, wordt het eerste lid aangevuld met de volgende zin : « De bodemverontreinigingsdeskundige moet de houder van verplichtingen informeren over de voordelen van deze combinatie van onderzoeken. ».

Art. 27. In artikel 17 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– de woorden « of van een bodemonderzoek betreffende een sectoraal fonds voor de sanering van de bodem » worden ingevoegd tussen de woorden « bodemonderzoek » en « moet vervuld worden » ;

– punt 1° wordt vervangen door wat volgt :

« 1° de vervreemding van zakelijke rechten op het terrein waarop deze verplichting betrekking heeft, behalve in een van de volgende hypothèses :

– de persoon die de zakelijke rechten vervreemdt heeft geen financiële, toezichts- of beheersband met de houder van een verplichting inzake behandeling van verontreiniging ;

– de vervreemding van zakelijke rechten heeft betrekking op een kavel in een gedwongen mede-eigendom, zoals bepaald in artikelen 577-3 en volgende van het Burgerlijk Wetboek en hetzij de verplichting tot behandeling niet enkel de houder van zakelijke rechten van deze kavel toekomt, hetzij deze kavel niet in contact is met de bodem ;

– de vervreemding van zakelijke rechten gebeurt via een onteigeningsprocedure, als bedoeld in artikel 13/1 ; » ;

– punt 2° wordt opgeheven ;

2° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– de woorden « en 2° » en « of de overdracht van een milieuvergunning » worden geschrapt ;

– het woord « kunnen » wordt vervangen door het woord « kan » ;

– het eerste streepje wordt geschrapt ;

– het tweede streepje krijgt het nummer 1° ; in het derde streepje, dat het nummer 2° krijgt, wordt « , § 1 ; » ingevoegd na de woorden « artikel 71 » ;

– een nieuw nummer 3° wordt ingevoegd en luidt als volgt :

« 3° voor zover het onderstaande gelijkvormig verklaard of geacht werd :

– een verkennend bodemonderzoek indien het gaat om weesverontreinigingen ;

– een risico-onderzoek, indien het gaat om gemengde of eenmalige verontreinigingen die moeten worden behandeld door middel van risicobeheer ;

– une étude détaillée, lorsqu'il s'agit de pollutions mélangées ou uniques devant être traitées par assainissement. » ;

– la phrase suivante est ajoutée à la fin de l'alinéa 2 : « Passé ce délai, la proposition est réputée acceptée. ».

3° l'article est complété par les §§ 3, 4, 5 et 6 rédigés comme suit :

« § 3. En dérogation au § 1^{er}, 1°, l'aliénation d'un droit réel peut se produire préalablement au traitement de la pollution du sol mélangée ou unique, quel que soit le type de traitement, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° une reconnaissance de l'état du sol a été déclarée ou réputée conforme ;

2° la personne titulaire de l'obligation de traitement de la pollution du sol s'est engagée à l'exécuter dans un calendrier approuvé par l'Institut ;

3° une garantie financière couvrant cet engagement est constituée conformément à l'article 71, § 1^{er}/1.

Le titulaire de l'obligation envoie à l'Institut par lettre recommandée ou par voie électronique une proposition de calendrier de traitement de la pollution du sol et de montant de garantie financière. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception de ces propositions pour marquer son accord ou non sur celles-ci. Passé ce délai, la proposition est réputée acceptée.

§ 4. En dérogation au § 1^{er}, 1°, l'aliénation d'un droit réel peut se produire préalablement au traitement de la pollution du sol qui découle d'une étude de sol relative à un fonds sectoriel d'assainissement du sol, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° le traitement concerne exclusivement une pollution prise en charge par un fonds sectoriel d'assainissement du sol ;

2° le titulaire de l'obligation de traitement de la pollution du sol, solidairement avec le demandeur de l'intervention, s'engage à exécuter le traitement de la pollution dans le cas où celui-ci, pour quelque raison que ce soit, ne serait pas réalisé par le fonds sectoriel d'assainissement du sol.

Le titulaire d'obligation envoie à l'Institut par lettre recommandée ou par voie électronique, les preuves des éléments susmentionnés, c'est-à-dire d'une part, la preuve de la déclaration de recevabilité et de complétude par le fonds sectoriel d'assainissement du sol de la demande d'intervention, et d'autre part, de l'engagement, pris solidairement avec le demandeur de l'intervention, de traiter la pollution si le fonds sectoriel ne prend pas en charge cette pollution.

L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception de ces documents pour marquer son accord ou non sur ceux-ci. Passé ce délai, la proposition est réputée acceptée.

§ 5. En dérogation au § 1^{er}, 1°, l'aliénation d'un droit réel peut se produire préalablement au traitement de la pollution du sol, lorsque le traitement concerne exclusivement une pollution prise en charge conformément à l'article 70.

§ 6. Lorsque le traitement doit viser à la fois des pollutions prises en charge par un fonds sectoriel d'assainissement du sol et d'autres qui ne le sont pas, les dispositions des § 2, § 3, § 4 et § 5 peuvent être appliquées simultanément. ».

Art. 28. Dans l'article 18 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° les §§ 1^{er}, 2 et 3 sont respectivement renumérotés 2, 3 et 4 ;

2° un nouveau § 1^{er}, rédigé comme suit, est inséré :

« § 1^{er}. Le Gouvernement définit les classes de sensibilité. » ;

3° dans le nouveau § 3, les mots « de travaux d'assainissement » sont remplacés par les mots « d'un assainissement » ;

4° dans le nouveau § 4 de la version néerlandaise, le mot « verontreinigingdrempels » est remplacé par le mot « verontreinigingsdrempels ».

– een gedetailleerd onderzoek, indien het gaat om gemengde of eenmalige verontreinigingen die moeten worden behandeld door middel van een sanering. » ;

– de volgende zin wordt toegevoegd op het einde van het tweede lid : « Na het verstrijken van deze termijn wordt het voorstel geacht te zijn aanvaard. ».

3° het artikel wordt aangevuld met de §§ 3, 4, 5 en 6, die als volgt luiden :

« § 3. In afwijking van § 1, 1° kan de vervreemding van een zakelijk recht plaatsvinden vóór de behandeling van de gemengde of eenmalige bodemverontreiniging, ongeacht het type van behandeling, indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° een verkennend bodemonderzoek werd gelijkvormig verklaard of geacht ;

2° de houder van de verplichting inzake behandeling van de bodemverontreiniging heeft zich ertoe verbonden om deze binnen een door het Instituut goedgekeurd tijdschema te vervullen ;

3° er is een financiële zekerheid gesteld die deze verbintenis dekt in overeenstemming met artikel 71, § 1/1.

De houder van de verplichting stuurt per aangetekend schrijven of via elektronische weg aan het Instituut een voorstel betreffende het tijdschema van behandeling van de bodemverontreiniging en betreffende het bedrag van de financiële zekerheid. Na ontvangst van deze voorstellen heeft het Instituut 30 dagen de tijd om er al dan niet mee in te stemmen. Na het verstrijken van deze termijn wordt het voorstel geacht te zijn aanvaard.

§ 4. In afwijking van § 1, 1° kan de vervreemding van een zakelijk recht plaatsvinden vóór de behandeling van de bodemverontreiniging die voortvloeit uit een bodemonderzoek betreffende een sectoraal fonds voor de sanering van de bodem, indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° de behandeling betreft uitsluitend een verontreiniging die ten laste wordt genomen door een sectoraal fonds voor de sanering van de bodem ;

2° de houder van de verplichting inzake behandeling van de verontreiniging, verbindt er zich solidair met de aanvrager van de tussenkomst toe om de behandeling van de verontreiniging uit te voeren in het geval deze, om welke reden dan ook, niet door het sectoraal fonds voor de sanering van de bodem zou worden uitgevoerd.

De houder van de verplichting stuurt per aangetekend schrijven of via elektronische weg, de bewijzen van de bovengenoemde elementen, zijnde enerzijds de verklaring tot ontvankelijkheid en volledigheid door het sectoraal fonds voor de sanering van de bodem van de aanvraag tot tussenkomst en anderzijds van de verbintenissen, solidair genomen met de aanvrager van de tussenkomst, om de verontreiniging te behandelen indien het sectoraal fonds deze verontreiniging niet ten laste neemt.

Na ontvangst van deze documenten heeft het Instituut 30 dagen de tijd om er al dan niet mee in te stemmen. Na het verstrijken van deze termijn wordt het voorstel geacht te zijn aanvaard.

§ 5. Bij afwijking van § 1, 1°, kan de vervreemding van een zakelijk recht ook plaatsvinden vóór de behandeling van de bodemverontreiniging, wanneer de behandeling uitsluitend betrekking heeft op een verontreiniging die wordt behandeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 70.

§ 6. Wanneer de behandeling tezelfdertijd verontreinigingen beoogt die door een sectoraal fonds voor de sanering van de bodem ten laste worden genomen en andere niet, dan kunnen de bepalingen van § 2, § 3, § 4 en § 5 simultaan worden toegepast. ».

Art. 28. In artikel 18 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de §§ 1, 2 en 3 worden hernummerd tot respectievelijk 2, 3 en 4 ;

2° er wordt een nieuwe § 1 ingevoegd, die als volgt luidt :

« § 1. De Regering definieert de kwetsbaarheidszones. » ;

3° in de nieuwe § 3 van de Franse versie, worden de woorden « de travaux d'assainissement » vervangen door de woorden « d'un assainissement » ;

4° in de nieuwe § 4 wordt het woord « verontreinigingdrempels » vervangen door het woord « verontreinigingsdrempels ».

Art. 29. Dans l'article 19 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'intitulé de l'article est reformulé comme suit : « Réalisation d'une étude détaillée » ;

2° dans le § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

– les mots « un dépassement des normes d'assainissement et » sont supprimés ;

– le paragraphe est complété par les mots suivants :

« , à moins de figurer dans un des cas d'exception suivants :

1° la pollution correspond à une pollution d'origine naturelle telle que définie ou reconnue par l'Institut ;

2° la pollution concerne uniquement des métaux lourds ou des hydrocarbures aromatiques polycycliques contenus dans les terres de remblai et est orpheline. » ;

3° le § 2 est abrogé.

Art. 30. Dans l'article 20 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Lorsqu'une reconnaissance de l'état du sol indique la présence d'une pollution orpheline, une étude détaillée et une étude de risque relatives à cette pollution doivent être réalisées à charge du titulaire de droits réels sur le terrain concerné par la pollution. » ;

2° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Lorsqu'une reconnaissance de l'état du sol indique la présence d'une pollution mélangée, une étude détaillée et une étude de risque relatives à cette pollution doivent être réalisées solidairement à charge :

– de l'exploitant actuel ayant généré une partie de cette pollution ;

– du titulaire de droits réels ayant généré une partie de cette pollution ;

– de la personne identifiée ayant généré une partie de cette pollution. » ;

3° dans le § 3, les corrections suivantes sont apportées :

– dans la version néerlandaise, le mot « risicoonderzoek » est remplacé par le mot « risico-onderzoek » ;

– dans la version néerlandaise, les mots « opstelling van risicobeheersvoorstel en de uitvoering risicobeheersmaatregelen » sont remplacés par les mots « opstelling van een risicobeheersvoorstel en de uitvoering van een risicobeheer » ;

– les mots « de travaux d'assainissement » sont remplacés par les mots « d'un assainissement ».

Art. 31. Dans l'article 21 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Lorsqu'une reconnaissance de l'état du sol indique la présence d'une pollution unique, une étude détaillée, un projet d'assainissement et un assainissement relatifs à cette pollution doivent être réalisés à charge :

– de l'exploitant actuel ayant généré cette pollution ;

– du titulaire de droits réels ayant généré cette pollution ;

– de la personne identifiée ayant généré cette pollution. » ;

2° dans le § 2, les mots « Les travaux d'assainissement visent » sont remplacés par les mots « L'assainissement vise » et les mots « les travaux d'assainissement peuvent » sont remplacés par les mots « l'assainissement peut ».

Art. 32. Dans l'article 22 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er} de la version néerlandaise, le mot « gedetailleerde » est remplacé par le mot « gedetailleerd » ;

2° dans les §§ 1^{er} et 2, les mots « l'étude détaillée » sont précédés des mots « la reconnaissance de l'état du sol ou » ;

3° dans le § 2 de la version néerlandaise, le mot « vüür » est remplacé par le mot « voor » ;

Art. 29. In artikel 19 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de titel van het artikel wordt als volgt geherformuleerd : « Realisatie van een gedetailleerd onderzoek » ;

2° in § 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– de woorden « een overschrijding van de saneringsnormen en » worden geschrapt ;

– de paragraaf wordt aangevuld met de volgende woorden :

« , tenzij het behoort tot een van de volgende uitzonderingen :

1° de verontreiniging stemt overeen met een verontreiniging van natuurlijke oorsprong, zoals bepaald of erkend door het Instituut ;

2° de verontreiniging heeft uitsluitend betrekking op zware metalen of polycyclische aromatische koolwaterstoffen die aanwezig zijn in aanvulgronden, en is een weesverontreiniging. » ;

3° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 30. In artikel 20 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. Wanneer een verkennend bodemonderzoek wijst op de aanwezigheid van een weesverontreiniging, moeten een gedetailleerd onderzoek en een risico-onderzoek worden uitgevoerd met betrekking tot deze verontreiniging ten laste van de houder van zakelijke rechten op het terrein getroffen door de verontreiniging. » ;

2° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt :

« § 2. Wanneer een verkennend bodemonderzoek wijst op de aanwezigheid van een gemengde verontreiniging, moeten een gedetailleerd onderzoek en een risico-onderzoek met betrekking tot deze verontreiniging solidair worden uitgevoerd ten laste van :

– de huidige exploitant die een deel van deze verontreiniging heeft veroorzaakt ;

– de houder van zakelijke rechten die een deel van deze verontreiniging heeft veroorzaakt ;

– de geïdentificeerde persoon die een deel van deze verontreiniging heeft veroorzaakt. » ;

3° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– het woord « risicoonderzoek » wordt vervangen door het woord « risico-onderzoek » ;

– de woorden « opstelling van risicobeheersvoorstel en de uitvoering risicobeheersmaatregelen » worden vervangen door de woorden « opstelling van een risicobeheersvoorstel en de uitvoering van een risicobeheer » ;

– in de Franse versie worden de woorden « de travaux d'assainissement » vervangen door de woorden « d'un assainissement ».

Art. 31. In artikel 21 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. Wanneer een verkennend bodemonderzoek wijst op de aanwezigheid van een eenmalige verontreiniging, moeten een gedetailleerd onderzoek, een saneringsvoorstel en een sanering betreffende deze verontreiniging worden uitgevoerd ten laste van :

– de huidige exploitant die deze verontreiniging heeft veroorzaakt ;

– de houder van zakelijke rechten die deze verontreiniging heeft veroorzaakt ;

– de geïdentificeerde persoon die deze verontreiniging heeft veroorzaakt. » ;

2° in § 2 worden de woorden « De saneringswerken hebben » vervangen door de woorden « De sanering heeft » en worden de woorden « kunnen de saneringswerken » vervangen door de woorden « kan de sanering » .

Art. 32. In artikel 22 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het woord « gedetailleerde » vervangen door het woord « gedetailleerd » ;

2° in de §§ 1 en 2 worden de woorden « gedetailleerd onderzoek » voorafgegaan door de woorden « het verkennend bodemonderzoek of » ;

3° in § 2, wordt het woord « vüür » vervangen door het woord « voor » ;

4° un § 3 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 3. Par dérogation aux §§ 1^{er} et 2, s'il n'est pas possible d'établir que la pollution a été entièrement générée avant le 1^{er} janvier 1993 et qu'il est démontré que la pollution a été principalement générée avant le 1^{er} janvier 1993, un traitement de cette pollution par gestion du risque peut être réalisé à charge de l'exploitant actuel, du titulaire de droits réels ou de la personne identifiée ayant généré la pollution. » ;

5° un § 4 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 4. Lorsque le type d'une pollution est modifié après la déclaration de conformité d'une reconnaissance de l'état du sol, la suite du traitement de cette pollution revient par analogie aux personnes visées aux articles 20, 21 et 22, §§ 1^{er} à 3, en tenant compte du nouveau type de pollution. ».

Art. 33. Dans l'article 23 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 2, les mots « de mesures de gestion du risque » sont remplacés par les mots « d'une gestion du risque » ;

2° dans le § 3, l'alinéa 4 est complété par les mots « à § 5 ».

Art. 34. Dans l'article 24, § 1^{er}, de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « , ou par le fonds régional de traitement des pollutions orphelines du sol, » sont insérés entre le mot « obligations » et les mots « en exécution » ;

2° les mots « traitements et autres » sont insérés entre le mot « études, » et le mot « mesures » ;

3° les mots « ou travaux » sont supprimés.

Art. 35. Dans l'article 25 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

– les mots « et en détermine, et éventuellement distingue, l'accroissement de pollution, » sont remplacés par les mots « , elle confirme ou infirme » ;

– dans la version française, ce paragraphe est complété par les mots « et éventuellement, distingue, confirme ou infirme l'accroissement de pollution. » ;

– il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les pollutions orphelines, la délimitation ne doit pas s'étendre au-delà de la zone délimitée par la ou les parcelles ayant fait l'objet de la reconnaissance de l'état du sol. » ;

2° dans le § 2, les mots « , par parcelle, » sont insérés entre les mots « conclusions motivées » et les mots « quant à l'ampleur ».

Art. 36. Dans l'article 27, § 2, de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la version néerlandaise, les mots « In stituut » sont remplacés par le mot « Instituut » ;

2° le mot « détermine » est remplacé par les mots « confirme ou infirme » ;

3° le mot « détermine » est inséré entre les mots « pollution du sol et » et les mots « le délai ».

Art. 37. L'article 28, alinéa 1^{er}, de la même ordonnance est complété par la phrase suivante :

« L'expert en pollution du sol doit informer le titulaire d'obligations des avantages que présente cette combinaison d'études. ».

Art. 38. Dans l'article 29 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er} de la version néerlandaise, le mot « brengt » est remplacé par le mot « meebrengt » ;

2° dans le § 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'évaluation des risques étudie :

1° les risques actuels, compte tenu de l'utilisation actuelle de fait, licite, du terrain ; et

4° een § 3 wordt toegevoegd, dat als volgt luidt :

« § 3. In afwijking van de paragrafen 1 en 2, indien het onmogelijk is om vast te stellen dat de verontreiniging volledig werd veroorzaakt vóór 1 januari 1993 en indien wordt aangetoond dat de verontreiniging voornamelijk werd veroorzaakt vóór 1 januari 1993, kan een behandeling van deze verontreiniging door middel van risicobeheer worden uitgevoerd ten laste van de huidige exploitant, de houder van zakelijke rechten of de geïdentificeerde persoon die de verontreiniging heeft veroorzaakt. » ;

5° een § 4 wordt toegevoegd, dat als volgt luidt :

« § 4. Wordt het type van een verontreiniging gewijzigd na de gelijkvormigheidsverklaring van een verkennend bodemonderzoek, dan zijn de personen bedoeld in de artikelen 20, 21 en 22, §§ 1 tot 3, naar analogie belast met de verdere behandeling van deze verontreiniging, rekening houdend met het nieuwe type verontreiniging. ».

Art. 33. In artikel 23 van deze ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt het woord « risicobeheersmaatregelen » vervangen door de woorden « een risicobeheer » ;

2° in § 3 wordt het vierde lid aangevuld met de woorden « tot § 5 ».

Art. 34. In artikel 24, § 1 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « , of door het Gewestelijk fonds voor de behandeling van weesverontreinigingen, » worden ingevoegd tussen het woord « verplichtingen » en de woorden « in uitvoering » ;

2° de woorden « behandelingen en andere » worden ingevoegd tussen het woord « onderzoeken, » en het woord « maatregelen » ;

3° de woorden « of werken » worden geschrapt.

Art. 35. In artikel 25 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– de woorden « en bepaalt, en eventueel onderscheidt, de toename van de verontreiniging » worden vervangen door de woorden « , en onderscheidt, bevestigt of vernietigt eventueel de toename van de verontreiniging » ;

– in de Franse versie wordt deze paragraaf aangevuld met de woorden « et éventuellement, distingue, confirme ou infirme l'accroissement de pollution. » ;

– deze paragraaf wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de weesverontreinigingen moet de afbakening niet verder gaan dan de zone die wordt afgebakend door het perceel of de percelen die het voorwerp hebben uitgemaakt van het verkennend bodemonderzoek. » ;

2° in § 2 worden de woorden « per perceel » ingevoegd tussen de woorden « met redenen omklede conclusies » en de woorden « betreffende de omvang ».

Art. 36. In artikel 27, § 2 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « In stituut » worden vervangen door het woord « Instituut » ;

2° het woord « bepaalt » wordt vervangen door de woorden « bevestigt of vernietigt » ;

3° het woord « bepaalt » wordt ingevoegd tussen de woorden « types bodemverontreiniging en » en de woorden « de termijn ».

Art. 37. Artikel 28, eerste lid van dezelfde ordonnantie, wordt aangevuld met de volgende zin :

« De bodemverontreinigingsdeskundige moet de houder van verplichtingen informeren over de voordelen van deze combinatie van onderzoeken. ».

Art. 38. In artikel 29 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het woord « brengt » vervangen door het woord « meebrengt » ;

2° in § 2 wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« De risicobeoordeling onderzoekt :

1° de huidige risico's, rekening houdend met het huidige geoorloofd feitelijk gebruik van het terrein ; en

2° les risques potentiels, compte tenu de son utilisation actuelle de fait, licite, et des affectations autorisées par les plans d'affectation du sol ; et

3° les risques futurs, s'ils sont connus, compte tenu de sa destination telle que prévue dans les certificats, les permis d'urbanisme et les permis de lotir en cours de validité et non encore mis en œuvre relatifs au terrain. » ;

3° dans le § 3, les mots « , par parcelle, » sont insérés entre les mots « conclusions motivées » et les mots « quant au caractère » ;

4° dans le § 4, le mot « arrête » est remplacé par les mots « peut arrêter ».

Art. 39. Dans l'article 30, § 2, alinéa 2, de la même ordonnance, le mot « ou » est inséré entre le mot « recommandée » et les mots « par voie électronique ».

Art. 40. Dans l'article 32 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

– l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« Une étude de risque n'est plus valide si un certificat, permis d'urbanisme ou permis de lotir relatif au terrain est délivré après cette étude, modifiant un des éléments pris en compte par cette étude. » ;

– dans l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

– les mots « soumise à gestion du risque » sont supprimés ;

– les mots « à l'article 20 » sont remplacés par les phrases suivantes :

« aux articles 20 à 22 ou par le demandeur du permis d'urbanisme délivré mais pas encore mis en œuvre. Si une actualisation de l'étude de risque est établie en vue d'analyser les risques futurs, compte tenu de la destination telle que prévue dans les certificats, les permis d'urbanisme et les permis de lotir en cours de validité relatifs au terrain, et si cette étude de risque établit soit un risque intolérable, soit une absence de risque intolérable mais une diminution des restrictions d'usage actuelles, alors un projet de gestion de risque ou un projet d'assainissement doit être établi pour soit gérer le risque prévu, soit décrire la gestion du risque visant la modification des restrictions d'usage. Le projet de gestion du risque ou le projet d'assainissement et leur mise en œuvre sont à charge de la personne qui actualise l'étude de risque » ;

2° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. L'Institut détermine, ou, le cas échéant, confirme ou infirme, sur la base des études antérieures et des résultats des mesures de suivi, si les données de l'étude détaillée, voire de la reconnaissance de l'état du sol, utilisées par une étude de risque sont encore suffisamment actuelles pour donner une image exacte de l'état actuel de pollution du sol. Dans le cas où ces données ne sont plus considérées comme suffisamment actuelles, la nouvelle étude de risque, requise en vertu du § 1^{er}, doit être précédée d'une actualisation de cette étude détaillée, réalisée conformément à la section II du chapitre III, voire d'une actualisation de la reconnaissance de l'état du sol, conformément à la section V du chapitre II. ».

Art. 41. Dans l'article 33 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

– les mots « à mettre en œuvre » sont supprimés ;

– le mot « actuels » est inséré entre les mots « les risques » et les mots « identifiés par » ;

– les mots « , conformément à l'article 29, § 2, alinéa 2, 1°, » sont insérés entre les mots « une étude de risque » et les mots « tolérables pour » ;

– il est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le projet de gestion du risque détermine également le type et le mode d'exécution de la gestion du risque pour rendre les risques futurs identifiés par une étude de risque, conformément à l'article 29, § 2, alinéa 2, 2° et 3°, tolérables pour la santé humaine et l'environnement, lorsque l'utilisation de fait, licite, du terrain, sera modifiée compte tenu :

2° de potentiële risico's, rekening houdend met het huidige geoorloofd feitelijk gebruik van het terrein en de bestemmingen die toegestaan zijn volgens de bodembestemmingsplannen ; en

3° de toekomstige risico's, als ze gekend zijn, rekening houdend met de bestemming, volgens de geldige stedenbouwkundige attesten, stedenbouwkundige vergunningen en verkavelingsvergunningen voor het terrein die nog niet uitgevoerd zijn. » ;

3° in § 3 worden de woorden « per perceel » ingevoegd tussen de woorden « met redenen omklede conclusies » en de woorden « betreffende de aanvaardbaarheid » ;

4° in § 4 worden de woorden « bepaalt de type-inhoud van het risicoonderzoek » vervangen door de woorden « kan de type-inhoud van het risico-onderzoek bepalen ».

Art. 39. In artikel 30, § 2, tweede lid van dezelfde ordonnantie, wordt het woord « of » ingevoegd tussen het woord « schrijven » en de woorden « via elektronische weg ».

Art. 40. In artikel 32 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« Een risico-onderzoek is niet meer geldig als een stedenbouwkundig attest, een stedenbouwkundige vergunning of een verkavelingsvergunning voor het terrein wordt afgeleverd na dit onderzoek en een van de door dit onderzoek in aanmerking genomen elementen wijzigt. » ;

– in het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– in de Franse versie worden de woorden « soumise à gestion du risque » geschrapt ;

– dit lid wordt vervangen door wat volgt :

« Wanneer een risico-onderzoek betreffende een perceel niet langer geldig is, moet er door de personen bedoeld in de artikelen 20 tot 22 of door de aanvrager van de afgeleverde, maar nog niet uitgevoerde stedenbouwkundige vergunning een bijwerking van het onderzoek betreffende dat perceel worden uitgevoerd vóór de feiten bedoeld in artikel 17, § 1. Als het risico-onderzoek wordt geactualiseerd om de toekomstige risico's te beoordelen, rekening houdend met de bestemming volgens de geldige stedenbouwkundige attesten, stedenbouwkundige vergunningen en verkavelingsvergunningen voor het terrein, en als dit risico-onderzoek hetzij een onaanvaardbaar risico, hetzij geen onaanvaardbaar risico maar wel een vermindering van de huidige gebruiksbeperkingen vaststelt, moet een risicobeheersvoorstel of saneringsvoorstel worden opgesteld om ofwel het beoogde risico te beheren, ofwel het risicobeheer te beschrijven dat de wijziging van de gebruiksbeperkingen beoogt. Het risicobeheersvoorstel of het saneringsvoorstel en hun uitvoering zijn ten laste van de persoon die het risico-onderzoek actualiseert » ;

2° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt :

« § 2. Het Instituut bepaalt of, desgevallend, bevestigt of vernietigt, op basis van de vorige onderzoeken en de resultaten van de follow-upmaatregelen, of de gegevens van het gedetailleerd onderzoek of zelfs van het verkennend bodemonderzoek die in het kader van een risico-onderzoek worden gebruikt nog voldoende actueel zijn om een exact beeld te geven van de actuele staat van bodemverontreiniging. Worden deze gegevens niet langer als voldoende actueel beschouwd, dan dient het nieuwe risico-onderzoek, vereist krachtens § 1, te worden voorafgegaan door een bijwerking van dit gedetailleerd onderzoek, uitgevoerd overeenkomstig afdeling II van hoofdstuk III of zelfs door een bijwerking van het verkennend bodemonderzoek, uitgevoerd overeenkomstig afdeling V van hoofdstuk II. ».

Art. 41. In artikel 33 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– de woorden « die moeten worden genomen » worden geschrapt ;

– het woord « huidige » wordt ingevoegd tussen het woord « de » en de woorden « via een risico-onderzoek geïdentificeerde risico's » ;

– de woorden « , overeenkomstig artikel 29, § 2, tweede lid, 1°, » worden ingevoegd tussen de woorden « via een risico-onderzoek geïdentificeerde risico's » en de woorden « aanvaardbaar te maken » ;

– deze paragraaf wordt aangevuld met de twee volgende alinea's :

« Het risicobeheersvoorstel bepaalt eveneens het type en de uitvoeringswijze van het risicobeheer om de toekomstige risico's geïdentificeerd door een risico-onderzoek, overeenkomstig artikel 29, § 2, tweede lid, 2° en 3°, aanvaardbaar te maken voor de volksgezondheid en het milieu indien het geoorloofd feitelijk gebruik van het terrein zal worden gewijzigd, rekening houdend met :

– de sa destination telle que prévue dans les certificats, les permis d'urbanisme et les permis de lotir en cours de validité relatifs au terrain ;

– d'un certificat ou permis d'urbanisme délivré et valide, mais pas encore mis en œuvre ;

– des autres affectations autorisées par les plans d'affectation du sol.

Le projet de gestion du risque est réalisé par les personnes visées aux articles 20 à 22 ou par le demandeur du permis d'urbanisme délivré mais pas encore mis en œuvre. » ;

2° dans le § 2, les modifications suivantes sont apportées :

– la lettre « s » du mot « retenues » est chaque fois supprimée ;

– dans la version néerlandaise, les mots « de gekozen risicobeheersmaatregelen » sont, à chaque fois, remplacés par les mots « het gekozen risicobeheer » ;

– dans la version néerlandaise, les mots « met andere denkbare risicobeheersmaatregelen » sont remplacés par les mots « met andere denkbare risicobeheren » ;

– les mots « les avoir comparées » sont remplacés par les mots « l'avoir comparée » ;

– les mots « ces mesures doivent être mises en œuvre » sont remplacés par les mots « cette gestion du risque doit être mise en œuvre ».

Art. 42. Dans l'article 34 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 2, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« Il peut également être notifié simultanément à une étude de risque, éventuellement combinée à une étude détaillée, seule ou en combinaison avec une reconnaissance de l'état du sol. » ;

2° dans les §§ 2 et 3, le mot « ou » est inséré entre le mot « recommandée » et les mots « par voie électronique » ;

3° dans le § 3, alinéa 2, les mots « L'Institut dispose de 15 jours à dater de la réception du projet de gestion du risque » sont remplacés par les mots « à compter de la date de réception du projet de gestion du risque et pour autant que les études préalables aient été déclarées conformes, l'Institut dispose de 15 jours ».

Art. 43. Dans l'article 35, § 2, de la même ordonnance, la partie de phrase commençant par les mots « les conditions auxquelles les mesures de la gestion du risque » et finissant par les mots « mises en œuvre », ainsi que la seconde phase, sont remplacées par les mots : « les conditions auxquelles la gestion du risque doit être mise en œuvre, les résultats auxquels sa mise en œuvre doit aboutir et les délais dans lesquels elle doit avoir été mise en œuvre. L'Institut peut également prescrire des mesures d'urgence ou de suivi. ».

Art. 44. Dans l'article 38 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

– les mots « , après déclaration de conformité du projet de gestion du risque, et au plus tard » sont insérés entre les mots « S'il apparaît » et les mots « au cours de la mise en œuvre » ;

– le mot « celles-ci » est remplacé par le mot « celle-ci » ;

– le mot « conduiront » est remplacé par le mot « conduira » ;

– dans la version néerlandaise, le mot « risicobeheersmaatregelen » est remplacé par les mots « het risicobeheer » ;

– dans la version néerlandaise, les mots « kunnen de risicobeheersmaatregelen aangepast worden » sont remplacés par les mots « kan het risicobeheer aangepast worden » ;

– dans la version néerlandaise, les mots « ver » et « zoek » sont remplacés par le mot « verzoek » ;

– le mot « leur » est remplacé par le mot « sa » ;

– les mots « de mesures de » sont remplacés par les mots « d'une » ;

– le mot « peuvent » est remplacé par le mot « peut » ;

– le mot « adaptées » est remplacé par le mot « adaptée ».

– de bestemming, volgens de geldige stedenbouwkundige attesten, stedenbouwkundige vergunningen en verkavelingsvergunningen voor het terrein ;

– een afgeleverd en geldig, maar nog niet uitgevoerd(e) stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning ;

– andere bestemmingen die zijn toegestaan volgens de bodembestemmingsplannen.

Het risicobeheersvoorstel wordt opgesteld door de personen bedoeld in de artikelen 20 tot 22 of door de aanvrager van de afgeleverde, maar nog niet uitgevoerde stedenbouwkundige vergunning. » ;

2° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– in de Franse versie wordt telkens de letter « s » aan het woord « retenues » geschrapt ;

– de woorden « de gekozen risicobeheersmaatregelen » worden telkens vervangen door de woorden « het gekozen risicobeheer » ;

– de woorden « met andere denkbare risicobeheersmaatregelen » worden vervangen door de woorden « met andere denkbare risicobeheren » ;

– de woorden « na ze te hebben vergeleken » worden vervangen door de woorden « na het te hebben vergeleken » ;

– de woorden « waarbinnen deze maatregelen uitgevoerd moeten worden » worden vervangen door de woorden « waarbinnen dit risicobeheer uitgevoerd moet worden » .

Art. 42. In artikel 34 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt het eerste lid aangevuld met de volgende zin :

« Het kan eveneens gelijktijdig met een risico-onderzoek worden betekend, dat eventueel wordt gecombineerd met een gedetailleerd onderzoek, alleen of in combinatie met een verkennend bodemonderzoek. » ;

2° in de §§ 2 en 3, wordt het woord « of » ingevoegd tussen het woord « schrijven » en de woorden « via elektronische weg » ;

3° in § 3, tweede lid, worden de woorden « Na ontvangst van het risicobeheersvoorstel heeft het Instituut 15 dagen de tijd » vervangen door de woorden « « Vanaf de datum van ontvangst van het risicobeheersvoorstel en voor zover de voorafgaande onderzoeken gelijkvormig werden verklaard, heeft het Instituut 15 dagen de tijd ».

Art. 43. In artikel 35, § 2, van dezelfde ordonnantie, worden het zinsdeel dat begint met de woorden « op welke voorwaarden de risicobeheersmaatregelen » en eindigt met de woorden « voltooid moet zijn. », alsook de tweede zin, vervangen door de woorden : « overeenkomstig welke voorwaarden het risicobeheer uitgevoerd moet worden, welke resultaten behaald moeten worden met de uitvoering van dit beheer en binnen welke termijn dit beheer moet zijn uitgevoerd. Het Instituut kan eveneens nood- of follow-upmaatregelen voorschrijven. ».

Art. 44. In artikel 38 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– de woorden « na de gelijkvormigheidsverklaring van het risicobeheersvoorstel, en uiterlijk » worden ingevoegd tussen het woord « indien » en de woorden « tijdens de uitvoering » ;

– het woord « deze » wordt vervangen door het woord « dit » ;

– de woorden « niet de verwachte resultaten zullen opleveren » worden vervangen door de woorden « niet de verwachte resultaten zal opleveren » ;

– het woord « risicobeheersmaatregelen » wordt vervangen door de woorden « het risicobeheer » ;

– de woorden « kunnen de risicobeheersmaatregelen aangepast worden » worden vervangen door de woorden « kan het risicobeheer aangepast worden » ;

– de woorden « ver » en « zoek » worden vervangen door het woord « verzoek » ;

– in de Franse versie wordt het woord « leur » vervangen door het woord « sa » ;

– in de Franse versie worden de woorden « de mesures de » vervangen door de woorden « d'une » ;

– in de Franse versie wordt het woord « peuvent » vervangen door het woord « peut » ;

– in de Franse versie wordt het woord « adaptées » vervangen door het woord « adaptée ».

2° dans le § 2, les modifications suivantes sont apportées :

– les mots « , le cas échéant, » sont insérés entre les mots « et est accompagnée » et les mots « d'un avis » ;

– le mot « ou » est ajouté entre les mots « recommandée » et les mots « par voie électronique » ;

– les mots « ou contre récépissé au siège de l'Institut » sont supprimés ;

3° dans le § 3, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « par lettre recommandée ou par voie électronique » ;

4° dans le § 3, alinéa 3, le mot « non » est supprimé ;

5° dans le § 4, alinéa 3, le mot « non » est supprimé.

Art. 45. Dans l'article 39, § 1^{er}, de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « de ces mesures » entre les mots « une évaluation finale » et les mots « est effectuée » sont supprimés ;

2° le mot « les » entre les mots « personne tenue de » et les mots « mettre en œuvre » est remplacé par le mot « la ».

Art. 46. Dans l'article 40 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

– dans l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

– les mots « aux personnes visées à l'article 35, § 3 » sont supprimés ;

– dans le premier tiret, renuméroté 1°, les mots « aux personnes visées à l'article 35, § 3, » sont insérés entre le mot « soit » et les mots « une déclaration finale » ;

– il est inséré un 2°, après le 1° et avant les tirets 2 et 3, rédigé comme suit :

« 2° soit à la personne visée à l'article 35, § 3, § 1° : » ;

– ce 2° est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« De commun accord entre l'Institut et la personne tenue de mettre en œuvre la gestion du risque, les délais de 30 jours visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être étendus à 60 jours. » ;

2° dans le § 2, les mots « de 30 jours », entre les mots « dans les délais » et les mots « visés au § 1^{er} » sont supprimés ;

3° un § 4 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 4 - Lorsqu'une parcelle est inscrite en catégorie 2 à l'inventaire de l'état du sol suite à une évaluation finale, celle-ci reste valide aussi longtemps que les éléments pris en compte pour déterminer la classe de sensibilité, et en conséquence les normes d'intervention, conformément à l'article 3 10° et 12°, ne sont pas modifiés. En cas de délivrance, postérieure à l'évaluation finale, d'un certificat, permis d'urbanisme ou permis de lotir relatif à cette parcelle, qui en modifie la classe de sensibilité de telle manière que les normes d'intervention deviennent plus strictes, conformément à l'article 3, 10° et 12°, une actualisation de l'évaluation finale doit être réalisée avant les actes et travaux couverts par ces certificats, permis d'urbanisme ou permis de lotir, à charge du demandeur du certificat ou permis. ».

Art. 47. Dans l'article 41, § 2, de la même ordonnance, les mots « ces travaux doivent » sont remplacés par les mots « cet assainissement doit ».

Art. 48. Dans l'article 42 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 2, l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« Il peut également être notifié simultanément à une étude détaillée, éventuellement combinée à une reconnaissance de l'état du sol » ;

2° dans le § 2, alinéa 2, le mot « ou » est inséré entre les mots « recommandée » et « par voie électronique » ;

3° dans le § 3, à l'alinéa 2, le mot « ou » est inséré entre les mots « recommandée » et « par voies électronique » et les mots « L'Institut dispose de 15 jours à dater de la réception du projet d'assainissement » sont remplacés par les mots « A compter de la date de la réception du projet, et à partir du moment où les études préalables ont été déclarées conformes, l'Institut dispose de 15 jours ».

2° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– de woorden « in voorkomend geval » worden ingevoegd tussen de woorden « en moet » en de woorden « vergezeld zijn van een advies » ;

– het woord « of » wordt ingevoegd tussen het woord « schrijven » en de woorden « via elektronische weg » ;

– de woorden « of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut » worden geschrapt ;

3° in § 3, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden « per aangetekend schrijven of via elektronische weg » ;

4° in § 3, derde lid, wordt het woord « niet » geschrapt ;

5° in § 4, derde lid, wordt het woord « niet » geschrapt.

Art. 45. In artikel 39, § 1, van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van deze maatregelen » tussen de woorden « een eindbeoordeling » en het woord « gemaakt » worden geschrapt ;

2° de woorden « die de maatregelen moet uitvoeren » worden vervangen door de woorden « die het moet uitvoeren ».

Art. 46. In artikel 40 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– de woorden « aan de personen bedoeld in artikel 35, § 3 » worden geschrapt ;

– bij het eerste streepje, vernummerd tot 1° worden de woorden « aan de personen bedoeld in artikel 35, § 3 » ingevoegd tussen de woorden « ofwel » en de woorden « een slotverklaring » ;

– na het 1° en vóór streepjes 2 en 3 wordt een punt 2° ingevoegd, dat als volgt luidt :

« 2° ofwel aan de persoon bedoeld in artikel 35, § 3, 1° : » ;

– dat 2° wordt aangevuld met de volgende alinea :

« In onderlinge overeenstemming tussen het Instituut en de persoon die het risicobeheer moet uitvoeren, kunnen de termijnen van 30 dagen bedoeld in het eerste lid verlengd worden tot 60 dagen. » ;

2° in § 2 worden de woorden « van 30 dagen » tussen de woorden « binnen de termijn » en « bedoeld in § 1 » geschrapt ;

3° er wordt een § 4 toegevoegd, luidend :

« § 4 - Indien een perceel in de inventaris van de bodemtoestand wordt opgenomen in categorie 2 naar aanleiding van een eindbeoordeling, blijft dit geldig zolang de elementen die in aanmerking worden genomen om de kwetsbaarheidszone en bijgevolg de interventienormen te bepalen, overeenkomstig artikel 3, 10° en 12°, niet worden gewijzigd. Bij afgifte, na de eindbeoordeling, van een stedenbouwkundig attest, een stedenbouwkundige vergunning of verkavelingsvergunning voor dit perceel die er de kwetsbaarheidszone zodanig van wijzigt dat de interventienormen strikter worden, overeenkomstig artikel 3, 10° en 12°, moet de eindbeoordeling vóór de handelingen en werken die het voorwerp uitmaken van deze stedenbouwkundige attesten, stedenbouwkundige vergunningen of verkavelingsvergunningen, worden geactualiseerd ten laste van de aanvrager van het attest of de vergunning. ».

Art. 47. In artikel 41, § 2, van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « deze werken uitgevoerd moeten worden » vervangen door « deze sanering uitgevoerd moet worden ».

Art. 48. In artikel 42 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt het eerste lid als volgt aangevuld :

« Het kan eveneens gelijktijdig met een gedetailleerd onderzoek worden meegedeeld, dat eventueel wordt gecombineerd met een verkennend bodemonderzoek. » ;

2° in § 2, tweede lid wordt het woord « of » ingevoegd tussen de woorden « schrijven » en « via elektronische weg » ;

3° in § 3, tweede lid wordt het woord « of » ingevoegd tussen de woorden « schrijven » en « via elektronische weg », en worden de woorden « Na ontvangst van het saneringsvoorstel heeft het Instituut 15 dagen de tijd » vervangen door de woorden « Vanaf de datum van ontvangst van het saneringsvoorstel en voor zover de voorafgaande onderzoeken gelijkvormig werden verklaard, heeft het Instituut 15 dagen de tijd ».

Art. 49. Dans l'article 43, § 2, de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots « les travaux d'assainissement doivent être exécutés » sont remplacés par les mots « l'assainissement doit être exécuté » ;
- les mots « ces travaux » sont remplacés par les mots « cet assainissement » ;
- les mots « ces travaux doivent » sont remplacés par les mots « il doit ».

Art. 50. Dans l'article 45 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° aux §§ 1^{er} et 2, les mots « sont exécutés » sont à chaque fois remplacés par les mots « est exécuté » ;
- 2° au § 3, les mots « travaux d'assainissement » sont remplacés par les mots « assainissements ».

Art. 51. Dans l'article 46 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :
 - les mots « après déclaration de conformité du projet d'assainissement, et au plus tard » sont insérés entre les mots « s'il apparaît » et les mots « au cours » ;
 - le mot « ceux-ci » est remplacé par le mot « celui-ci » ;
 - le mot « conduiront » est remplacé par le mot « conduira » ;
 - le mot « leur » est remplacé par le mot « son » ;
 - les mots « de travaux d'assainissement » sont remplacés par les mots « d'un assainissement » ;
 - le mot « peuvent » est remplacé par le mot « peut » ;
 - le mot « adaptés » est remplacé par le mot « adapté ».

2° au § 1^{er} de la version néerlandaise, les mots « kunnen de saneringswerken aangepast worden » sont remplacés par les mots « kan de sanering aangepast worden » ;

- 3° dans le § 2, les modifications suivantes sont apportées :
 - les mots « le cas échéant » sont insérés entre les mots « et est accompagnée » et « d'un avis » ;
 - le mot « ou » est ajouté entre les mots « recommandée » et « par voie électronique » ;
 - les mots « ou contre récépissé au siège de l'Institut » sont supprimés.
- 4° dans le § 3, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « par lettre recommandée ou par voie électronique » ;
- 5° dans le § 3, alinéa 3, le mot « non » est supprimé ;
- 6° dans le § 4, alinéa 4, le mot « non » est supprimé.

Art. 52. Dans l'article 47 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le § 1^{er}, les mots « ces travaux » sont remplacés par les mots « cet assainissement », les mots « les exécuter » sont remplacés par les mots « l'exécuter », et les mots « avec accusé de réception à l'Institut ou contre récépissé au siège de l'Institut » sont remplacés par les mots « à l'Institut » ;
- 2° dans le § 2, 1^{er} tiret, le mot « exécutés » est remplacé par le mot « exécuté ».

Art. 53. Dans l'article 48 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le § 1^{er}, les mots « aux personnes visées à l'article 43 § 3 » sont supprimés ;
- 2° dans le § 1^{er}, le 1^{er} tiret est remplacé par un 1° et les mots « aux personnes visées à l'article 43 § 3, » sont insérés entre le mot « soit » et les mots « une déclaration finale » ;

Art. 49. In artikel 43, § 2, van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden « de saneringswerken uitgevoerd moeten worden » worden vervangen door « de sanering uitgevoerd moet worden » ;
- de woorden « deze werken » worden vervangen door « deze sanering » ;
- de woorden « de werken voltooid moeten zijn » worden vervangen door « de sanering voltooid moet zijn ».

Art. 50. In artikel 45 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in de §§ 1 en 2 worden de woorden « de saneringswerken worden uitgevoerd » telkens vervangen door de woorden « de sanering wordt uitgevoerd » ;
- 2° in § 3 wordt het woord « saneringswerken » vervangen door het woord « saneringen ».

Art. 51. In artikel 46 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - de woorden « na de gelijkvormigheidsverklaring van het saneringsvoorstel, en uiterlijk » worden ingevoegd tussen het woord « indien » en de woorden « tijdens de uitvoering » ;
 - het woord « deze » wordt vervangen door het woord « die » ;
 - het woord « zullen » wordt vervangen door het woord « zal » ;
 - in de Franse versie wordt het woord « leur » vervangen door het woord « son » ;
 - de woorden « saneringswerken » worden vervangen door de woorden « een sanering » ;
 - het woord « kunnen » wordt vervangen door het woord « kan » ;
 - in de Franse versie wordt het woord « adaptés » vervangen door het woord « adapté ».

2° in § 1 worden de woorden « kunnen de saneringswerken aangepast worden » vervangen door de woorden « kan de sanering aangepast worden » ;

- 3° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - de woorden « in voorkomend geval » worden ingevoegd tussen de woorden « en moet » en « vergezeld zijn » ;
 - het woord « of » wordt ingevoegd tussen de woorden « schrijven » en « via elektronische weg » ;
 - de woorden « of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut » worden geschrapt ;
- 4° in § 3 wordt het eerste lid aangevuld met de woorden « per aangetekend schrijven of via elektronische weg » ;
- 5° in § 3 derde lid, wordt het woord « niet » geschrapt ;
- 6° in § 4 vierde lid, wordt het woord « niet » geschrapt.

Art. 52. In artikel 47 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1 worden de woorden « deze werken » vervangen door de woorden « deze sanering » en de woorden « met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut » geschrapt ;
- 2° in § 2 worden de woorden « de uitgevoerde saneringswerken » vervangen door de woorden « de uitgevoerde sanering ».

Art. 53. In artikel 48 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1 worden de woorden « aan de personen bedoeld in artikel 43, § 3 » geschrapt ;
- 2° in § 1 wordt het eerste streepje vervangen door een 1° en worden de woorden « aan de personen bedoeld in artikel 43, § 3 » ingevoegd tussen de woorden « ofwel » en « een slotverklaring » ;

3° dans le § 1^{er}, les 2e et 3e tirets sont remplacés par un 2° rédigé comme suit :

« 2° soit à la personne visée à l'article 43, § 3, 1° :

– soit une demande de complément d'assainissement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 46, §§ 1^{er}, 2 et 4 s'appliquent par analogie. Une actualisation de l'évaluation finale est effectuée à l'issue de la mise en œuvre du complément demandé, à charge de la personne tenue d'exécuter l'assainissement, conformément aux dispositions de l'article 47.

– soit une demande de compléments à l'évaluation finale à notifier à l'Institut par lettre recommandée ou par voie électronique, dans un délai raisonnable que l'Institut fixe. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception des compléments pour notifier une déclaration finale ou non.

De commun accord entre l'Institut et la personne tenue de réaliser l'assainissement, les délais de 30 jours visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être étendus à 60 jours. » ;

4° dans le § 2, les mots « de 30 jours » sont supprimés ;

5° un § 4 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 4 - Lorsqu'une parcelle est inscrite en catégorie 2 à l'inventaire de l'état du sol suite à une évaluation finale, celle-ci reste valide aussi longtemps que les éléments pris en compte pour déterminer la classe de sensibilité, et en conséquence les normes d'intervention, conformément à l'article 3 10° et 12°, ne sont pas modifiés. En cas de délivrance, postérieure à l'évaluation finale, d'un certificat, permis d'urbanisme ou permis de lotir relatif à cette parcelle, qui en modifie la classe de sensibilité de telle manière que les normes d'intervention deviennent plus strictes, conformément à l'article 3, 10° et 12°, une actualisation de l'évaluation finale doit être réalisée avant les actes et travaux couverts par ces certificats, permis d'urbanisme ou permis de lotir, à charge du demandeur du certificat ou permis. ».

Art. 54. Dans l'article 49 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les §§ 1^{er}, 3 et 4, les mots « ou à défaut d'exploitant » sont chaque fois remplacés par « ou à défaut d'exploitant actuel » ;

2° dans le § 3, le mot « actuel » est inséré entre le mot « L'exploitant » et les mots « , ou à défaut ».

Art. 55. Dans l'article 50 de la même ordonnance, les mots « la déclaration de conformité d'une étude de risque ou d'un projet de gestion du risque ou dans la déclaration finale de mesures de gestion du risque » sont remplacés par les mots « toute déclaration de conformité, déclaration finale ou décision de l'Institut relative à la déclaration préalable visée aux articles 63, § 4 et 65/3, § 2 », et les mots « la gestion du risque » sont remplacés par les mots « le traitement ».

Art. 56. Dans l'article 51 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « § 2. Lorsque le projet comprend la réalisation d'un aménagement hors sol à caractère permanent ou l'exploitation d'une installation soumise à permis d'environnement, le » sont remplacés par le mot « Le » ;

2° les mots « Dans le cas visé au 1^{er} alinéa du présent paragraphe » sont remplacés par les mots « § 2. Lorsque le projet comprend la réalisation d'un aménagement hors sol à caractère permanent ou qu'il concerne un patrimoine immobilier protégé en Région de Bruxelles-Capitale » ;

3° au § 2, après les mots « réputé favorable » sont rajoutés les mots suivants : « , à moins qu'il s'agisse d'un patrimoine immobilier protégé en Région de Bruxelles-Capitale, auquel cas l'avis est réputé défavorable. Dans ce dernier cas, l'Institut adresse un rappel au fonctionnaire délégué dans les 10 jours de dépassement du délai. Ce dernier dispose à nouveau de 30 jours pour remettre son avis. Sans réaction dans ce nouveau délai, l'avis du fonctionnaire délégué est réputé positif. » ;

4° le § 3 est abrogé et le § 4 devient le § 3.

Art. 57. Dans l'article 52 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « ou » est inséré entre les mots « au projet de gestion du risque » et « au projet d'assainissement », les mots « ou au projet d'assainissement limité » sont supprimés, les mots « sont projetés

3° in § 1 worden het tweede en derde streepje vervangen door een 2°, dat als volgt luidt :

« 2° ofwel aan de persoon bedoeld in artikel 43, § 3, 1° :

– ofwel een verzoek om aanvulling van de sanering. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 46, § 1, § 2 en § 4, naar analogie van toepassing. De eindbeoordeling wordt geactualiseerd na de uitvoering van de gevraagde aanvulling, ten laste van de persoon die de sanering moet uitvoeren, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 47.

– ofwel een verzoek om aanvullingen aan de eindbeoordeling, dat aan het Instituut meegedeeld moet worden per aangetekend schrijven of via elektronische weg binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn. Na ontvangst van de aanvullingen heeft het Instituut 30 dagen de tijd om al dan niet een slotverklaring mee te delen.

In onderlinge overeenstemming tussen het Instituut en de persoon die de sanering moet uitvoeren, kunnen de termijnen van 30 dagen bedoeld in het eerste lid verlengd worden tot 60 dagen. » ;

4° in § 2 worden de woorden « van 30 dagen » geschrapt ;

5° er wordt een § 4 toegevoegd, luidend :

« § 4 - Indien een perceel in de inventaris van de bodemtoestand wordt opgenomen in categorie 2 naar aanleiding van een eindbeoordeling, blijft dit geldig zolang de elementen die in aanmerking worden genomen om de kwetsbaarheidszone en bijgevolg de interventienormen te bepalen, overeenkomstig artikel 3, 10° en 12°, niet worden gewijzigd. Bij afgifte, na de eindbeoordeling, van een stedenbouwkundig attest, een stedenbouwkundige vergunning of verkavelingsvergunning voor dit perceel die er de kwetsbaarheidszone zodanig van wijzigd dat de interventienormen strikter worden, overeenkomstig artikel 3, 10° en 12°, moet de eindbeoordeling vóór de handelingen en werken die het voorwerp uitmaken van deze stedenbouwkundige attesten, stedenbouwkundige vergunningen of verkavelingsvergunningen, worden geactualiseerd ten laste van de aanvrager van het attest of de vergunning. ».

Art. 54. In artikel 49 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in §§ 1, 3 en 4 wordt het woord « huidige » telkens vóór het woord « exploitant » ingevoegd ;

2° in § 3 wordt het woord « huidige » vóór het woord « exploitant » ingevoegd.

Art. 55. In artikel 50 van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « de gelijkvormigheidsverklaring van een risico-onderzoek of een risicobeheersvoorstel of in de slotverklaring van de risicobeheersmaatregelen » vervangen door de woorden « elke gelijkvormigheidsverklaring, slotverklaring of beslissing van het Instituut betreffende de voorafgaande aangifte bedoeld in artikelen 63, § 4 en 65/3, § 2 » en worden de woorden « het risicobeheer » vervangen door de woorden « de behandeling ».

Art. 56. In artikel 51 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « § 2. Indien het voorstel de realisatie van een bovengrondse inrichtingen met permanent karakter of de uitbating van een aan een milieuvergunning onderworpen inrichting omvat, betekent het College van burgemeester en schepenen » worden vervangen door « Het College van burgemeester en schepenen betekent » ;

2° de woorden « In het geval zoals voorzien in de 1e alinea van deze paragraaf » worden vervangen door de woorden « § 2. Indien het voorstel de realisatie van een bovengrondse inrichting met permanent karakter omvat of betrekking heeft op gevrijwaard erfgoed in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. » ;

3° in § 2 worden na de woorden « geacht gunstig te zijn », de volgende woorden toegevoegd : « tenzij het gaat om gevrijwaard erfgoed in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in welkdanig geval het advies wordt geacht ongunstig te zijn. In dit laatste geval stuurt het Instituut een herinnering naar de gemachtigde ambtenaar binnen de 10 dagen na het overschrijden van de termijn. Deze laatste heeft dan opnieuw 30 dagen de tijd om zijn advies te verlenen. Bij gebrek aan reactie op deze nieuwe termijn wordt het advies van de gemachtigde ambtenaar geacht gunstig te zijn. » ;

4° paragraaf 3 wordt opgeheven en § 4 wordt § 3.

Art. 57. In artikel 52 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord « of » ingevoegd tussen de woorden « risicobeheersvoorstel » en « saneringsvoorstel », worden de woorden « of het beperkt saneringsvoorstel » geschrapt, worden de

les mesures ou les travaux » sont remplacés par les mots « est projeté le traitement » et l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante : « En cas de traitement de durée limitée visé à l'article 63 ou de traitement visé à l'article 65/3, la personne tenue de réaliser le traitement affiche un avis informant de l'envoi d'une déclaration préalable visée à l'article 63, § 4 ou 65/3 § 2. » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « du projet d'assainissement limité » sont remplacés par « contre la décision de l'Institut relative à la déclaration préalable, ou contre l'absence de décision relative à la déclaration préalable dans les délais prévus aux articles 63 et 65/3 » ;

3° l'alinéa 3 est remplacé par les mots suivants :

« L'affichage doit être réalisé avant la mise en œuvre de la gestion du risque, l'exécution de l'assainissement, ou la mise en œuvre du traitement visé aux articles 63 et 65/3, et au plus tard soit dans les 15 jours à dater de la notification de la déclaration de conformité du projet, soit le jour même de la déclaration préalable du traitement visé à l'article 63 § 4 ou 65/3 § 2. L'affichage doit être maintenu jusqu'à la date de notification de la déclaration finale. ».

Art. 58. Dans la même ordonnance, un article 53/1 est inséré après l'article 53, rédigé comme suit :

« Art. 53/1. – Commission de contrôle

§ 1^{er}. Il est créé une commission de contrôle des prestations des experts en pollution des sols et des entrepreneurs en assainissement du sol.

§ 2. La commission a pour mission d'émettre, à la demande de l'Institut, un avis motivé et non contraignant sur toute plainte émanant d'un titulaire d'obligations contre un expert en pollution du sol ou un entrepreneur en assainissement du sol relative à l'application de la présente ordonnance et de l'arrêté du 15 décembre 2011 relatif à l'agrément des experts en pollution du sol et à l'enregistrement des entrepreneurs en assainissement des sols.

§ 3. La Commission a également pour autre mission d'émettre, à la demande de l'Institut, un avis motivé et non contraignant dans le cadre :

1° d'une procédure de suspension ou de retrait de l'agrément d'un expert en pollution des sols visée au Titre II, Chapitre V de l'arrêté précité du 15 décembre 2011 ;

2° d'une procédure de suspension ou de retrait de l'enregistrement d'un entrepreneur en assainissement du sol visée au Titre III, Chapitre V de l'arrêté précité du 15 décembre 2011.

§ 4. Le Gouvernement arrête les modalités de constitution, d'organisation et de fonctionnement de la commission.

§ 5. Le Gouvernement peut confier des tâches complémentaires à la commission dans la mesure où ces tâches sont en rapport avec la présente ordonnance. ».

Art. 59. Dans l'article 55 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, 2°, les mots « si elle a pu déterminer le type de pollution » sont supprimés ;

2° dans le § 1^{er}, 3°, les mots « n'a pas été » sont supprimés et la phrase est complétée par les mots « est modifié » ;

3° dans le § 1^{er}, 6°, les mots « déclaration de conformité ou de non-conformité d'un projet d'assainissement limité » sont remplacés par les mots « décision de l'Institut » et les mots « l'article 63, § 3, alinéa 1^{er} » et les mots « l'article 63, § 3, alinéa 2 » sont chaque fois remplacés par les mots « l'article 63, § 4, alinéa 3 » ;

4° dans le § 1^{er}, 7°, les mots « non-acceptation » sont remplacés par le mot « acceptation » ;

5° dans le § 3, les mots « Lorsque le point de départ du délai de notification se situe dans la période allant du 15 juin au 15 août, ce délai est par ailleurs augmenté de 45 jours » sont supprimés ;

6° il est inséré un § 3/1, rédigé comme suit :

« § 3/1. Un droit de dossier dont le produit est versé directement et intégralement au Fonds régional de traitement du sol est levé à charge de toute personne physique ou morale qui exerce un recours auprès du Collège d'Environnement. Le montant du droit de dossier est fixé à 125 euros. » ;

woorden « waar de maatregelen of de werkzaamheden zullen plaatsvinden » vervangen door de woorden « waar de behandeling zal plaatsvinden en wordt het eerste lid aangevuld met de volgende zin : « In geval van een behandeling van beperkte duur bedoeld in artikel 63 of een behandeling bedoeld in artikel 65/3, moet de persoon die de behandeling moet uitvoeren, de verzending van een voorafgaande aangifte, bedoeld in artikel 63, § 4 of 65/3 § 2, bekendmaken door aanplakking. » ;

2° in het tweede lid worden de woorden « het beperkt saneringsvoorstel » vervangen door « tegen de beslissing van het Instituut betreffende de voorafgaande aangifte of tegen het ontbreken van beslissing betreffende de voorafgaande aangifte binnen de termijnen zoals bedoeld in de artikelen 63 en 65/3 » ;

3° het derde lid wordt vervangen door de volgende woorden :

« De bekendmaking door aanplakking dient plaats te vinden vóór de uitvoering van het risicobeheer, de sanering of de behandeling van beperkte duur, bedoeld in artikelen 63 en 65/3 en uiterlijk hetzij binnen de 15 dagen vanaf de kennisgeving van de gelijkvormigheidsverklaring van het voorstel, hetzij op de dag zelf van de voorafgaande aangifte van behandeling zoals bedoeld in artikel 63 § 4 of artikel 65/3 § 2. De bekendmaking door aanplakking dient te worden gehandhaafd tot de datum van kennisgeving van de slotverklaring. ».

Art. 58. In dezelfde ordonnantie, wordt een artikel 53/1 ingevoegd na artikel 53, luidend :

« Art. 53/1. – Controlecommissie

§ 1. Er wordt een commissie opgericht voor de controle van de prestaties van de bodemverontreinigingsdeskundigen en van de bodemsaneringsaannemers.

§ 2. De commissie heeft als opdracht om, op verzoek van het Instituut, een gemotiveerd en niet-bindend advies te formuleren bij elke klacht van een verplichtinghouder tegen een bodemverontreinigingsdeskundige of tegen een bodemsaneringsaannemer die verband houdt met de toepassing van deze ordonnantie en van het besluit van 15 december 2011 betreffende de erkenning van de bodemverontreinigingsdeskundigen en de registratie van de bodemsaneringsaannemers.

§ 3. De commissie heeft tevens als opdracht om, op verzoek van het Instituut, een gemotiveerd en niet-bindend advies te verstrekken in het kader :

1° van een procedure tot schorsing of intrekking van de erkenning van een bodemverontreinigingsdeskundige als bedoeld in Titel II, Hoofdstuk V van voornoemd besluit van 15 december 2011 ;

2° van een procedure tot schorsing of intrekking van de erkenning van een bodemsaneringsaannemer als bedoeld in Titel III, Hoofdstuk V van voornoemd besluit van 15 december 2011.

§ 4. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de oprichting, de organisatie en de werking van de commissie.

§ 5. De Regering kan bijkomende taken toewijzen aan de commissie in zoverre die taken verband houden met voorliggende ordonnantie. ».

Art. 59. In artikel 55 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 2°, worden de woorden « , als zij het type verontreiniging heeft kunnen vaststellen » geschrapt ;

2° in § 1, 3° worden de woorden « niet werd » geschrapt en wordt de zin aangevuld met de woorden « werd gewijzigd » ;

3° in § 1, 6°, worden de woorden « verklaring van gelijkvormigheid of van niet-gelijkvormigheid van een risicobeheerproject » vervangen door de woorden « beslissing van het Instituut » ; de woorden « artikel 63, § 3, eerste lid » en de woorden « artikel 63, § 3, tweede lid » worden telkens vervangen door de woorden « artikel 63, § 4, derde lid » ;

4° in § 1, 7° wordt het woord « niet-aanvaarding » vervangen door het woord « aanvaarding » ;

5° in § 3 wordt de zin « Wanneer de kennisgevingstermijn ingaat tijdens de periode vanaf 15 juni tot 15 augustus, wordt die termijn overigens verlengd met 45 dagen. » geschrapt ;

6° er wordt een § 3/1 ingevoegd, die als volgt luidt :

« § 3/1. Een dossierrecht waarvan de opbrengst integraal en rechtstreeks aan het Gewestelijk fonds voor bodemsanering wordt gestort, wordt geheven ten laste van elke natuurlijke of rechtspersoon die beroep aantekent bij het Milieucollege. Het bedrag van het dossierrecht wordt vastgelegd op 125 euro. » ;

7° au § 1^{er}, 5°, de la version néerlandaise, le mot « risicobeheerproject » est remplacé par le mot « saneringsvoorstel ».

Art. 60. Dans l'article 56 de la même ordonnance, il est inséré un § 2/1, rédigé comme suit :

« § 2/1. Un droit de dossier dont le produit est versé directement et intégralement au Fonds régional de traitement du sol est levé à charge de toute personne physique ou morale qui exerce un recours auprès du Gouvernement. Le montant du droit de dossier est fixé à 125 euros. ».

Art. 61. Les articles 58 à 61 de la même ordonnance sont abrogés et la sous-section I^{re} de la section III du chapitre IX est renommée « Traitement minime et traitement de durée limitée ».

Art. 62. L'article 62 de la même ordonnance est remplacé par ce qui suit :

« Art. 62 – Traitement minime

§ 1^{er}. Le traitement minime consiste à réaliser un traitement circonscrit d'une pollution de surface minime, mise en évidence par les résultats des analyses de sol réalisées dans le cadre d'une reconnaissance de l'état du sol en cours, en atteignant les normes d'assainissement ou en éliminant l'accroissement de pollution, pour les pollutions à traiter par assainissement, et en ramenant les concentrations de la pollution du sol sous les normes d'intervention pour les pollutions à traiter par gestion du risque.

L'expert chargé de la reconnaissance de l'état du sol doit informer la personne faisant réaliser une reconnaissance du sol des avantages que présente le traitement minime.

Le traitement minime conforme aux conditions des articles 62 et 65 vaut traitement de la pollution du sol, en ce compris l'évaluation finale.

§ 2. La personne faisant réaliser une reconnaissance de l'état du sol en application des articles 13 et 13/1 à 13/3 peut faire réaliser un traitement minime lorsque l'expert chargé de la reconnaissance de l'état du sol conclut au dépassement des normes d'intervention ou d'assainissement et qu'il estime, après délimitation de la pollution, que le traitement de la pollution devrait concerner une zone d'une superficie inférieure à 20 m².

§ 3. Le traitement minime est réalisé de la manière suivante :

1° il est réalisé au cours de la reconnaissance de l'état du sol : postérieurement aux conclusions de l'expert concernant les concentrations de la pollution du sol conformément à l'article 14, § 3, et antérieurement à la notification à l'Institut de la reconnaissance de l'état du sol, conformément à l'article 15, § 2 ;

2° il est réalisé par un entrepreneur en assainissement, sous la supervision d'un expert en pollution du sol, selon les codes de bonnes pratiques ;

3° il consiste exclusivement en des opérations d'excavation de sol et de remblai sans modification du relief initial, avec évacuation immédiate des déchets et sans rejet liquide ou gazeux sur ou à proximité du terrain traité ;

4° il atteint les normes d'assainissement ou élimine l'accroissement de pollution pour les pollutions à traiter par assainissement ou ramène les concentrations sous les normes d'intervention pour les pollutions à traiter par gestion du risque. La détermination de la réalisation d'un traitement de la pollution par assainissement ou par gestion du risque se fait par analogie aux articles 20 à 22 ;

5° il est réalisé selon les conditions complémentaires que le Gouvernement peut arrêter pour protéger l'environnement et les personnes concernées par un tel traitement.

Le traitement minime est réalisé à charge de la personne tenue de réaliser la reconnaissance de l'état du sol. ».

Art. 63. L'article 63 de la même ordonnance est remplacé par ce qui suit :

« Art. 63 – Traitement de durée limitée

§ 1^{er}. Le traitement de durée limitée consiste à réaliser un traitement d'une durée limitée d'une pollution mise en évidence par l'expert en pollution du sol, par gestion du risque ou par assainissement.

7° in § 1, 5°, van de Nederlandstalige versie wordt het woord « risicobeheerproject » vervangen door het woord « saneringsvoorstel ».

Art. 60. In artikel 56 van dezelfde ordonnantie, wordt een § 2/1 ingevoegd, die als volgt luidt :

« § 2/1. Een dossierrecht waarvan de opbrengst integraal en rechtstreeks aan het Gewestelijk fonds voor bodemsanering wordt gestort, wordt geheven ten laste van elke natuurlijke of rechtspersoon die beroep aantekent bij de Regering. Het bedrag van het dossierrecht wordt vastgelegd op 125 euro. »

Art. 61. De artikelen 58 tot en met 61 van dezelfde ordonnantie, worden opgeheven en onderafdeling I van afdeling III van hoofdstuk IX wordt als volgt hernoemd : « Minieme behandeling en behandeling van beperkte duur ».

Art. 62. Artikel 62 van dezelfde ordonnantie, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 62 – Minieme behandeling

§ 1. De minieme behandeling bestaat uit de uitvoering van een afgebakende behandeling van een verontreiniging over een minieme oppervlakte die aan het licht wordt gebracht door de resultaten van de bodemonderzoeken die worden uitgevoerd in het kader van een lopend verkennend bodemonderzoek, door te voldoen aan de saneringsnormen of de toename van de verontreiniging uit te sluiten, voor de door middel van een sanering te behandelen verontreinigingen, en door de concentraties van de bodemverontreiniging onder de interventienormen te brengen voor de door middel van risicobeheer te behandelen verontreinigingen.

De deskundige die belast is met het verkennend bodemonderzoek moet de persoon die een verkennend bodemonderzoek laat uitvoeren, informeren over de voordelen van de minieme behandeling.

De minieme behandeling die voldoet aan de voorwaarden van de artikelen 62 en 65, geldt als behandeling van de bodemverontreiniging, met inbegrip van de eindbeoordeling.

§ 2. De persoon die een verkennend bodemonderzoek laat uitvoeren met toepassing van de artikelen 13 en 13/1 tot 13/3 kan een minieme behandeling laten uitvoeren indien de deskundige die belast is met het verkennend bodemonderzoek concludeert dat er sprake is van een overschrijding van de interventie- of saneringsnormen en hij, na de afbakening van de verontreiniging, van mening is dat de behandeling van de verontreiniging betrekking zou moeten hebben op een zone met een oppervlakte van minder dan 20 m².

§ 3. De minieme behandeling wordt als volgt uitgevoerd :

1° ze wordt uitgevoerd tijdens het verkennend bodemonderzoek : in aansluiting op de conclusies van de deskundige betreffende de concentraties van verontreinigende stoffen in de bodem, overeenkomstig artikel 14, § 3, en vóór de kennisgeving van het verkennend bodemonderzoek aan het Instituut, overeenkomstig artikel 15, § 2 ;

2° ze wordt uitgevoerd door een bodemsaneringsaannemer, onder het toezicht van de bodemverontreinigingsdeskundige en volgens de codes van goede praktijk ;

3° ze bestaat uitsluitend uit grondafgravingen en aanaardingens zonder wijziging van het oorspronkelijke reliëf, met onmiddellijke verwijdering van de afvalstoffen en zonder lozing van vloeistoffen of gassen op of in de omgeving van het behandelde terrein ;

4° ze voldoet aan de saneringsnormen en sluit de toename van de verontreiniging uit voor de door middel van een sanering te behandelen verontreinigingen of brengt de concentraties terug onder de interventienormen voor de door middel van risicobeheer te behandelen verontreinigingen. Het bepalen van de uitvoering van een behandeling van de verontreiniging door sanering of door risicobeheer gebeurt naar analogie met de artikelen 20 tot en met 22 ;

5° ze wordt uitgevoerd volgens complementaire voorwaarden die de Regering mag bepalen ter bescherming van het milieu en de personen die bij een dergelijke behandeling betrokken zijn.

De minieme behandeling wordt uitgevoerd ten laste van de persoon die het verkennend bodemonderzoek moet uitvoeren. ».

Art. 63. Artikel 63 van dezelfde ordonnantie, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 63 – Behandeling van beperkte duur

§ 1. De behandeling van beperkte duur bestaat in de uitvoering van een behandeling, over een beperkte looptijd, van een verontreiniging die aan het licht wordt gebracht door een bodemverontreinigingsdeskundige, door middel van risicobeheer of een sanering.

L'expert en pollution du sol doit informer le titulaire des obligations des avantages que présente le traitement de durée limitée.

Le traitement de durée limitée conforme aux conditions des articles 63 et 65 vaut traitement de la pollution du sol. Dans le cas visé au § 2, 1°, a), le traitement de durée limitée conforme aux conditions des articles 63 et 65 vaut reconnaissance de l'état du sol pour la partie de la ou des parcelles concernées couvertes par le traitement de durée limitée.

§ 2. Le traitement de durée limitée peut être réalisé dans les cas répondant aux conditions cumulatives suivantes :

1° il est réalisé à la demande d'une des personnes suivantes :

a) la personne tenue de faire réaliser une reconnaissance de l'état du sol, en application des articles 13, §§ 6 et 7, ou 49, § 4 ;

b) la personne tenue de faire réaliser un projet de gestion du risque ou un projet d'assainissement ;

c) le titulaire d'un permis d'urbanisme à mettre en œuvre ;

2° lorsque les normes d'intervention ou d'assainissement sont dépassées et le délai d'exécution des travaux et d'évaluation finale du traitement est inférieur ou égal à 180 jours, selon l'expert en pollution du sol ;

3° pour autant que les circonstances suivantes soient rencontrées, selon le cas :

a) dans le cas visé au § 2, 1°, a), lorsque l'expert en pollution du sol conclut que le traitement de durée limitée consistera en un assainissement si le traitement de durée limitée est exécuté dans le cadre d'une reconnaissance de l'état du sol en exécution de l'article 13, § 7 et, dans tous les cas, que le traitement de durée limitée sera suffisant pour que les actes ou travaux en cours n'entravent pas le traitement ultérieur de la partie non concernée par le traitement de durée limitée et devant encore faire l'objet d'une reconnaissance de l'état du sol ;

b) dans le cas visé au § 2, 1°, b), lorsque l'expert en pollution du sol conclut que les objectifs du traitement de durée limitée sont identiques à ceux du projet de gestion du risque ou d'assainissement auquel il est dérogé ;

c) dans le cas visé au § 2, 1°, c), lorsque la parcelle qui fera l'objet du traitement de durée limitée est le terrain concerné par le permis et lorsqu'elle est en catégorie 3, éventuellement combinée à 0, à l'inventaire de l'état du sol ;

4° dans le respect des conditions prévues aux §§ 3 et suivants.

§ 3. En cas d'aménagement hors sol à caractère permanent, celui-ci doit être autorisé en application du Cobat, préalablement au traitement de durée limitée. Si le traitement de durée limitée a lieu au droit d'un patrimoine immobilier protégé en Région de Bruxelles-Capitale, il doit également être autorisé préalablement en application du CoBAT.

§ 4. Les personnes souhaitant bénéficier d'un traitement de durée limitée font une déclaration préalable à l'Institut avant le démarrage du traitement de durée limitée, et dans le délai suivant :

1° dans le cas visé au § 2, 1°, a), au cours de la reconnaissance de l'état du sol : postérieurement aux conclusions de l'expert concernant les concentrations de la pollution du sol conformément à l'article 14, § 3 et au plus tard à l'échéance du délai dans lequel la reconnaissance de l'état du sol aurait dû être notifiée à l'Institut conformément à l'article 15, § 2 ;

2° dans le cas visé au § 2, 1°, b), postérieurement aux conclusions de l'expert concernant le type de traitement de la pollution du sol et au plus tard à l'échéance du délai dans lequel le projet de gestion du risque ou le projet d'assainissement aurait dû être notifié à l'Institut.

La déclaration se fait au moyen d'un formulaire envoyé à l'Institut par envoi recommandé ou par voie électronique. Le Gouvernement fixe le modèle et le contenu de ce formulaire, dans lequel est au moins exposée la démonstration de la réunion des conditions d'application visées au § 2, 1° à 3°.

De bodemverontreinigingsdeskundige moet de houder van verplichtingen informeren over de voordelen van de behandeling van beperkte duur.

De behandeling van beperkte duur die voldoet aan de voorwaarden van de artikelen 63 en 65, geldt als behandeling van de bodemverontreiniging. In het geval zoals voorzien in § 2, 1°, a) geldt de behandeling van beperkte duur die overeenstemt met de voorwaarden van de artikelen 63 en 65 als verkennend bodemonderzoek voor het betrokken perceel of de betrokken percelen die het voorwerp uitmaken van een behandeling van beperkte duur.

§ 2. De behandeling van beperkte duur kan worden uitgevoerd in de gevallen die voldoen aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° ze wordt uitgevoerd op vraag van een van de volgende personen :

a) de persoon die een verkennend bodemonderzoek moet laten uitvoeren, met toepassing van de artikelen 13, § 6 en § 7, of 49, § 4 ;

b) de persoon die een risicobeheersvoorstel of een saneringsvoorstel moet laten uitvoeren ;

c) de houder van een uit te voeren stedenbouwkundige vergunning ;

2° indien de interventie- of saneringsnormen worden overschreden en de uitvoeringstermijn van de werken en de eindbeoordeling van de behandeling lager is dan of gelijk is aan 180 dagen, volgens de bodemverontreinigingsdeskundige ;

3° voor zover is voldaan aan de volgende voorwaarden, naargelang het geval :

a) in het geval bedoeld in § 2, 1°, a), indien de bodemverontreinigingsdeskundige concludeert dat de behandeling van beperkte duur zal bestaan in een sanering als de behandeling van beperkte duur wordt uitgevoerd in het kader van een verkennend bodemonderzoek op grond van artikel 13, § 7 en, in elk geval, indien de behandeling van beperkte duur zal volstaan opdat de lopende handelingen en werken de latere behandeling van het deel niet belemmeren waarop de behandeling van beperkte duur geen betrekking heeft en dat nog het voorwerp moet uitmaken van een verkennend bodemonderzoek ;

b) in het geval bedoeld in § 2, 1°, b), indien de bodemverontreinigingsdeskundige concludeert dat de doelstellingen van de behandeling van beperkte duur identiek zijn aan degene van het risicobeheers- of saneringsvoorstel waarvan wordt afgeweken ;

c) in het geval bedoeld in § 2, 1°, c), indien het perceel dat het voorwerp zal uitmaken van de behandeling van beperkte duur, het terrein is waarop de vergunning betrekking heeft, en indien het in de inventaris van de bodemtoestand is opgenomen in categorie 3, eventueel gecombineerd met 0 ;

4° met inachtneming van de voorwaarden die zijn opgenomen in de §§ 3 en volgende.

§ 3. In het geval van een bovengrondse inrichting met permanent karakter moet deze laatste vóór de behandeling van beperkte duur worden toegestaan op grond van het BWRO. Heeft de behandeling van beperkte duur betrekking op gevrijwaard erfgoed in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dan moet ze ook van tevoren worden toegestaan met toepassing van het BWRO.

§ 4. De personen die gebruik wensen te maken van een behandeling van beperkte duur, bezorgen een voorafgaande aangifte aan het Instituut vóór de behandeling van beperkte duur en binnen de volgende termijn :

1° in het geval bedoeld in § 2, 1°, a), tijdens het verkennend bodemonderzoek : in aansluiting op de conclusies van de deskundige betreffende de concentraties van verontreinigende stoffen in de bodem, overeenkomstig artikel 14, § 3 en uiterlijk op de vervalddag van de termijn waarbinnen het verkennend bodemonderzoek aan het Instituut zou moeten meegedeeld zijn, overeenkomstig artikel 15, § 2 ;

2° in het geval bedoeld in § 2, 1°, b), in aansluiting op de conclusies van de deskundige betreffende het type van behandeling van de verontreiniging in de bodem en uiterlijk op de vervalddag van de termijn waarbinnen het risicobeheersvoorstel of het saneringsvoorstel aan het Instituut zou moeten meegedeeld zijn.

De aangifte gebeurt aan de hand van een formulier dat per aangetekend schrijven of via elektronische weg naar het Instituut wordt gestuurd. De Regering legt het model en de inhoud van dit formulier vast, waarin ten minste het bewijs wordt uiteengezet dat is voldaan aan de toepassingsvoorwaarden bedoeld in § 2, 1° tot 3°.

L'Institut dispose de 10 jours à dater de la réception de la déclaration préalable pour envoyer par courrier recommandé ou par voie électronique, le cas échéant :

- soit une décision indiquant que la déclaration est incomplète et invitant le déclarant à la compléter, auquel cas la procédure prévue au présent paragraphe recommence ;
- soit une décision s'opposant au traitement de durée limitée pour non respect des §§ 2 à 4 ;
- soit une décision imposant des conditions complémentaires à l'exécution du traitement de durée limitée, par envoi recommandé à la poste, ou par voie électronique au déclarant.

§ 5. Le traitement de durée limitée est réalisé de la manière suivante :

1° il peut démarrer dès réception de la décision éventuelle de l'Institut imposant des conditions au déclarant ou dès le lendemain de l'expiration du délai dont dispose l'Institut pour envoyer une des décisions prévues au § 4, alinéa 3, si aucune décision ne lui est parvenue ;

2° il est réalisé par un entrepreneur en assainissement, sous la supervision d'un expert en pollution du sol, selon les codes de bonnes pratiques ;

3° il ramène les concentrations sous les valeurs de risque pour les pollutions à traiter par gestion du risque et il atteint les normes d'assainissement ou élimine l'accroissement de pollution s'il s'agit d'un traitement par assainissement ;

4° le traitement est suffisant pour que les actes ou travaux en cours n'entravent pas le traitement ultérieur de la partie non concernée par le traitement de durée limitée et devant encore faire l'objet d'une reconnaissance de l'état du sol et, avant la fin du traitement de durée limitée, l'expert chargé de superviser les travaux délimite et précise le type de pollution au moins sur la zone où des actes et travaux en cours peuvent entraver un traitement ultérieur ;

5° il est réalisé selon les conditions complémentaires que le Gouvernement peut arrêter pour protéger l'environnement et les personnes concernées par un tel traitement.

Le traitement de durée limitée est réalisé à charge de la personne pouvant bénéficier du traitement de durée limitée. ».

Art. 64. L'article 64 de la même ordonnance est remplacé par ce qui suit :

« Art. 64 – Dispense

Le traitement minime ou de durée limitée peut avoir lieu sans la déclaration environnementale, le permis d'environnement ou l'autorisation requise en exécution de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines éventuellement requis pour les actes et travaux qu'il comprend. ».

Art. 65. L'article 65 de la même ordonnance est remplacé par ce qui suit :

« Art. 65 – évaluation finale et déclaration finale

§ 1^{er}. A l'issue de l'exécution du traitement minime, la reconnaissance de l'état du sol contient une indication du dépassement des normes d'intervention ou d'assainissement antérieur au traitement minime, une indication du dépassement des normes d'intervention ou d'assainissement postérieur au traitement minime, et contient la description du traitement minime.

§ 2. A l'issue de l'exécution du traitement de durée limitée, une évaluation finale est effectuée par un expert en pollution du sol à charge de la personne tenue de l'exécuter.

Elle est notifiée à l'Institut, par lettre recommandée ou par voie électronique, dans les 180 jours de la déclaration préalable du traitement de durée limitée.

Cette évaluation finale comprend au moins les éléments suivants :

- 1° une description détaillée du traitement mis en œuvre ;
- 2° les résultats obtenus en termes d'exposition des personnes et de l'environnement ;
- 3° la nature et la durée des mesures de suivi éventuelles à mettre en œuvre ;

Na ontvangst van de voorafgaande aangifte heeft het Instituut 10 dagen de tijd om per aangetekend schrijven of via elektronische weg, desgevallend, het volgende te sturen :

- ofwel een beslissing waaruit blijkt dat de aangifte onvolledig is en waarin de aangever wordt verzocht om ze te vervolledigen, in welk geval de in deze paragraaf vermelde procedure wordt hervat ;
- ofwel een beslissing die zich verzet tegen de behandeling van beperkte duur wegens niet-naleving van de §§ 2 tot 4 ;
- ofwel een beslissing die per aangetekend schrijven of via elektronische weg wordt verstuurd en aan de aangever aanvullende voorwaarden oplegt bij de uitvoering van de behandeling van beperkte duur.

§ 5. De behandeling van beperkte duur wordt als volgt uitgevoerd :

1° ze kan worden aangevat na ontvangst van de eventuele beslissing van het Instituut tot het opleggen van voorwaarden aan de aangever of vanaf de dag na het verstrijken van de termijn waarover het Instituut beschikt om een van de in § 4, derde lid, opgenomen beslissingen te versturen, als de aangever geen enkele beslissing heeft ontvangen ;

2° ze wordt uitgevoerd door een bodemsaneringsaannemer, onder het toezicht van de bodemverontreinigingsdeskundige en volgens de codes van goede praktijk ;

3° ze brengt de concentraties terug onder de risicowaarden voor de door middel van risicobeheer te behandelen verontreinigingen en voldoet aan de saneringsnormen of sluit de toename van de verontreiniging uit bij een behandeling door middel van een sanering ;

4° de behandeling volstaat opdat de lopende handelingen of werken de latere behandeling van het deel niet belemmeren waarop de behandeling van beperkte duur geen betrekking heeft en dat nog het voorwerp moet uitmaken van een verkennend bodemonderzoek, en vóór het einde van de behandeling van beperkte duur bakent de expert belast met het toezicht op de werken het type van verontreiniging af ten minste voor de zone waar de lopende handelingen en werken een latere behandeling kunnen belemmeren en verduidelijkt het ;

5° ze wordt uitgevoerd volgens complementaire voorwaarden die de Regering mag bepalen ter bescherming van het milieu en de personen die bij een dergelijke behandeling betrokken zijn.

De behandeling van beperkte duur wordt uitgevoerd ten laste van de persoon die gebruik kan maken van de behandeling van beperkte duur. ».

Art. 64. Artikel 64 van dezelfde ordonnantie, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 64 – Vrijstelling

De minieme behandeling of behandeling van beperkte duur kan plaatsvinden zonder de milieuaangifte, de milieuvergunning of de krachtens de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het grondwater vereiste vergunning die eventueel vereist zijn voor de handelingen of werken die ze omvat. ».

Art. 65. Artikel 65 van dezelfde ordonnantie, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 65 – Eindbeoordeling en slotverklaring

§ 1. Na afloop van de uitvoering van de minieme behandeling bevat het verkennend bodemonderzoek een vermelding van de overschrijding van de interventie- of saneringsnormen voorafgaand aan de minieme behandeling, een vermelding van de overschrijding van de interventie- en saneringsnormen na de minieme behandeling, en omvat het een beschrijving van de minieme behandeling.

§ 2. Na afloop van de behandeling van beperkte duur voert een bodemverontreinigingsdeskundige een eindbeoordeling uit ten laste van de persoon die ze moet uitvoeren.

De eindbeoordeling wordt per aangetekend schrijven of via elektronische weg aan het Instituut meegedeeld binnen een periode van 180 dagen na de kennisgeving van de voorafgaande aangifte van de behandeling van beperkte duur.

Deze eindbeoordeling omvat ten minste de volgende elementen :

- 1° een gedetailleerde beschrijving van de uitgevoerde behandeling ;
- 2° de verkregen resultaten in termen van blootstelling van personen of het milieu ;
- 3° de aard en de duur van de eventueel te nemen follow-upmaatregelen ;

4° en cas de traitement de durée limitée réalisé en application de l'article 63, § 2, 1°, a), une reconnaissance de l'état du sol pour la partie de la ou des parcelles concernées non couvertes par le traitement de durée limitée.

Le Gouvernement arrête le contenu type de l'évaluation finale.

§ 3. En l'absence de notification de l'évaluation finale dans le délai prévu au § 2, l'Institut peut imposer les mesures suivantes :

1° en cas de traitement de durée limitée réalisé en application de l'article 63, § 2, 1°, a), la réalisation d'une reconnaissance de l'état du sol pour la ou les parcelles concernées couvertes par le traitement de durée limitée ;

2° en cas de traitement de durée limitée réalisé en application de l'article 63, § 2, b) ou c), la réalisation d'un projet de gestion du risque ou d'un projet d'assainissement.

La reconnaissance de l'état du sol ou le projet de gestion du risque ou le projet d'assainissement sont à notifier à l'Institut dans un délai raisonnable que l'Institut fixe.

§ 4. Dans les 30 jours à dater de la réception de l'évaluation finale d'un traitement de durée limitée, l'Institut notifie, sur la base de celle-ci et de la déclaration préalable conformément à l'article 63, par lettre recommandée ou par voie électronique :

– soit, à la personne ayant fait réaliser le traitement de durée limitée, au titulaire de droits réels et à l'exploitant actuel, une déclaration finale attestant de la réalisation de l'obligation de traitement de la pollution du sol en exécution de la présente ordonnance ;

– soit, à la personne ayant fait réaliser le traitement de durée limitée, une demande de réaliser une étude détaillée à charge de la personne visée aux articles 20 à 22, à lui notifier dans un délai raisonnable qu'il fixe ;

– soit, à la personne ayant fait réaliser le traitement de durée limitée, une demande de compléments à l'évaluation finale à lui notifier par lettre recommandée ou par voie électronique, dans un délai raisonnable qu'il fixe. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception des compléments pour notifier une déclaration finale ou non.

De commun accord entre l'Institut et la personne ayant fait réaliser le traitement de durée limitée, les délais de 30 jours visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être étendus à 60 jours.

En l'absence de notification par l'Institut dans ces délais visés au présent paragraphe, les conclusions formulées par l'expert en pollution du sol sont réputées approuvées et l'évaluation finale est réputée conforme.

§ 5. Le Gouvernement peut fixer le contenu type de la déclaration finale.

§ 6. Lorsqu'une parcelle est inscrite en catégorie 2 à l'inventaire de l'état du sol suite à une évaluation finale, celle-ci reste valide aussi longtemps que les éléments pris en compte pour déterminer la classe de sensibilité, et en conséquence les normes d'intervention, conformément à l'article 3, 10° et 12°, ne sont pas modifiés. En cas de délivrance, postérieure à l'évaluation finale, d'un certificat, permis d'urbanisme ou permis de lotir relatif à cette parcelle, qui en modifie la classe de sensibilité de telle manière que les normes d'intervention deviennent plus strictes, conformément à l'article 3, 10° et 12°, une actualisation de l'évaluation finale doit être réalisée avant les actes et travaux couverts par ces certificats, permis d'urbanisme ou permis de lotir, à charge du demandeur du certificat ou permis. ».

Art. 66. Dans le chapitre IX, section III, de la même ordonnance, il est inséré une section I/1 intitulée « citerne à gasoil ».

Art. 67. Dans la même ordonnance, il est inséré un article 65/1 rédigé comme suit :

« Art. 65/1 – Champ d'application

Les dispositions de la présente sous-section sont exclusivement d'application aux pollutions du sol pour lesquelles une demande d'intervention a été formulée au Fonds gasoil et a été déclarée recevable et complète dans le cadre du titre III de l'Accord de coopération « citernes à gasoil ». ».

Art. 68. Dans la même ordonnance, il est inséré un article 65/2 rédigé comme suit :

« Art. 65/2 – étude de sol relative à une citerne à gasoil

4° in geval van een behandeling van beperkte duur uitgevoerd met toepassing van artikel 63, § 2, 1°, a), een verkennend bodemonderzoek voor het betrokken perceel of de betrokken percelen die niet het voorwerp uitmaken van de behandeling van beperkte duur.

De Regering bepaalt de type-inhoud van de eindbeoordeling.

§ 3. Bij ontstentenis van de kennisgeving van de eindbeoordeling binnen de in § 2 vastgelegde termijn kan het Instituut de volgende maatregelen opleggen :

1° in geval van een behandeling van beperkte duur uitgevoerd met toepassing van artikel 63, § 2, 1°, a), de uitvoering van een verkennend bodemonderzoek voor het betrokken perceel of de betrokken percelen die het voorwerp uitmaken van de behandeling van beperkte duur ;

2° in geval van een behandeling van beperkte duur uitgevoerd met toepassing van artikel 63, § 2, b) of c), de uitvoering van een risicobeheersvoorstel of een saneringsvoorstel.

Het verkennend bodemonderzoek, het risicobeheersvoorstel of het saneringsvoorstel moeten aan het Instituut worden meegedeeld binnen een door het Instituut vastgelegde redelijke termijn.

§ 4. Binnen 30 dagen na ontvangst van de eindbeoordeling van een behandeling van beperkte duur deelt het Instituut op basis van deze eindbeoordeling en de voorafgaande aangifte, overeenkomstig artikel 63, per aangetekend schrijven of via elektronische weg mee :

– ofwel, aan de persoon die de behandeling van beperkte duur heeft laten uitvoeren, de houder van zakelijke rechten en de huidige exploitant, een slotverklaring waarin wordt bevestigd dat aan de verplichting inzake behandeling van de bodemverontreiniging in uitvoering van deze ordonnantie is voldaan ;

– ofwel, aan de persoon die de behandeling van beperkte duur heeft laten uitvoeren, een verzoek om een gedetailleerd onderzoek uit te voeren ten laste van de persoon bedoeld in de artikelen 20 tot 22, dat aan het Instituut meegedeeld moet worden binnen een door het Instituut vastgelegde redelijke termijn ;

– ofwel, aan de persoon die de beperkte behandeling heeft laten uitvoeren, een verzoek om aanvullingen aan de eindbeoordeling, die aan het Instituut meegedeeld moet worden per aangetekend schrijven of via elektronische weg binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn. Na ontvangst van de aanvullingen heeft het Instituut 30 dagen de tijd om al dan niet een slotverklaring mee te delen.

In onderlinge overeenstemming tussen het Instituut en de persoon die de behandeling van beperkte duur heeft laten uitvoeren, kunnen de termijnen van 30 dagen bedoeld in het eerste lid verlengd worden tot 60 dagen.

Bij ontstentenis van een kennisgeving van het Instituut binnen de in deze paragraaf vastgelegde termijnen worden de conclusies van de bodemverontreinigingsdeskundige geacht te zijn goedgekeurd en wordt de eindbeoordeling als gelijkvormig beschouwd.

§ 5. De Regering kan de type-inhoud van de slotverklaring bepalen.

§ 6. Indien een perceel in de inventaris van de bodemtoestand wordt opgenomen in categorie 2 naar aanleiding van een eindbeoordeling, blijft dit geldig zolang de elementen die in aanmerking worden genomen om de kwetsbaarheidszone en bijgevolg de interventienormen te bepalen, overeenkomstig artikel 3, 10° en 12°, niet worden gewijzigd. Bij afgifte, na de eindbeoordeling, van een stedenbouwkundig attest, een stedenbouwkundige vergunning of verkavelingsvergunning voor dit perceel die er de kwetsbaarheidszone zodanig van wijzigd dat de interventienormen strikter worden, overeenkomstig artikel 3, 10° en 12°, moet de eindbeoordeling vóór de handelingen en werken die het voorwerp uitmaken van deze stedenbouwkundige attesten, stedenbouwkundige vergunningen of verkavelingsvergunningen, worden geactualiseerd ten laste van de aanvrager van het attest of de vergunning. ».

Art. 66. In hoofdstuk IX, afdeling III van dezelfde ordonnantie, wordt een onderafdeling I/1 ingevoegd, « Gasolietank » genaamd.

Art. 67. In dezelfde ordonnantie, wordt een artikel 65/1 ingevoegd, dat als volgt luidt :

« Art. 65/1 – Toepassingsgebied

De bepalingen van deze onderafdeling zijn uitsluitend van toepassing op bodemverontreinigingen waarvoor een aanvraag tot tussenkomst bij het Gasoliefonds werd gedaan, die ontvankelijk en volledig werd verklaard in het kader van titel III van het Samenwerkingsakkoord « gasolietanks ». ».

Art. 68. In dezelfde ordonnantie, wordt een artikel 65/2 ingevoegd, dat als volgt luidt :

« Art. 65/2 – Gasolietank gerelateerd bodemonderzoek

§ 1^{er}. Après que le Fonds gasoil a déclaré recevable et complète une demande d'intervention, une étude de sol relative à une citerne à gasoil sur le terrain concerné par la citerne à gasoil est réalisée à charge du Fonds gasoil.

L'étude de sol relative à une citerne à gasoil est réalisée conformément au contenu type arrêté par le Gouvernement. En l'absence d'un tel contenu type, l'étude de sol relative à une citerne à gasoil est réalisée selon les codes de bonnes pratiques.

L'étude de sol relative à une citerne à gasoil met en évidence une éventuelle pollution du sol sur la base d'un prélèvement limité d'échantillons et estime, le cas échéant, l'étendue et la nature de la pollution du sol.

§ 2. Lorsque les normes d'intervention sont dépassées ou lorsqu'il y a un accroissement de pollution et que le délai d'exécution des travaux et d'évaluation finale du traitement est inférieur ou égal à 180 jours selon l'expert en pollution du sol, l'étude de sol relative à une citerne à gasoil contient également le mode et le délai d'exécution de l'assainissement ou de la gestion du risque en tenant compte des meilleures techniques disponibles, la procédure qui permet de mesurer les résultats obtenus en termes d'exposition des personnes et de l'environnement, les objectifs, les mesures d'assainissement ou de gestion du risque de la pollution du sol et leurs délais d'exécution.

La détermination de la réalisation d'un traitement de la pollution par assainissement ou par gestion du risque se fait par analogie aux articles 20 à 22.

§ 3. Lorsque les normes d'intervention sont dépassées ou lorsqu'il y a un accroissement de pollution et que le délai d'exécution des travaux et d'évaluation finale du traitement est supérieur à 180 jours selon l'expert en pollution du sol, l'étude de sol relative à une citerne à gasoil est transmise à l'Institut en même temps que le projet d'assainissement ou le projet de gestion du risque réalisé conformément à l'article 65/3, § 1^{er}.

§ 4. Lorsque les normes d'intervention ne sont pas dépassées et qu'il s'agit d'une citerne à gasoil de plus de 10.000 litres, le Fonds gasoil transmet, par voie électronique, une copie de l'étude de sol relative à une citerne à gasoil à l'Institut aux fins d'actualisation des informations détaillées de l'inventaire de l'état du sol.

§ 5. Dans un délai de 60 jours à dater de la réception de l'étude de sol relative à une citerne à gasoil, le Fonds gasoil se prononce sur l'application des §§ 2, 3 ou 4 à la pollution du sol pour laquelle la demande d'intervention a été formulée et le notifie au demandeur de l'intervention. ».

Art. 69. Dans la même ordonnance, il est inséré un article 65/3 rédigé comme suit :

« Art. 65/3 – Traitement

§ 1^{er}. Dans le cas visé à l'article 65/2, § 3, le projet d'assainissement ou le projet de gestion du risque est réalisé par analogie aux articles 33 à 48. La détermination de la réalisation d'un traitement de la pollution par assainissement ou par gestion du risque se fait par analogie aux articles 20 à 22.

§ 2. Dans le cas visé à l'article 65/2, § 2, le Fonds gasoil fait une déclaration préalable à l'Institut avant le démarrage du traitement.

La déclaration se fait au moyen d'un formulaire envoyé par recommandé ou envoi électronique. Le Gouvernement fixe le modèle et le contenu de ce formulaire, dans lequel est au moins exposée la démonstration de la réunion des conditions visées à l'article 65/2, § 2 et au présent paragraphe. Le formulaire est adressé, par envoi recommandé à la poste ou par voie électronique, au siège de l'Institut.

L'Institut dispose de 10 jours à dater de la réception de la déclaration préalable pour envoyer par courrier recommandé ou par voie électronique, le cas échéant :

– soit une décision indiquant que la déclaration est incomplète et invitant le déclarant à la compléter, auquel cas la procédure de déclaration préalable prévue au présent paragraphe recommence ;

– soit une décision s'opposant au traitement pour non respect de l'article 65/2, § 2 et du présent paragraphe ;

– soit une décision imposant des conditions complémentaires à l'exécution du traitement, par envoi recommandé à la poste, ou par voie électronique, au déclarant.

§ 1. Nadat het Gasoliefonds een aanvraag tot tussenkomst volledig en ontvankelijk heeft verklaard, wordt een gasolietank gerelateerd bodemonderzoek uitgevoerd op het betrokken terrein ten laste van het Gasoliefonds.

Het gasolietank gerelateerd bodemonderzoek wordt uitgevoerd overeenkomstig de door de Regering vastgelegde type-inhoud. Bij het ontbreken van een dergelijke type-inhoud wordt het gasolietank gerelateerd bodemonderzoek uitgevoerd volgens de codes van goede praktijk.

Het gasolietank gerelateerd bodemonderzoek brengt een eventuele bodemverontreiniging aan het licht op basis van een beperkte monster-neming en beoordeelt desgevallend de omvang en de aard van de bodemverontreiniging.

§ 2. Indien de interventienormen worden overschreden of er een toename van de verontreiniging is en de uitvoeringstermijn van de werken en de eindbeoordeling van de behandeling volgens de bodemverontreinigingsdeskundige lager is dan of gelijk is aan 180 dagen, omvat het gasolietank gerelateerd bodemonderzoek eveneens de uitvoeringswijze en -termijn van de sanering of het risicobeheer, rekening houdend met de beste beschikbare technieken, de procedure om de geboekte resultaten inzake blootstelling van personen en het milieu te meten, de doelstellingen, de sanerings- of risicobeheersmaatregelen betreffende de bodemverontreiniging en de uitvoeringstermijnen ervan.

Het bepalen van de uitvoering van een behandeling van de verontreiniging door sanering of door risicobeheer gebeurt naar analogie met artikelen 20 tot en met 22.

§ 3. Indien de interventienormen worden overschreden of er een toename van de verontreiniging is en de uitvoeringstermijn van de werken en de eindbeoordeling van de behandeling volgens de bodemverontreinigingsdeskundige hoger is dan 180 dagen, wordt het gasolietank gerelateerd bodemonderzoek samen met het overeenkomstig artikel 65/3, § 1 opgesteld saneringsvoorstel of risicobeheersvoorstel aan het Instituut overgemaakt.

§ 4. Indien de interventienormen niet worden overschreden en het gaat om een gasolietank van meer dan 10.000 liter, maakt het Gasoliefonds aan het Instituut, via elektronische weg, een kopie over van het gasolietank gerelateerd bodemonderzoek om de gedetailleerde informatie van de inventaris van de bodemtoestand te kunnen actualiseren.

§ 5. Binnen een termijn van 60 dagen na ontvangst van het gasolietank gerelateerd bodemonderzoek spreekt het Gasoliefonds zich uit over de toepassing van de §§ 2, 3 of 4 op de bodemverontreiniging waarvoor het verzoek tot tussenkomst werd geformuleerd en deelt het mee aan de aanvrager van de tussenkomst. ».

Art. 69. In dezelfde ordonnantie, wordt een artikel 65/3 ingevoegd, dat als volgt luidt :

« Art. 65/3 – Behandeling

§ 1. In het geval bedoeld in artikel 65/2, § 3, wordt het saneringsvoorstel of het risicobeheersvoorstel uitgevoerd naar analogie met de artikelen 33 tot 48. Het bepalen van de uitvoering van een behandeling van de verontreiniging door sanering of door risicobeheer gebeurt naar analogie met de artikelen 20 tot en met 22.

§ 2. In het geval bedoeld in artikel 65/2, § 2, doet het Gasoliefonds een voorafgaande aangifte aan het Instituut vóór de aanvang van de behandeling.

De aangifte gebeurt aan de hand van een formulier dat per aangetekend schrijven of via elektronische weg wordt verstuurd. De Regering legt het model en de inhoud van dit formulier vast, waarin ten minste het bewijs wordt uiteengezet dat is voldaan aan de voorwaarden bedoeld in artikel 65/2, § 2 en deze paragraaf. Het formulier wordt per aangetekend schrijven of via elektrische weg naar de zetel van het Instituut gestuurd.

Na ontvangst van de voorafgaande aangifte heeft het Instituut 10 dagen de tijd om per aangetekend schrijven of via elektronische weg, desgevallend, het volgende te sturen :

– ofwel een beslissing waaruit blijkt dat de aangifte onvolledig is en waarin de aangever wordt verzocht om ze te vervolledigen, in welk geval de in deze paragraaf vermelde procedure van de voorafgaande aangifte wordt hervat ;

– ofwel een beslissing die zich verzet tegen de behandeling wegens niet-naleving van artikel 65/2, § 2 en van deze paragraaf ;

– ofwel een beslissing die per aangetekend schrijven of via elektronische weg wordt verstuurd en aan de aangever aanvullende voorwaarden oplegt bij de uitvoering van de behandeling.

§ 3. Le traitement visé au § 2 est réalisé, à charge du Fonds gasoil, de la manière suivante :

1° il peut démarrer dès réception de la décision éventuelle de l'Institut imposant des conditions au déclarant ou dès le lendemain de l'expiration du délai dont dispose l'Institut pour envoyer une des décisions prévues au § 2, alinéa 4, si aucune décision ne lui est parvenue ;

2° il est réalisé par un entrepreneur en assainissement, sous la supervision d'un expert en pollution du sol, selon les codes de bonnes pratiques ;

3° il ramène les concentrations sous les valeurs de risque s'il s'agit d'un traitement par gestion du risque et il atteint les normes d'assainissement ou élimine l'accroissement de pollution s'il s'agit d'un traitement par assainissement ;

4° il est réalisé selon les conditions complémentaires que le Gouvernement peut arrêter pour protéger l'environnement et les personnes concernées par un tel traitement.

Le traitement est réalisé à charge du Fonds gasoil. ».

Art. 70. Dans la même ordonnance, il est inséré un article 65/4 rédigé comme suit :

« Art. 65/4 – Dispense

Le traitement visé à l'article 65/3, § 2, peut avoir lieu sans la déclaration environnementale, le permis d'environnement ou l'autorisation requise en exécution de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines éventuellement requis pour les actes et travaux qu'il comprend. ».

Art. 71. Dans la même ordonnance, il est inséré un article 65/5 rédigé comme suit :

« Art. 65/5 – évaluation finale et déclaration finale

§ 1^{er}. A l'issue de l'assainissement ou de la mise en œuvre de la gestion du risque, une évaluation finale de cet assainissement ou de la mise en œuvre de la gestion du risque est effectuée par un expert en pollution du sol à charge de la personne tenue de l'exécuter ou de la mettre en œuvre.

Elle est notifiée à l'Institut par lettre recommandée ou par voie électronique, dans les 180 jours de la déclaration préalable.

Cette évaluation finale ne porte que sur la zone concernée par les études et le traitement de la pollution du sol relative à la citerne à gasoil. Cette évaluation finale comprend au moins les éléments suivants :

- 1° une description détaillée du traitement mis en œuvre ;
- 2° les résultats obtenus en termes d'exposition des personnes et de l'environnement sur la base de la procédure décrite soit dans l'étude de sol relative à une citerne à gasoil, soit dans le projet d'assainissement ou le projet de gestion du risque déclaré conforme ;
- 3° la nature et la durée des mesures de suivi éventuelles à mettre en œuvre.

Le Gouvernement arrête le contenu type de l'évaluation finale.

§ 2. En l'absence de notification de l'évaluation finale dans le délai prévu au § 1^{er}, l'Institut peut imposer la réalisation d'un projet de gestion du risque ou d'un projet d'assainissement, à lui notifier dans un délai raisonnable qu'il fixe.

§ 3. Dans les 30 jours à dater de la réception de l'évaluation finale, l'Institut notifie, sur la base de celle-ci, de la déclaration préalable et des objectifs mentionnés dans l'étude de sol relative à une citerne à gasoil conformément à l'article 65/2, § 2, par lettre recommandée ou par voie électronique, au demandeur de l'intervention et au Fonds gasoil :

– soit une déclaration finale attestant de la réalisation de l'obligation de traitement de la pollution du sol en exécution de la présente ordonnance ;

– soit une demande de compléments au traitement. Dans ce cas, l'évaluation finale est actualisée après réalisation des compléments demandés, conformément au § 1^{er} ;

– soit une demande de compléments à l'évaluation finale à lui notifier par lettre recommandée ou par voie électronique, dans un délai raisonnable qu'il fixe. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception des compléments pour notifier une déclaration finale ou non, ou pour notifier une nouvelle demande de compléments à l'évaluation finale.

§ 3. De behandeling bedoeld in § 2 wordt als volgt uitgevoerd ten laste van het Gasoliefonds :

1° ze kan worden aangevat na ontvangst van de eventuele beslissing van het Instituut tot het opleggen van voorwaarden aan de aangever of vanaf de dag na het verstrijken van de termijn waarover het Instituut beschikt om een van de in § 2, vierde lid, opgenomen beslissingen te versturen, als de aangever geen enkele beslissing heeft ontvangen ;

2° ze wordt uitgevoerd door een bodemsaneringsaannemer, onder het toezicht van de bodemverontreinigingsdeskundige en volgens de codes van goede praktijk ;

3° ze brengt de concentraties terug onder de risicowaarden voor de door middel van risicobeheer te behandelen verontreinigingen en voldoet aan de saneringsnormen of sluit de toename van de verontreiniging uit bij een behandeling door middel van een sanering ;

4° ze wordt uitgevoerd volgens complementaire voorwaarden die de Regering mag bepalen ter bescherming van het milieu en de personen die bij een dergelijke behandeling betrokken zijn.

De behandeling wordt uitgevoerd ten laste van het Gasoliefonds. ».

Art. 70. In dezelfde ordonnantie, wordt een artikel 65/4 ingevoegd, dat als volgt luidt :

« Art. 64/4 – Vrijstelling

De behandeling bedoeld in artikel 65/3, § 2, kan plaatsvinden zonder de milieuaangifte, de milieuvergunning of de krachtens de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het grondwater vereiste vergunning die eventueel vereist zijn voor de handelingen of werken die ze omvat. ».

Art. 71. In dezelfde ordonnantie, wordt een artikel 65/5 ingevoegd, dat als volgt luidt :

« Art. 65/5 – Eindbeoordeling en slotverklaring

§ 1. Na afloop van de sanering of de uitvoering van het risicobeheer voert een bodemverontreinigingsdeskundige een eindbeoordeling van deze sanering of van de uitvoering van het risicobeheer uit ten laste van de persoon die ze moet uitvoeren of toepassen.

De eindbeoordeling wordt per aangetekend schrijven of via elektronische weg aan het Instituut meegedeeld binnen een periode van 180 dagen na de voorafgaande aangifte.

Deze eindbeoordeling heeft enkel betrekking op de zone die het voorwerp uitmaakt van de studies en de behandeling van de bodemverontreiniging met betrekking tot de gasolietank. Deze eindbeoordeling omvat ten minste de volgende elementen :

- 1° een gedetailleerde beschrijving van de uitgevoerde behandeling ;
- 2° de verkregen resultaten met betrekking tot de blootstelling van personen en het milieu op basis van de procedure beschreven in ofwel aan een gasolietank gerelateerd bodemonderzoek, ofwel het gelijkvormig verklaard saneringsvoorstel of risicobeheersvoorstel ;
- 3° de aard en de duur van de eventueel te nemen follow-upmaatregelen.

De Regering bepaalt de type-inhoud van de eindbeoordeling.

§ 2. Bij ontstentenis van de kennisgeving van de eindbeoordeling binnen de in § 1 vastgelegde termijn, kan het Instituut de uitvoering van een risicobeheersvoorstel of een saneringsvoorstel opleggen, dat aan het Instituut meegedeeld moet worden binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn.

§ 3. Binnen 30 dagen na ontvangst van de eindbeoordeling deelt het Instituut op basis van deze eindbeoordeling, de voorafgaande aangifte en de doelstellingen vermeld et in het gasolietank gerelateerd bodemonderzoek mee, overeenkomstig artikel 65/2, § 2, per aangetekend schrijven of via elektronische weg, aan de aanvrager van de tussenkomst en het Gasoliefonds :

– ofwel een slotverklaring waarin bevestigd wordt dat aan de verplichting inzake behandeling van de bodemverontreiniging ter uitvoering van deze ordonnantie voldaan is ;

– ofwel een verzoek om aanvullingen van de behandeling. In dat geval wordt de eindbeoordeling geactualiseerd na de uitvoering van de gevraagde aanvullingen, in overeenstemming met § 1 ;

– ofwel een verzoek om aanvullingen aan de eindbeoordeling, dat aan het Instituut meegedeeld moet worden per aangetekend schrijven of via elektronische weg binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn. Na ontvangst van de aanvullingen heeft het Instituut 30 dagen de tijd om al dan niet een slotverklaring mee te delen of een nieuw verzoek tot aanvullingen aan de slotverklaring mee te delen.

De commun accord entre l'Institut et la personne ayant fait réaliser le traitement, les délais de 30 jours visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être étendus à 60 jours.

En l'absence de notification par l'Institut dans ces délais visés au présent paragraphe, les conclusions formulées par l'expert en pollution du sol sont réputées approuvées et l'évaluation finale est réputée conforme.

§ 4. Le Gouvernement peut fixer le contenu type de la déclaration finale.

§ 5. Sur la base de l'évaluation finale et de la déclaration finale, l'Institut actualise les informations détaillées de l'inventaire de l'état du sol. ».

Art. 72. Dans l'article 67 de la même ordonnance, les mots « La révision des objectifs d'assainissement peut également être annoncée dans la déclaration préalable visée à l'article 63, § 4 dans le cadre d'un traitement de durée limitée, soit dans la déclaration préalable visée à l'article 65/3 lorsqu'il s'agit d'un traitement par assainissement. » sont insérés en fin d'alinéa 2 du § 1^{er} et en fin d'alinéa 2 du § 2.

Art. 73. Dans l'article 69 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, les mots « après réalisation d'une reconnaissance de l'état du sol ou » sont insérés entre les mots « Lorsqu'il apparaît » et les mots « au cours », les mots « qu'une pollution du sol » sont remplacés par les mots « , qu'une pollution du sol unique ou mélangée » et les mots « , et que le noyau de pollution à partir duquel celle-ci s'est disséminée a été généré par une activité ou un événement ayant eu lieu sur le terrain ou le site concerné » sont supprimés ;

2° l'alinéa 1^{er} du § 2 devient l'alinéa 2 du § 1^{er} ;

3° l'alinéa 2 du § 2, qui devient l'alinéa 1^{er}, est remplacé par les mots suivants : « § 2. Lorsqu'il apparaît après réalisation d'une reconnaissance de l'état du sol ou au cours de la réalisation d'une étude détaillée, qu'une pollution orpheline dépasse les limites de la ou des parcelles délimitant le terrain ou le site sur lequel existe une obligation de traitement de la pollution, le traitement de la pollution, en ce compris l'étude détaillée, est réalisé pour chaque parcelle concernée à charge du titulaire de droits réels sur celle-ci. » ;

4° dans le § 3, les mots « ou dans une catégorie combinée à 0 dans le cas où la parcelle était déjà inscrite dans une autre catégorie que la catégorie 0. » sont ajoutés après les mots « dans la catégorie 0 » ;

5° dans le § 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « l'origine de » sont insérés entre les mots « suspicion que » et les mots « la pollution » ;

b) à l'alinéa 1^{er}, les mots « d'une parcelle résulte d'une dissémination de pollution depuis une autre parcelle » sont remplacés par les mots « se disséminant sur des parcelles voisines se trouve sur un terrain identifié » ;

c) à l'alinéa 1^{er}, les mots « : - soit imposer la réalisation d'une étude détaillée sur la parcelle clairement identifiée comme abritant le noyau de pollution, dans un délai raisonnable qu'il fixe, à charge de la personne ayant généré la pollution ou, à défaut de pouvoir l'identifier, de l'exploitant, si la pollution a été engendrée après le 20 janvier 2005, ou du titulaire de droits réels, si la pollution a été engendrée avant le 20 janvier 2005 ou, si la pollution a été engendrée après le 20 janvier 2005, en absence d'exploitant ; - soit faire réaliser d'office à sa charge une étude détaillée sur la parcelle suspectée abriter le noyau de pollution et la ou les parcelles victimes de la dissémination de pollution » sont remplacés par les mots « faire réaliser d'office à sa charge une reconnaissance de l'état du sol sur ce terrain » ;

d) l'alinéa 3 est abrogé.

In onderlinge overeenstemming tussen het Instituut en de persoon die de behandeling heeft laten uitvoeren, kunnen de termijnen van 30 dagen bedoeld in het eerste lid verlengd worden tot 60 dagen.

Bij ontstentenis van een kennisgeving van het Instituut binnen de in deze paragraaf vastgelegde termijnen worden de conclusies van de bodemverontreinigingsdeskundige geacht te zijn goedgekeurd en wordt de eindbeoordeling als gelijkvormig beschouwd.

§ 4. De Regering kan de type-inhoud van de slotverklaring bepalen.

§ 5. Op basis van de eindbeoordeling en de slotverklaring actualiseert het Instituut de gedetailleerde informatie van de inventaris van de bodemtoestand. ».

Art. 72. In artikel 67 van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « De herziening van de saneringsdoelstellingen kan in het kader van een behandeling van beperkte duur aangekondigd worden in de voorafgaande aangifte bedoeld in artikel 63, § 4, of indien het gaat om een behandeling door middel van een sanering, in de voorafgaande aangifte bedoeld in artikel 65/3. » ingevoegd aan het einde van § 1, tweede lid en aan het einde van § 2, tweede lid.

Art. 73. In artikel 69 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « na de uitvoering van een verkennend bodemonderzoek of » ingevoegd tussen de woorden « Indien » en « tijdens de uitvoering » ; de woorden « dat de bodemverontreiniging » worden vervangen door de woorden « dat de eenmalige of gemengde bodemverontreiniging » en de woorden « en dat de kern van waaruit de verontreiniging zich verspreidt, ontstaan is door een activiteit of een gebeurtenis die plaatsgevonden heeft op het betreffende terrein of de betreffende site, » worden geschrapt ;

2° het eerste lid van § 2 wordt het tweede lid van § 1 ;

3° het tweede lid van § 2, dat het eerste lid wordt, wordt vervangen door de volgende woorden : « § 2. Indien na de uitvoering van een verkennend bodemonderzoek of tijdens de uitvoering van een gedetailleerd onderzoek blijkt dat de weesverontreiniging niet beperkt is tot het perceel of de percelen van het terrein of de site waarvoor er een verplichting om de verontreiniging te behandelen bestaat, wordt de behandeling van de verontreiniging, met inbegrip van het gedetailleerd onderzoek, uitgevoerd voor elk betrokken perceel ten laste van de houder van zakelijke rechten op dit perceel. » ;

4° in § 3 worden de woorden « categorie 0 van de inventaris van de bodemtoestand » vervangen door de woorden « de inventaris van de bodemtoestand, in de categorie 0 of in een categorie gecombineerd met 0 indien het perceel reeds was ingeschreven in een andere categorie dan de categorie 0. » ;

5° in § 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « de oorsprong van » ingevoegd tussen de woorden « een vermoeden bestaat dat » en « de bodemverontreiniging » ;

b) in het eerste lid worden de woorden « van een perceel het gevolg is van de verspreiding van verontreiniging vanaf een ander perceel » vervangen door de woorden « die zich verspreidt op de aangrenzende percelen zich op een geïdentificeerd terrein bevindt » ;

c) in het eerste lid worden de woorden « - ofwel de uitvoering verplicht stellen van een gedetailleerd onderzoek op het perceel dat duidelijk geïdentificeerd is als het perceel dat de kern van de verontreiniging bevat, binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn, ten laste van de persoon die de verontreiniging veroorzaakt heeft, of, indien deze persoon niet geïdentificeerd kan worden, ten laste van de exploitant, indien de verontreiniging veroorzaakt werd na 20 januari 2005, of ten laste van de houder van zakelijke rechten, indien de verontreiniging veroorzaakt werd vóór 20 januari 2005 of, indien de verontreiniging veroorzaakt werd na 20 januari 2005 en bij ontstentenis van een exploitant ; - ofwel ambtshalve te zijnen laste een gedetailleerd onderzoek uitvoeren op het perceel dat vermoedelijk de kern van de verontreiniging bevat en de percelen die te lijden hebben onder de verspreiding van de verontreiniging » vervangen door de woorden « ambtshalve te zijnen laste een verkennend bodemonderzoek uitvoeren op dit terrein » ;

d) het derde lid wordt opgeheven.

Art. 74. Dans l'article 70 de la même ordonnance, reformulé « Traitement public », les modifications suivantes sont apportées :

– l'alinéa 1^{er} du § 3 est remplacé comme suit : « L'Institut peut à tout moment faire réaliser d'office à sa charge une reconnaissance de l'état du sol ou un traitement de la pollution du sol qu'aucune personne distinctement identifiée en vertu de la présente ordonnance n'est tenue de réaliser. » ;

– un § 4 est ajouté, formulé comme suit : « § 4. L'Institut peut déléguer la réalisation du traitement visé au présent article à une autre institution publique bruxelloise. ».

Art. 75. Dans l'article 71 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les mots « maximal » et « et, le cas échéant, des hypothèses les moins favorables financièrement » sont supprimés ;

2° il est inséré un § 1^{er}/1 rédigé comme suit : « § 1^{er}/1. Les titulaires de l'obligation de traitement de la pollution du sol qui souhaitent mettre en œuvre la dérogation visée à l'article 17, § 3 ou céder cette obligation conformément à l'article 23, § 3 proposent à l'Institut par lettre recommandée ou par voie électronique un montant de garantie financière, correspondant au coût maximal estimé de réalisation de l'obligation de traitement de la pollution du sol. Ce montant est calculé et justifié par un expert en pollution du sol en tenant compte de la situation réelle de terrain et, le cas échéant, en posant les hypothèses les moins favorables financièrement. » ;

3° dans le § 2, les mots « de l'Institut » sont remplacés par les mots « du cessionnaire des droits réels », les mots « qu'il » sont remplacés par les mots « que l'Institut » et le § 2 est complété par les mots « , moyennant l'avis favorable de l'Institut. Un cessionnaire qui compte bénéficier de la garantie financière notifie à l'Institut et au titulaire actuel de l'obligation par lettre recommandée ou par voie électronique qu'il souhaite devenir titulaire de l'obligation de traitement. ».

Art. 76. Dans la même ordonnance, l'article 73 reformulé « Fonds, primes et subventions », dont le texte actuel formera le § 1^{er}, est complété par :

1° l'ajout d'un nouvel alinéa au § 1^{er}, rédigé comme suit : « Ces primes couvrent le prix total de la reconnaissance de l'état du sol lorsqu'il est reconnu qu'il n'y a pas de pollution ou qu'il s'agit d'une pollution orpheline. En présence d'une pollution orpheline, ces primes couvrent également le prix total des études et projets subséquents. Le Gouvernement peut, à titre exceptionnel, de fait ou de droit, augmenter les primes pour la gestion du risque ou l'assainissement des pollutions orphelines. Les motifs pour lesquels une aide financière complémentaire pourrait être accordée seront fixés dans un arrêté d'exécution » ;

2° un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. Un fonds régional de traitement des pollutions orphelines du sol peut être créé, dénommé ci-après le Fonds.

Le Fonds a pour mission de rembourser, en tout ou en partie, les frais exposés pour le traitement de cette pollution en exécution de la présente ordonnance par les titulaires d'obligations découlant de l'application de l'ordonnance ou par l'Institut en exécution de l'ordonnance. Chaque intervention du Fonds fait l'objet d'une convention entre le Fonds et le bénéficiaire.

Le Gouvernement peut arrêter notamment la politique de financement, les conditions et les limites d'intervention du Fonds ainsi que préciser la procédure d'intervention. ».

Art. 74. In artikel 70 van dezelfde ordonnantie, hernoemd « Publieke behandeling », worden de volgende wijzigingen aangebracht :

– het eerste lid van § 3 wordt als volgt vervangen : « Het Instituut kan op eender welk ogenblik, ambtshalve en op eigen kosten, laten overgaan tot een verkennend bodemonderzoek of een behandeling van de bodemverontreiniging dat of die geen enkele persoon, afzonderlijk geïdentificeerd krachtens deze ordonnantie, gehouden is uit te voeren. » ;

– een § 4 wordt toegevoegd, die als volgt luidt : « § 4. Het Instituut kan de uitvoering van de behandeling bedoeld in huidig artikel, laten uitvoeren door een andere Brusselse overheidsinstelling. ».

Art. 75. In artikel 71 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « maximale » en « en, in voorkomend geval, de financieel minst gunstig hypotheken » geschrapt ;

2° er wordt een § 1/1 ingevoegd, die als volgt luidt : « § 1/1. De houders van de verplichting inzake behandeling van de bodemverontreiniging die de afwijking bedoeld in artikel 17, § 3 wensen toe te passen of deze verplichting bedoeld in artikel 23, § 3 wensen over te dragen, stellen aan het Instituut per aangetekend schrijven of via elektronische weg een bedrag ter financiële zekerheid voor dat overeenstemt met de maximale geraamde kostprijs voor de uitvoering van de verplichting inzake de behandeling van de bodemverontreiniging. Dat bedrag wordt berekend en verantwoord door een bodemverontreinigingsdeskundige, rekening houdend met de reële situatie van het terrein en, in voorkomend geval, de financieel minst gunstige hypothesen. » ;

3° in § 2 worden de woorden « van het Instituut » vervangen door de woorden « van de overnemer van de zakelijke rechten » ; § 2 wordt aangevuld met de woorden « , mits het gunstig advies van het Instituut. Een overnemer die gebruik wil maken van de financiële garantie, brengt het Instituut en de huidige houder van de verplichting er per aangetekend schrijven of via elektronische weg van op de hoogte dat hij houder van de verplichting inzake behandeling wil worden. ».

Art. 76. In dezelfde ordonnantie, wordt artikel 73, hernoemd « Fonds, premies en subsidies », waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, aangevuld met :

1° de toevoeging van een nieuw lid in § 1, dat als volgt luidt : « Deze premies dekken de totale kostprijs van het verkennend bodemonderzoek indien er geen verontreiniging vastgesteld is of in het geval van een weesverontreiniging. Bij aanwezigheid van een weesverontreiniging dekken deze premies ook de totale kostprijs van de daaropvolgende onderzoeken en voorstellen. De Regering kan, uitzonderlijk, in feite of in rechte, de premies voor risicobeheer of de sanering van weesverontreinigingen verhogen. De redenen waarom een aanvullende financiële steun toegekend zou kunnen worden, worden in een uitvoeringsbesluit vastgelegd ;

2° een § 2, die als volgt luidt :

« § 2. Een gewestelijk fonds voor de behandeling van weesverontreinigingen in de bodem kan opgericht worden, dat hierna « het Fonds » wordt genoemd.

De opdracht van het Fonds is om alle of een deel van de kosten terug te betalen die ter uitvoering van deze ordonnantie voor de behandeling van deze verontreiniging werden gemaakt door de houders van verplichtingen die voortvloeien uit de toepassing van de ordonnantie of door het Instituut met toepassing van de ordonnantie. Elke tussenkomst van het Fonds maakt het voorwerp uit van een overeenkomst tussen het Fonds en de begunstigde.

De Regering kan onder meer het financieringsbeleid, de voorwaarden en de tegemoetkomingsgrenzen van het Fonds bepalen en de tussenkomstprocedure verduidelijken. ».

Art. 77. Dans l'article 75 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° sont insérés, entre les 2e et 3e tirets, le tiret rédigé comme suit : « - celui qui ne respecte pas l'obligation de déclaration d'évènement susceptible d'entraîner une pollution du sol imminente prévue à l'article 4, § 2 » ;

2° les mots « l'article 59 » sont remplacés par les mots « l'article 13/2 » ;

3° les mots « , un projet d'assainissement limité » sont supprimés ;

4° sont insérés entre les 7e et 8e tirets les tirets rédigés comme suit :

« - celui qui ne respecte pas l'obligation de réaliser une gestion du risque ou un assainissement aux conditions de la déclaration de conformité du projet ;

- celui qui ne respecte pas les conditions prévues pour un traitement minime ou un traitement de durée limitée ; »

5° le tiret rédigé comme suit : « - celui qui ne respecte pas l'obligation de mettre en oeuvre des mesures de sécurité ou des mesures de suivi » est complété par les mots

« , en ce compris les restrictions d'usage ».

Art. 78. Dans l'article 76 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « § 1^{er}. La nullité de toute aliénation de droits réels peut être poursuivie devant les cours et tribunaux de l'ordre judiciaire par le cessionnaire, à défaut pour la personne visée à l'article 13, § 1^{er}, d'avoir respecté les obligations qui lui sont imposées en vertu des articles 12, 13, § 1^{er}, et 17.

La nullité de tout acte à caractère familial peut être poursuivie devant les Cours et Tribunaux de l'Ordre judiciaire par le cessionnaire, à défaut pour le cédant d'un droit réel d'avoir respecté les obligations imposées en vertu de l'article 12. ».

2° dans le § 2, les mots « Sans préjudice de l'article 12, § 1^{er}, troisième alinéa, la » sont remplacés par le mot « La », les mots « de la présente disposition » sont supprimés et les mots « les deux conditions suivantes sont remplies : 1° les obligations visées aux articles 12, 13, § 1^{er} et 17, § 1^{er} et 2, ont été exécutées avant la passation de l'acte authentique relatif à l'aliénation de droits réels ; 2° l'acte authentique mentionne expressément la renonciation à la nullité par le cessionnaire » sont remplacés par les mots « le cessionnaire y a renoncé expressément, par mention dans l'acte authentique ».

Art. 79. Dans l'article 77 de la même ordonnance, le mot « actuel » est inséré entre les mots « l'exploitant » et les mots « , et notamment ».

TITRE III. — Modification de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement

Art. 80. Dans l'article 63 § 1^{er}, 6°, de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, la phrase commençant par les mots « Il reste en outre » et finissant par les mots « l'ordonnance précitée » est supprimée.

TITRE IV. — Modification de l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement

Art. 81. Dans l'article 3, § 2, 10e tiret, de l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement, les mots « et veiller au » sont remplacés par les mots « veiller à l'identification et au » et le 9e tiret est complété par les mots « et financer la gestion des sols pollués ».

TITRE V. — Modification de l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires

Art. 82. L'article 2 de l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires est complété d'un 22° formulé comme suit :

« - 22° Le « Fonds régional de traitement des pollutions orphelines du sol ».

Sont affectées au fonds les recettes résultant :

- de l'intervention de la Région de Bruxelles-Capitale dans le budget de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement ;

Art. 77. In artikel 75 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het 2e en het 3e streepje wordt een streepje met de volgende tekst ingevoegd : « - hij die de aangifteplicht van een gebeurtenis die aanleiding kan geven tot een dreigende bodemverontreiniging zoals bedoeld in artikel 4, § 2, niet in acht neemt » ;

2° de woorden « artikel 59 » worden vervangen door de woorden « artikel 13/2 » ;

3° de woorden « of beperkt saneringsvoorstel » worden geschrapt ;

4° tussen het 7e en 8e streepje worden de volgende streepjes ingevoegd :

« - hij die zich niet houdt aan de verplichting een risicobeheer of een sanering uit te voeren overeenkomstig de voorwaarden van de gelijkvormigheidsverklaring van het voorstel ;

- hij die zich niet houdt aan de voorwaarden voor een minieme behandeling of een behandeling van beperkte duur ; »

5° het streepje dat als volgt luidt : « - hij die zich niet houdt aan de verplichting veiligheids- of follow-upmaatregelen te nemen » wordt aangevuld met de woorden

« , met inbegrip van de gebruikbeperkingen ».

Art. 78. In artikel 76 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt als volgt vervangen : « § 1. De overnemer kan de nietigheid van eender welke vervreemding van zakelijke rechten vorderen voor de hoven en rechtbanken van de rechterlijke orde wanneer de persoon zoals bedoeld in artikel 13, § 1, de verplichtingen niet in acht heeft genomen die op hem rusten krachtens de artikelen 12, 13, § 1, en 17.

De overnemer kan de nietigheid van elke akte van familiale aard vorderen voor de hoven en rechtbanken van de rechterlijke orde wanneer de overdrager van een zakelijk recht de verplichtingen niet in acht heeft genomen die op hem rusten krachtens artikel 12. ».

2° in § 2 worden de woorden « Zonder afbreuk te doen aan artikel 12, § 1, derde lid, kan de nietigheid bedoeld in § 1 » worden vervangen door de woorden « De nietigheid bedoeld in § 1 kan » ; de woorden « volgende voorwaarden zijn vervuld : 1° de verplichtingen opgelegd in de artikelen 12, 13, § 1 en 17, § 1 en § 2, werden nagekomen vóór het verlijden van de authentieke akte betreffende de vervreemding ; 2° de overnemer laat zijn verzaking aan de vordering tot nietigverklaring uitdrukkelijk vermelden in voormelde authentieke akte » worden vervangen door de woorden « de overnemer er uitdrukkelijk afstand van heeft gedaan, door het in de authentieke akte te vermelden ».

Art. 79. In artikel 77 van dezelfde ordonnantie, wordt het woord « huidige » ingevoegd voor het woord « exploitant ».

TITEL III. — Wijziging van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen

Art. 80. In artikel 63, § 1, 6°, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen wordt de zin « Zolang hij niet al zijn verplichtingen in overeenstemming met voormelde ordonnantie vervuld heeft, blijft hij houder van de overgedragen milieuvergunning » wordt geschrapt.

TITEL IV. — Wijziging van het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer

Art. 81. In artikel 3, § 2, tiende streepje, van het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer worden de woorden « en zorgen voor » vervangen door de woorden « en zorgen voor de identificatie en » en wordt het tiende streepje aangevuld met de woorden « en het beheer van de verontreinigde bodems financieren ».

TITEL V. — Wijziging van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen

Art. 82. In het artikel 2 van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt een 22° ingevoegd, dat als volgt luidt :

« - 22° Het « Regionaal fonds voor de behandeling van weesverontreiniging in de bodem ».

Aan het fonds worden de volgende ontvangsten toegewezen, voortkomende uit :

- de bijdrage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot de begroting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer ;

– des rétributions des attestations du sol délivrées par l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement, en vertu de l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols ;

– des contributions du Fonds européen de développement économique régional dans le cadre des programmes et projets développés en commun avec l'Union européenne.

Les moyens du fonds sont affectés aux frais exposés pour le traitement des pollutions orphelines en Région de Bruxelles-Capitale, telles qu'elles sont définies par l'article 3, 18°, de l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols, par les titulaires d'obligations découlant de l'application de cette ordonnance ou par l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement en exécution de cette ordonnance. ».

TITRE VI. — Modification du code de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale du 25 mars 1999

Art. 83. Dans le Code de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions et de la responsabilité environnementale, tel qu'institué par l'ordonnance du 8 mai 2014 modifiant l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, l'article 3, § 2, est modifié comme suit :

1° dans le point 1° b), les mots « et c) » sont ajoutés après les mots « 5°, b) » ;

2° le point 5° est complété comme suit : « c) en cas d'absence, de congé ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant de l'Institut, du fonctionnaire dirigeant adjoint de l'Institut et du directeur – chef de service ayant l'inspection et les sols dans ses attributions, par un autre directeur – chef de service désigné par l'un de ces trois fonctionnaires. ».

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 juin 2017.

R. VERVOORT,

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique

G. VANHENGEL,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement

D. GOSUIN,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente

P. SMET,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics

C. FREMAULT,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie

—
Note

Session ordinaire 2016-2017

Documents du Parlement. — Projet d'ordonnance, A-449/1. — Rapport, A-449/2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du vendredi 2 juin 2017.

– de vergoedingen voor de bodemattesten die door het Brussels Instituut voor Milieubeheer worden afgeleverd, krachtens de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems ;

– de bijdragen van het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling in het kader van de ontwikkelingsprojecten gezamenlijk met de Europese Unie.

De middelen van het fonds zijn bestemd voor de blootstelling aan de kosten voor de behandeling van weesverontreinigingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gedefinieerd in artikel 3, 18°, van de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde gronden, van de houders van verplichtingen voortvloeiend uit de toepassing van deze ordonnantie of van het Brussels Instituut voor Milieubeheer bij de uitvoering van deze ordonnantie. ».

TITEL VI. — Wijziging van het Wetboek van inspectie, preventie, vaststelling en bestraffing van milieumisdrijven, en milieuaansprakelijkheid van 25 maart 1999

Art. 83. In het Wetboek van inspectie, preventie, vaststelling en bestraffing van milieumisdrijven, en milieuaansprakelijkheid, zoals ingesteld door de ordonnantie van 8 mei 2014 tot wijziging van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van milieumisdrijven, wordt artikel 3, § 2, gewijzigd als volgt :

1° in punt 1° b) worden de woorden « en c) » toegevoegd na de woorden « 5°, b) » ;

2° punt 5° wordt aangevuld als volgt : « c) in geval van afwezigheid, verlof of verhindering van de leidend ambtenaar van het Instituut, van de adjunct – leidend ambtenaar van het Instituut en van de directeur – hoofd van de dienst die de inspectie en de bodem onder zijn bevoegdheden heeft, door een andere directeur-hoofd van een dienst aangewezen door één van deze drie ambtenaren. ».

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 juni 2017

R. VERVOORT,

Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid

G. VANHENGEL,

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking

D. GOSUIN,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Teverkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp

P. SMET,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken

C. FREMAULT,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie

—
Nota

Gewone zitting 2016-2017

Documenten van het Parlement. — Ontwerp van ordonnantie, A-449/1. — Verslag, A-449/2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 2 juni 2017.